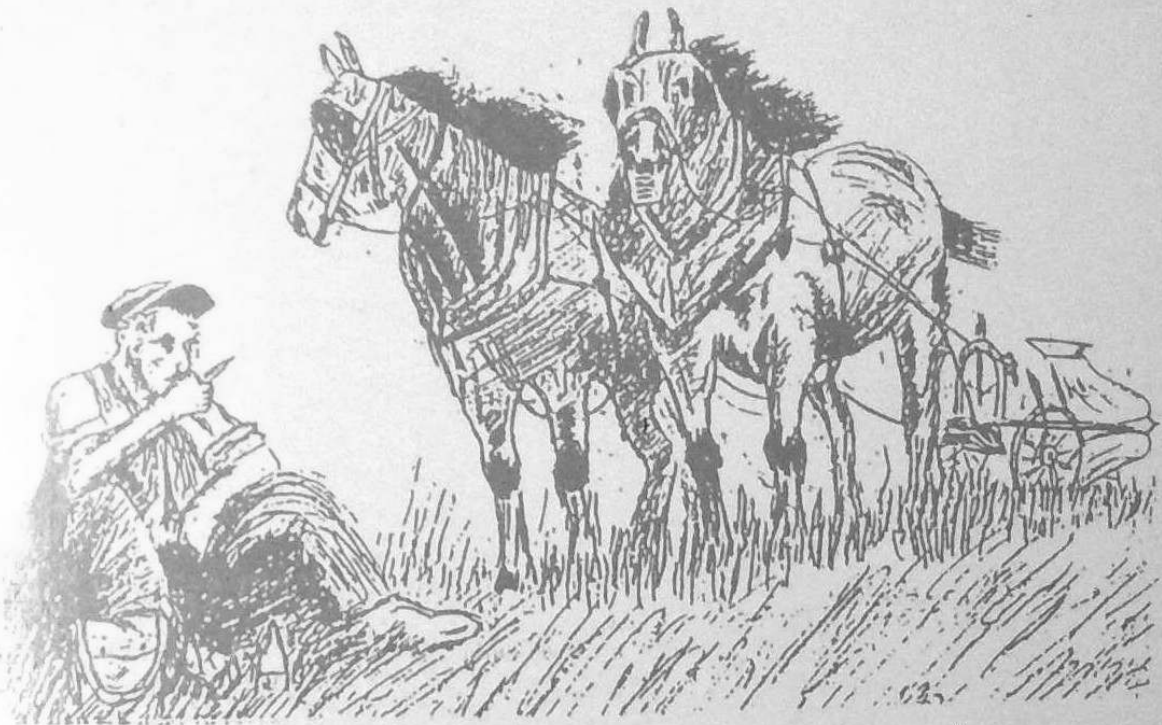
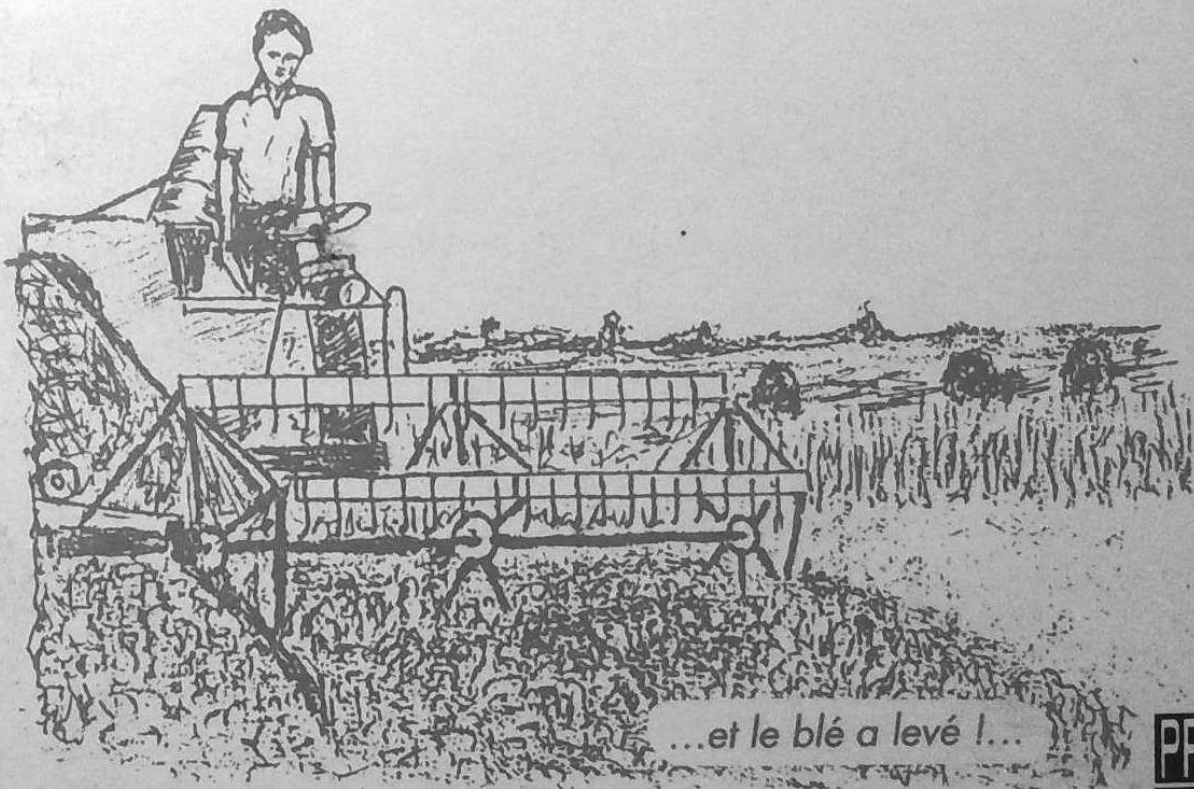


UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE LOUDEAC



**LA MODERNISATION AGRICOLE
DU PAYS DE LOUDEAC ENTRE 1950 ET 1965**



...et le blé a levé !...

**PRESSES DE
L'UNIVERSITE
RENNES 2**

...et le blé a levé !...

Deux dessins illustrant deux époques : l'une allant de 1935 à 1950, l'autre au milieu des années soixante. Entre les deux se situe la rapide évolution que nous présentons.

• **1er dessin** : L'homme est habitué aux efforts physiques, c'est un manuel, un marcheur. Pour lui il n'y a pas d'urgence, il travaille au rythme des chevaux. Il "casse la croute" dans le champ car la journée est longue. Pendant ce temps l'attelage se repose.

Son souci primordial, n'est pas l'amélioration des techniques, l'essentiel pour lui est de pouvoir réaliser le travail avec ses chevaux :

C'est le paysan, il laboure, il sème.....le blé qui va lever !

• **2ième dessin** : L'homme est sur sa machine. Il surveille le travail avec beaucoup d'attention, une main sur le volant, l'autre sur les manettes de réglage. Ici pas d'efforts physiques mais une surveillance continue pour la perfection de la récolte. La rapidité de celle-ci lui permet d'être moins handicapé par les aléas du temps.

La densité des épis de blé témoigne d'une bonne technique de production. Il est rentré dans le cycle de la productivité. L'essentiel pour lui n'est pas la réalisation du travail, sa machine le lui permet, mais une récolte avec un minimum de perte.

C'est l'agriculteur, il récolte la moissondu blé qui a levé !

15 ans seulement séparent ces deux dessins
Ce sont eux que nous avons voulu étudier...

Victor Moisan

- PLAN DE L'ETUDE -

UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE LOUDEAC

LA MODERNISATION AGRICOLE DU PAYS DE LOUDEAC ENTRE 1950 ET 1965

- PLAN DE L'ETUDE -

Avant-propos : Par Jeanne Urvoy,
Secrétaire générale de l'AUTATL en Bretagne.

Préface : Par le Professeur Malassis

Introduction : Quelles sont la zone et la période concernées ?
Pourquoi cette étude ? Comment a-t-elle été
réalisée ? Avec quel esprit ?
Par Victor Moisan p.7

Chapitre I : Situation chiffrée de l'agriculture au départ de cette
étude (de 1935 à 1950) .
Par Paul Houée p.15

Chapitre II : Quelle était la vie dans nos campagnes à cette
époque (1935 à 1950) ?
Heurs et malheurs des paysans (Extraits de 40
témoignages)
Par Victor Moisan p.31

Chapitre III : La phase culturelle. Quels étaient les besoins
de changement ? Influence de la J.A.C., de la Maison
Familiale, etc.
Par Paul Hamayon p.85

Chapitre IV : Le CETA.- Pourquoi un CETA? - Son rôle, ses
réussites, son influence.
Par Victor Moisan p.107

ISBN : 2-86847-051-3

C.W.: Presses de l'Université de Rennes 2

et
Association pour l'Université du
Troisième Age et du Temps
Libre en Bretagne

Dépôt légal : 4^{ème} trimestre 1991

Imprimerie de l'Université de Rennes I

Chapitre V : La vulgarisation agricole.- Le centre de vulgarisation des cantons de la Chèze-Loudéac.

Par François Amiaux p.145
Quelques souvenirs .

Par Jean Coutard p.153

Le groupement de productivité de Plouguenast.

Par Robert Rouillé p.157

Chapitre VI : La vulgarisation féminine - Le CETMA et les groupements de vulgarisation ménagère. p.169

Par un groupe de sept femmes

Chapitre VII : Conclusions socio-culturelles de cette période.

Par Paul Houée p.201

Postface : Cette étude peut-elle intéresser un jeune agriculteur?

Par André Gestin p.211

Glossaire : Principales abréviations employées p.213

Avant-propos

Il y a déjà 4 ans, Victor Moisan, Président de la Section Universitaire : Université du Temps Libre de Loudéac, me faisait part de son projet de créer un groupe d'enquêtes et de recherches qui relaterait les grands changements qui ont fait du Bourg rural de Loudéac la Cité nouvelle que nous connaissons.

Aujourd'hui j'ai le plaisir de vous présenter l'ouvrage qui est né de ce travail collectif. Il regroupe des témoignages de ceux qui ont contribué à la réussite de cette "révolution verte", et de ceux et celles qui ont vécu les profonds bouleversements qui allaient remettre en cause leur mode de vie, leur façon de travailler et aussi leurs modèles de pensées ...

Mais à la lecture de "ces mémoires personnelles", cette mémoire du vécu d'une époque aujourd'hui révolue nous rappelle au détour d'une phrase toute l'âpreté, la fatigue et parfois l'abnégation de ceux et de celles qui sont restés attachés au dur métier de la Terre ... Une plainte à peine avouée qui soulève tant d'émotion chez le lecteur, car ce passé révolu est en fait si proche et c'était la vie quotidienne de tant de ceux et de celles que nous regroupons aujourd'hui tout simplement dans une même catégorie, "les Personnes âgées".

Comment, nous qui sommes si attachés au développement de "l'Université du Temps Libre", que nous voulons "ouverte à tous sans condition d'âge ou de diplôme" ne pas faire un rapprochement entre la démarche de ceux qui furent les pionniers de ce mouvement, et notre propre démarche.

C'est dans "la Formation", " la Connaissance", dans un effort de changement, de "progrès personnel", qu'ils ont mis leur espoir

d'évoluer, en créant des "Centres d'Etudes et de Formation divers", ouverts aux jeunes mais aussi réclamés par les adultes et pour eux-mêmes ... et ils ont réussi, "...Et le blé a levé ...".

Alors nous ne devons pas être étonnés de les retrouver sur les bancs de l'Université aujourd'hui, où ils veulent trouver sujets et matière pour leur propre réflexion. Ils sont toujours "engagés" pour organiser leur avenir mais cette fois c'est pour "mieux-vivre" ce Temps Libre, inespéré alors, au temps de leur lutte tranquille, et dont ils font avec la même sagesse qu'alors si bon usage.

Merci à tous ceux qui nous offrent cette tranche de vie si passionnante. Nous sommes heureux d'être conviés à faire "ce bout de chemin" ensemble.

Jeanne Urvoy
Secrétaire générale de l'AUTATL Bretagne

PREFACE

C'est avec une grande joie que j'écris cette préface. Avec une grande joie, car il s'agit de l'oeuvre d'un groupe d'hommes et de femmes qui ont fait "la Grande Révolution dans les Campagnes Bretonnes" (1) et parce que je retrouve dans ce texte une histoire qui m'est chère. Fils de paysan, ayant eu 20 ans en 1938, j'ai vécu la dure existence des paysans d'autrefois. Si je me suis associé à la Grande Révolution, notamment à Saint Hilaire des Landes en Pays de Fougères où je suis né, c'est essentiellement par fidélité au monde de ma naissance, par respect des qualités humaines des paysans avec qui j'ai vécu et par protestation contre les conditions de vie qui étaient les leurs. Pardonnez-moi de parler de mon vécu au début de cette préface : c'est seulement pour dire que je m'identifie à vous .

Les dures conditions de vie des paysans et des paysannes, tous le disent dans cet ouvrage. V. Moisan le dit en décrivant les "heurs et malheurs des paysans". Il décrit les tâches au cours de l'année et certaines suscitent dans ma mémoire de mauvais souvenirs : sortir le fumier en l'arrachant à la fourche et au croc, entasser le foin dans les greniers, le tirer au croc, tourner le coupe-joncs, couper les betteraves et tant d'autres.

Mais ces dures conditions sont aussi dites par les femmes et leurs témoignages sont accablants. Elles qui sont chargées des travaux répétitifs qu'exige le bétail, "sans dimanche, ni fête et sans se plaindre". Elles ne se plaignent pas, en effet, mais les filles refusent les dures conditions de vie de leur mères et nombreuses sont celles qui rêvent d'un mariage qui les libérera de la servitude de la terre et du bétail.

(1) Titre d'un ouvrage en préparation.

La pièce unique, la terre battue, la cohabitation, pas d'eau sur l'évier, pas de WC, l'électricité rare ainsi que le téléphone, etc... sont des conditions de vie peu propices au repos et à l'épanouissement humain.

Mais le pire sans doute, est que ce monde est soumis aux conditions naturelles, certes, mais aussi aux autres hommes : aux propriétaires, aux notables, lesquels parlent au nom des paysans "qu'ils connaissent bien", et aux autres étant les derniers dans la hiérarchie sociale. Ils sont considérés par les autres, mais surtout eux-mêmes se considèrent ainsi, humiliés qu'ils sont et victimes de complexes d'infériorité.

Vous avez raison, chers amis de Loudéac, la Grande Révolution dans les Campagnes Bretonnes fut d'abord une révolution culturelle. Il faut insister sur ce point et dire, que l'essentiel était de se libérer de comportements ancestraux : passer d'un monde soumis à un monde qui prend en charge son destin.

Dans l'Ouest et ailleurs, la JAC a joué un rôle décisif dans cette évolution. La quasi-totalité des leaders professionnels du monde rural en France, jusqu'à nos jours, sont d'anciens jacistes.

La méthode de formation populaire : **Voir, Juger, Agir** a fait merveille. Regarder les faits, les interpréter et en tirer des règles pour l'action n'est ni une méthode simple, ni une méthode facile. Juger c'est comparer et, pour cela, il faut étendre son champ de comparaison, essayer "autre chose", aller voir ailleurs, étendre son champ de connaissance par la formation et l'information. Le processus déclenché est celui de l'ouverture sur l'extérieur et de la mise en question de la tradition devenue routine. Ainsi le processus de développement intellectuel est en marche. Il appelle les cours par correspondance, ceux de "l'instituteur itinérant", la maison familiale, les écoles d'agriculture et bientôt les lycées techniques agricoles.

Mais la JAC est porteuse d'un autre message : celui de la responsabilité paysanne et de la dignité du métier. Il s'agit de faire la rupture avec la soumission et l'humiliation.

Bientôt les paysans parleront en leur nom, ils s'assoieront avec ou sans certificat d'études à la table des ministres, ils assumeront leur destin.

Les CETA prolongent le "voir, juger, agir". Loudéac donne l'exemple en créant le premier CETA de Bretagne. En principe, la technique est l'objet, mais fondamentalement le CETA poursuit le processus de changement culturel, le changement technologique sera, à la fois, le produit du changement culturel et l'instrument de ce changement. En effet, la réflexion en commun, l'innovation, l'expérimentation, etc.... vont conduire à découvrir les relations entre les faits et à prendre conscience que le changement est un processus global et que se sont des systèmes agricoles qu'il faut changer.

Le changement commence par la "révolution fourragère", mais le changement du cheptel suivra, puis la stabulation libre en même temps que se développe la mécanisation. C'est vrai "ça n'en finit pas"...

On est entraîné dans un processus parfois difficile à maîtriser. Il faut en discuter ensemble et contrôler la gestion de son exploitation. Il faut aussi vendre, mais comme l'écrit l'un d'entre vous : "l'économique, ce n'est pas facile". Il faut sortir du champ du CETA et se heurter à de durs conflits d'intérêts.

Mais la révolution culturelle est gagnée. Comme toujours, une minorité agissante, a permis de gagner le combat contre la soumission, l'ignorance et pour la dignité. Elle va alors se diffuser, sous des formes diverses telles que Centres de Vulgarisation Agricole, Groupements de productivité, etc...

Les femmes ont participé à ce combat de bien des façons. Elles étaient intéressées autant que les hommes sinon plus au changement et elles ont créé leurs CETMA et Groupements de Vulgarisation Ménagère.

La vieille ferme à pièce unique s'est transformée en "maison d'habitation", les murs autrefois blanchis à la chaux se sont colorés, l'équipement ménager est "aussi bien qu'en ville" et parfois beaucoup mieux, parcs et jardins ont fleuri.

Le travail féminin s'est beaucoup simplifié avec la mécanisation de la ferme et celle des travaux ménagers. Le changement culturel et technique a engendré une nouvelle vision de la qualité de la vie.

Certes, le combat est inachevé et la nouvelle génération d'agriculteurs devenue surproductive, est confrontée à de nouveaux et difficiles problèmes.

Les agriculteurs de Loudéac s'interrogent sur les raisons qui les ont poussés "à faire cela". Sans doute parce qu'ils étaient porteurs d'un message de lutte et de progrès, qui habite les hommes. Ce message a mis beaucoup de temps à se réaliser dans le monde rural. Certes, la Révolution française avait jeté les bases d'un nouveau statut social du paysan et la Révolution agricole du XVIII^{ème} siècle celles d'une nouvelle agriculture, mais c'est après la seconde guerre que se réalise "la Grande Révolution dans les Campagnes Bretonnes".

C'est la Grande Révolution, car elle est **fondamentalement culturelle** et qu'elle s'accompagne de profonds changements techniques et sociaux. Les conditions de vie furent radicalement transformées, comme elles ne l'avaient jamais été dans le passé.

Les agriculteurs de Loudéac s'interrogent aussi sur la

signification et la portée de leur message : celles-ci me semblent considérables.

L'humanité, à "l'âge des hautes technologies" est capable de conquérir la lune, mais elle s'avère incapable de gagner son vieux combat contre la faim.

L'homme de la lune est un homme admiré, instruit et cultivé, qui dispose d'une armée de chercheurs et d'experts, etc... et l'on voudrait gagner le combat contre la faim avec des hommes ignorants, soumis, souvent méprisés et pauvres.

Pour gagner le combat contre la faim, il faut des hommes libres, formés et informés, cultivés et curieux du monde... **Il faut à l'échelle de l'humanité une grande révolution culturelle**, qui change les mentalités paysannes et la situation des paysans dans la Société, comme l'ont fait les paysans de Loudéac.

L. Malassis

- INTRODUCTION -

Comme la Bretagne toute entière la région de Loudéac a connu dans la moitié de ce siècle de nombreuses transformations qui ont bouleversé son équilibre socio-économique. La Région de Loudéac a commencé dès le début des années cinquante cette mutation profonde.

L'Université du Temps Libre de Loudéac dans le cadre d'une étude d'Enquêtes et de Recherches pour une meilleure connaissance de sa région" a mis en place un groupe de travail dont l'objectif de recherche est intitulé : "Les raisons profondes du développement de l'agriculture de la Région de Loudéac de 1950 à 1965."

Plusieurs raisons nous ont incités à réaliser ce travail que nous voulons le plus complet, le plus objectif et le plus rigoureux possible.

Le Centre Bretagne était une région délaissée. Certes elle avait évoluée depuis 1785 où un voyageur anglais, Arthur Young, parcourant la Région écrivait : "La moitié de la province est abandonnée. L'agriculture n'est pas plus avancée que celle des Hurons. Le peuple que j'y ai vu est presque aussi sauvage que le pays. Le tiers que j'ai parcouru paraît inculte et le pays tout entier dans la misère".

Cependant en 1913, André Siegfried notait encore : "Nous sommes ici dans le pays de l'Argoat inconnu et mystérieux, l'ancien domaine de la légendaire forêt de Brocéliande. Nulle part la Bretagne paraît plus isolée, plus lointaine, plus mystérieuse derrière ses longues lignes de landes qui bordent l'horizon, derrière ses haies où s'enfoncent, sous les châtaigniers, d'étroits sentiers boueux".

La guerre de 14-18 va, comme toutes les guerres, provoquer des transformations de cette agriculture archaïque. Mais toutes ces améliorations font apparaître un fond de relative pauvreté : Monsieur Gautier a pu montrer que "la rentabilité des exploitations restait médiocre en 1939". La crise économique des années 30 a gravement freiné l'expansion générale qui s'était manifestée après les années 20. Au lendemain de la seconde guerre mondiale la situation du paysan a pu paraître singulièrement améliorée, mais les quelques réserves accumulées seront vite investies dès que les conditions économiques et techniques auront permis l'urgente rénovation du matériel et du cheptel.

Avant 1945-50, si la plupart des fermes moyennes de la région de Loudéac arrivent à équilibrer leur budget c'est qu'elles se contentent de peu.

Cette agriculture est atteinte d'une hémorragie qui l'anémie sans cesse : ses jeunes, et notamment les jeunes filles, la quittent pour la ville. Bien souvent ne restent à la terre que les moins doués. Ces départs sont dûs en grande partie aux conditions de vie très dures des femmes. Dans les témoignages recueillis le terme d'esclave est parfois cité.

Le peu d'organisations agricoles existantes est entre les mains de notables. Certains les animent avec beaucoup de compétence et de dévouement. Les hommes "aux mains caleuses" ont parfois tenté quelques initiatives dans ce domaine, mais peu ont réussi.

Cette situation est aggravée par une mentalité de résignation doublée de complexe d'infériorité. Le paysan se considère comme le dernier de l'échelle sociale. Le mot "paysan" lui-même n'était pas flatteur.

Or voilà qu'au début des années cinquante une véritable révolution va bouleverser cette agriculture régionale. Citons, ici, le témoignage d'un technicien agricole qui apporta, pendant de nombreuses années, une efficace collaboration :

"Sous le crachin, les ondées, les bourrasques de l'été pourri de 1953 un jeune motocycliste, solitaire, taciturne et obstiné, se faufila le long des routes et des chemins tortueux bretons à la découverte du pays et de ses habitants. Jeune ingénieur agricole de Crépy en Valois (Oise), il a décidé d'explorer le pays dont est originaire une part de plus en plus importante de ses élèves. Quelle est donc cette contrée brumeuse et lointaine dont la terre, dit-on porte plus spontanément petite oseille, ajoncs et genêts que moissons plantureuses ? Comment vivent ces paysans réputés entêtés et retardataires qui s'échinent à répéter, sur une terre ingrate, des pratiques et des gestes ancestraux ? Quelle est donc cette terre que ses habitants fuient ?

A son retour, notre voyageur, trempé, exténué, mais ravi, laisse sourdre son enthousiasme : " Dans un C.E.T.A. (Centre d'Etudes techniques Agricoles) au Centre de la Bretagne j'ai découvert une nouvelle race de paysans: Ils arrachent les haies, drainent les prairies naturelles, les retournent pour les cultiver. Ils bousculent tout. Je n'ai jamais vu ça... !"

Il appartient à notre Université du Temps Libre d'étudier cette mutation profonde. Certains de ses membres en ont été les acteurs. Ils ont le recul nécessaire pour mieux discerner et relativiser. Ils ont gardé un souvenir vivant de cette époque que l'un d'eux, dans son témoignage, a qualifié d'exaltante.

Ils ne cherchent pas à se complaire dans cette période avec une certaine nostalgie où l'on a tendance à embellir les choses. Mais il apparaît nécessaire de mieux connaître son passé pour une meilleure analyse du présent qui en est la suite et l'héritage.

Cette étude, il nous est apparu nécessaire et urgent de la faire maintenant. Dans 10 ans, 20 ans, 30 ans, il sera trop tard. De précieux renseignements, une multitude de faits concrets témoignant de la volonté d'hommes et de femmes qui refusent de laisser mourir un pays, auront, comme tant d'autres, hélas, disparus à jamais.

Environ 40 témoignages de personnes, hommes et femmes dont la plupart ont été des militants actifs, ont été recueillis. Nous pourrions puiser largement dans ces souvenirs pour la réalisation de cet ouvrage.

Le recueil de ces témoignages aura été un travail passionnant. Evoquer avec 35 ans de recul, pendant deux heures et parfois plus, les principales péripéties d'une évolution, où des paysans, des paysannes ont donné le meilleur d'eux-mêmes, à une période de la vie où l'enthousiasme existe encore, avec la satisfaction d'avoir contribué, eux aussi, à la transformation de leur condition ingrate, ne pouvait que reconforter de vieilles amitiés ou effacer certaines divergences si tant est qu'elles aient existé !.

Nous avons également sollicité les témoignages de nos différents ingénieurs et techniciens de l'époque, ces précieux collaborateurs à qui nous devons beaucoup pour les compétences dont ils ont fait preuve. Eux comme nous étaiés animés des mêmes motivations humanistes ce qui nous a permis d'oeuvrer avec une grande unité de vue.

Notre groupe de travail avait pensé réaliser une étude plus complète de développement général de la région de Loudéac: grouper celui de son agriculture et celui de son prolongement agro-alimentaire. Mais il est apparu que ce dernier nécessitait des enquêtes exigeantes en temps et compétence appropriée et risquait aussi de ne pas répondre aux attentes. D'autre part ce

travail pouvait nous conduire à aborder des problèmes d'une actualité trop rapprochée ce qui n'est pas la mission de notre Université.

Nous avons voulu également limiter l'analyse à la période 1950-1965. En effet vers les années 65, les CETA et les groupements de vulgarisation qui ont été à la base du développement ont terminé leur phase technique. Les responsables ont pris conscience qu'il ne suffit pas de produire mais qu'il faut valoriser au mieux cette production, donc qu'il faut prendre des responsabilités en amont et en aval, en grande partie dans la coopération. C'est alors une nouvelle phase tout à fait différente de la première qui a commencé, mais qui en a été le prolongement.

Cet ouvrage n'a pas été entrepris pour glorifier une action, encore moins pour permettre une quelconque comparaison entre la jeunesse que nous avons vécue et celle d'aujourd'hui. Notre unique ambition est de faire revivre cette époque particulière, d'étudier et d'analyser cette action afin de mieux la faire connaître à ceux qui l'ignorent, à ceux qui l'ont oubliée et aussi à ceux qui nous suivent ou qui nous suivront dans des conditions de vie et dans une agriculture bien différentes, mais où la valeur des hommes sera toujours la meilleure des richesses. Est-ce trop ambitieux de prétendre que des agricultures "en panne" dans certains pays pourraient y puiser quelques idées ?

Cette étude est également le résultat d'un travail d'équipe. Chaque responsable de chapitre s'est entouré de plusieurs amis. On a recueilli de nombreux témoignages pour être le plus complet possible et pour ressortir les faits les plus significatifs. Une vingtaine de personnes ont donc collaboré directement à l'élaboration de ces textes.

Nous avons voulu aussi pour donner plus de poids et de rigueur à notre analyse, solliciter le concours de deux

personnalités scientifiques qui, chacune dans sa fonction, a suivi avec beaucoup d'attention sinon avec intérêt l'évolution de notre région :

Le Professeur Malassis, actuellement Président d'Agropolis à Montpellier, ancien directeur de la station d'Economie Rurale de l'INRA à Rennes, ancien Directeur de l'Enseignement et de la Recherche au Ministère de l'Agriculture. Personnalité bien connue en Bretagne qu'il a parcourue et étudiée dans les années 50 à 70.

Paul Houée, sociologue, chercheur à l'INRA de Rennes, Président de Commission au Comité Economique et Social. Paul Houée est bien connu dans la région par ses nombreuses interventions, par son action dans le Mené et par ses publications.

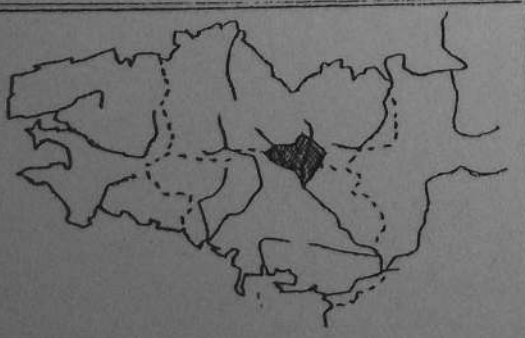
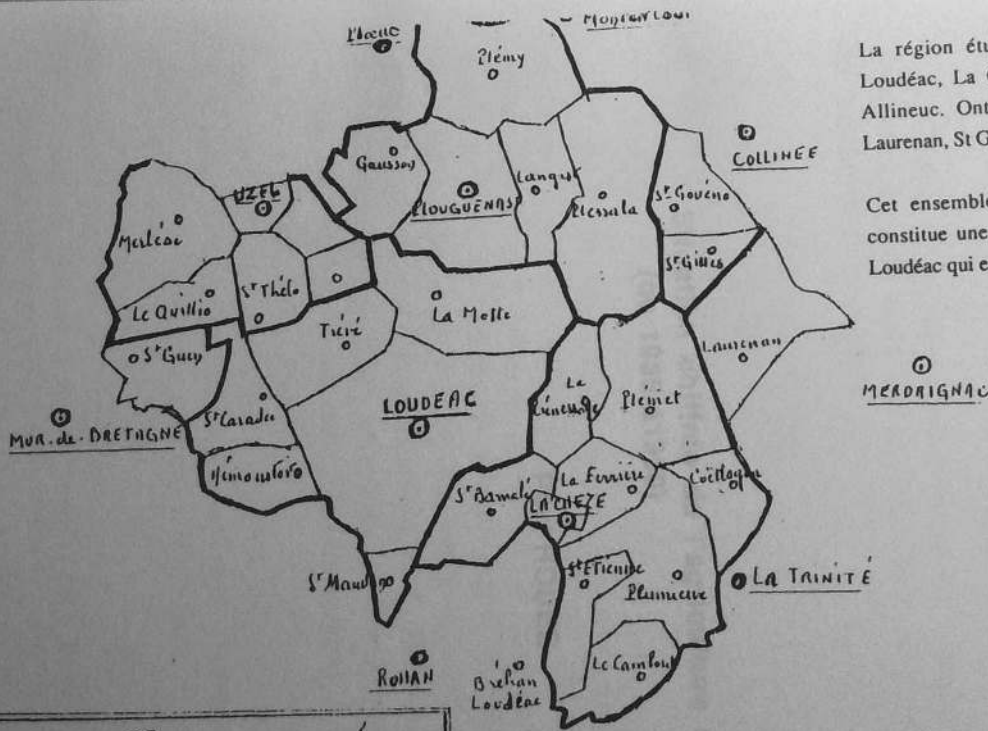
Nous les remercions très vivement de l'intérêt qu'ils nous manifestent encore une fois et du soutien qu'ils nous apportent.

Ainsi leur contribution nous aura aidés à faire apparaître dans la longue chaîne de l'histoire le maillon que nous représentons. Dans ce milieu rural du Centre Bretagne, des hommes et des femmes ont peiné durement, de siècle en siècle. Ils ont lutté et bien souvent échoué. Ils ont connu de longues périodes d'acceptation résignée et des sursauts marqués de brusques réactions. Ils ont toujours gardé l'espérance au coeur. C'est finalement l'espoir de se libérer des lourdes contraintes dues à l'ignorance, à l'hostilité du milieu, à l'exploitation dont ils ont été souvent victimes qui leur a permis de forger une victoire commune. Ils ont su tendre leur énergie pour gagner à cette région, si longtemps pauvre et délaissée, une place honorable dans la société. Ils ont le droit d'en être fiers

Victor MOISAN

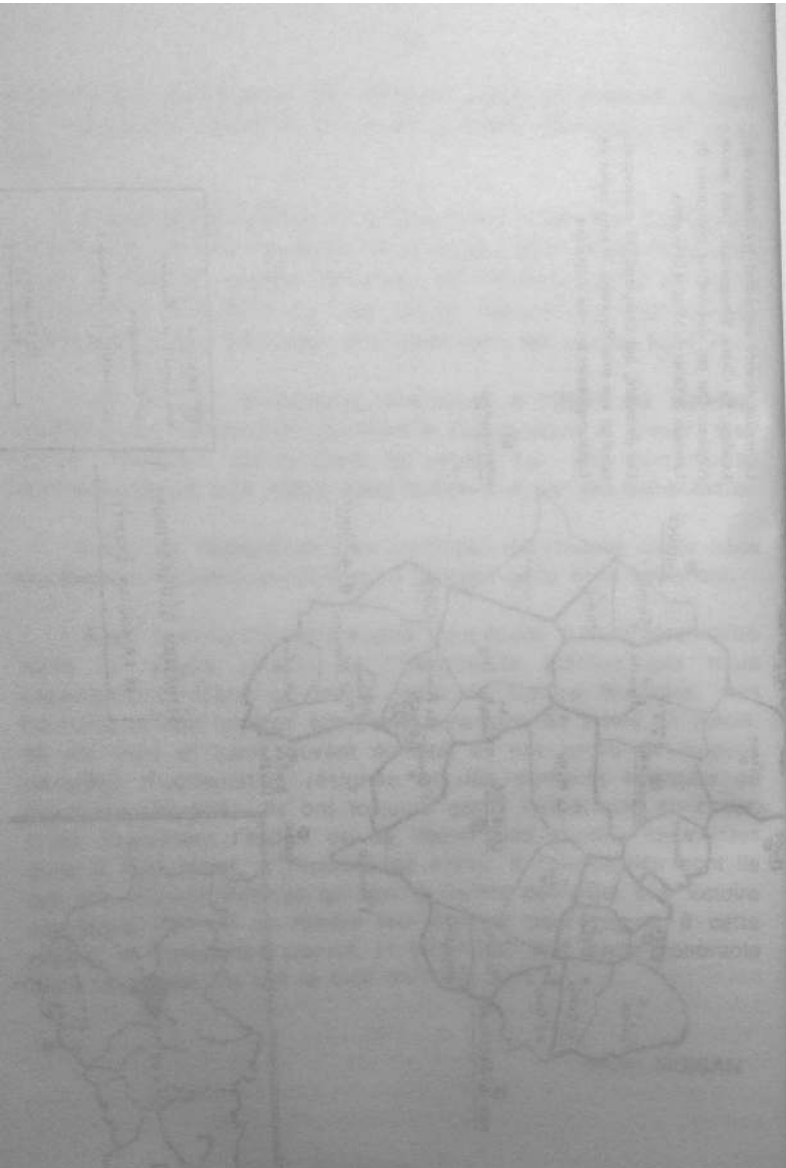
La région étudiée comprend les cantons de Loudéac, La Chèze, Plouguenast, Uzel moins Allineuc. Ont été ajoutées les communes de Laurenan, St Gilles du Mené et St Goueno.

Cet ensemble, qui comprend 30 communes, constitue une zone d'environ 20 kms autour de Loudéac qui en est le centre d'attraction.



SITUATION GÉOGRAPHIQUE
DE LA RÉGION ÉTUDIÉE

⊙	CANTON
—	Limite de Canton
○	Commune
- - -	Limite de Commune



L'AGRICULTURE DE LA ZONE DE LOUDEAC
DANS LES ANNEES 1950

CHAPITRE I

Quelques données permettent de saisir l'agriculture de la zone de Loudéac dans les années 1950, au moment où elle amorçe sa prodigieuse mutation.

I. EVOLUTION DE LA ZONE DE LOUDEAC Situation chiffrée de l'agriculture au départ (de 1935 à 1950)

La zone de Loudéac (230 communes) voit sa population croître : 40 823 habitants en 1937 et 54 628 en 1952 ; de 1936 à 1952, le pourcentage annuel de 1,5 %, malgré un score nettement inférieur à celui des départements bretons sur les années « - 1 123 de 1934 à 1952 ». La vague d'émigration, de dépeuplement des années 1930 est donc de l'ordre de 10 % de la zone. Elle est compensée par les départs de la zone de 1934 à 1952. Les zones très fortes ont permis, à cette époque, d'augmenter l'offre de main-d'œuvre pour les travaux agricoles, mais surtout celles des zones de culture.

(1) Tous les chiffres et pourcentages sont ceux de l'Institut National de la Statistique et de Démographie, France, Service Central de Recensement, France 1952, vol. 2.

L'AGRICULTURE DE LA REGION DE LOUDEAC DANS LES ANNEES 1950 (1)

Quelques données permettent de camper l'agriculture de la zone de Loudéac dans les années 1950, au moment où elle amorce sa prodigieuse mutation.

1. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

La zone de Loudéac (30 communes) voit sa population diminuer : 40.693 habitants en 1936, 36 497 en 1954, 34 629 en 1962 : de 1936 à 1962, la population a diminué de 15 %, malgré un solde naturel qui demeure encore élevé (excédent des naissances sur les décès = + 1 723 de 1954 à 1962). Le vieux courant migratoire, né de l'effondrement des activités textiles au milieu du 19^{ème} siècle, s'est amplifié au lendemain de la guerre : le déficit des arrivées sur les départs s'élève à 3 057 habitants de 1954 à 1962. Les jeunes filles partent les premières, à défaut d'emploi et de condition de vie acceptables pour elles, les hommes émigrent parfois pour des travaux saisonniers, mais beaucoup partent directement vers Paris.

(1) Tous ces chiffres et renseignements sont tirés de Houée (p.)
- Développement et coopération agricole en Bretagne Centrale, doctorat de sociologie, Poitiers 1965, 419 p.

Cette zone est essentiellement rurale, en 1954, 73 % de la population habite dans les hameaux ou villages et seulement 15 % dans des centres de plus de 400 habitants. Seul, Loudéac (6 582 habitants) émerge déjà comme un pôle d'attractions et de services, que relaient quelques agglomérations secondaires (Plémet, Uzel, La Chèze, Plouguenast) autour desquelles s'organise l'essentiel de la vie collective.

2 - LA POPULATION AGRICOLE

L'agriculture occupait 80 % de la population active en 1936, 72,7 % en 1954 : 11 648 exploitations et 1685 salariés, alors que le département Côtes du Nord a cessé d'être majoritaire agricole (48,7 %).

Age des chefs d'exploitation en 1962

- moins de 30 ans : 4,1%	40-50 ans : 18,8 %	60-65 ans : 11,8 %
30 - 40 ans : 20 %	50-60 ans : 31,6 %	plus de 65 ans : 13,7 %

L'exode massif des jeunes provoque le vieillissement de l'agriculture et son faible renouvellement : 13 % des chefs d'exploitation ont moins de 35 ans, et 25,5 % plus de 60 ans. Le vieillissement est plus accentué dans le canton de Plouguenast, le Sud du Mené, qu'autour de Loudéac et Uzel. Les 2/5 des fermes semblent menacées dans leur survie autonome. Il faut atteindre le seuil des 15 Ha pour avoir un avenir quasi-assuré. La

main-d'oeuvre est avant tout familiale, même si le statut des aides familiaux (agricultrice, enfants) n'est pas encore clarifié. Seules, les fermes supérieures à 15 Ha ou ayant une production spécialisée emploient un salariat permanent ou saisonnier. La région souffre d'un chômage occulte par manque d'emplois non agricoles : beaucoup s'épuisent en des activités peu rentables, fractionnées par de multiples changements d'occupation. Le modèle paysan familial, qui emploie beaucoup de bras sur les terres disponibles avec peu d'investissement et de formation, est parvenu au maximum de ses possibilités : il faut envisager autre chose, mais quoi ?

3 - LES CONDITIONS DE VIE

Les statistiques de 1954 soulignent la pauvreté de l'habitat et les premières amorces d'une modernisation du cadre de vie. 77 % des logements agricoles ont été construits avant la guerre de 1914 et seulement 4 % sont postérieurs à 1945.

Eléments de confort en 1954 dans les 7 418 logements agricoles (résidence principale)

Nbre de pièces	Chauffage central	2	baignoire-douche	19
1. 53,9 %	Téléphone	76	Lavabos	18
2. 28,7 %	Electricité	3 953	W.C extérieurs	42
3. 9 %	Eau dans logement	199		
plus 7,1 %	Eau dans la cour	4 673		

Le confort est plus développé à Loudéac, dans les bourgs que dans les villages, dans la partie est que dans la partie ouest : les communes les plus riches ne sont pas nécessairement les mieux logées. Là où domine le fermage, l'effort se porte sur les améliorations agricoles plutôt que sur les bâtiments.

Mais en quelques années, tout se met en mouvement grâce à l'ouverture des mentalités, aux prêts et subventions du Génie Rural, aux grands travaux d'électrification, d'adduction d'eau, de voirie rurale. En 1962, l'habitat courant comporte une cuisine - salle commune et une chambre à coucher, 21 % des maisons agricoles n'ont qu'une pièce et 28 % sont encore en terre battue. L'électrification ne concernait guère que les bourgs et certains villages en 1945, la moitié des communes avait achevé leur équipement en 1954, la quasi-totalité en 1962. L'adduction d'eau potable prend le relais, sous forme individuelle et surtout communale ou intercommunale. Les conditions de vie s'en trouvent transformées. Un effort considérable est également déployé par les pouvoirs publics et les communes pour désenclaver la région et desservir tous les villages.

Quelques 6 000 élèves fréquentent les 83 écoles primaires, dont 14 écoles de hameaux. La zone compte 9 collèges d'enseignement général (5 publics et 4 privés) à Loudéac. La Chèze, Plémet, Plouguenast et Uzel, ils ne suffisent pas à répondre à la demande croissante : " Quelques années de pension ne font pas de mal pour apprendre à se débrouiller dans la vie ". L'enseignement secondaire est inexistant, obligeant les jeunes à partir dans des pensionnats éloignés. La formation agricole est aussi pauvre, des cours postsecondaires agricoles, des cours par correspondance, ce qui explique en partie l'immense succès de la JAC et des Maisons Familiales Rurales naissantes (St Etienne en octobre 1953, La Hersonnière en 1959.)

L'équipement sanitaire et social demeure précaire : 14 médecins généralistes dans la zone, soit 1 pour 2500 (1 pour 1000 en France). Loudéac dispose d'un hôpital-hospice et d'une clinique-maternité, Plémet d'un sanatorium ; des dispensaires existent à Loudéac, Plémet, Uzel : infirmières privées, religieuses et bénévoles assurent l'essentiel des soins. Quelques assistantes sociales, avant tout de la MSA, informent les familles, les aident à remplir les formalités administratives, assurent les modalités d'assurances sociales.

La vie de relations et de loisirs se concentre dans l'espace communal et dans les petits centres. Une quinzaine de communes ont des terrains de sports plus ou moins aménagés. On compte 15 salles des fêtes communales et 5 salles de patronage. Le théâtre local, le cinéma et surtout les bals sont les loisirs principaux des jeunes, les fêtes familiales ou locales, la chasse et la pêche pour les autres. Mais qui oserait déjà partir en vacances .

4 - LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

On a recensé en 1962, 5332 exploitations figurant sur les listes de MSA, 1032 n'ont pas 3 Ha. Les 4300 autres se répartissent ainsi :

	%		%		%
3 - 5 ha	11,5	15 - 20 ha	17,7	30 - 40 ha	3,4
5 - 10 ha	27,1	20 - 25 ha	8,5	40 - 50 ha	0,9
10 - 15 ha	26	25 - 30 ha	6,3	plus de 50 ha	0,4

Ainsi les 2/3 des exploitations ont de 3 à 15 Ha ; 30 % ont de 15 à 30 Ha et moins de 5 % plus de 30 Ha : l'étroitesse des surfaces condamne les jeunes à l'exode ou à l'intensification. Des écarts importants séparent les cantons de Loudéac et d'Uzel où sont les fermes les plus importantes et le reste de la zone : la dimension des exploitations diminue à mesure que l'on remonte les bassins de l'Oust et du Lié.

Il est difficile de préciser la répartition des modes de faire-valoir, tant ceux-ci sont mêlés : globalement 27 % des fermes sont en faire-valoir direct intégral, 46 % en fermage et 26% en modes mixtes. Le fermage croît à mesure que les surfaces augmentent, il est plus élevé au sud qu'au nord. Le morcellement des terres et la multitude des talus sont l'une des grandes entraves au développement : le remembrement connaît pourtant des débuts difficiles à St Etienne, avant de s'étendre à Hémonstoir, St Barnabé, La Prénessaye, l'arasement des talus rencontre un meilleur accueil.

Les bâtiments agricoles et l'outillage varient grandement selon le mode de faire-valoir et les communes. En 1962, on pouvait distinguer 5 niveaux :

- 10 à 15 % sont des petites fermes n'ayant que des remises ou de mauvaises tôles pour abriter leur fourrage et leur matériel, une étable non cimentée, des porcs relégués dans une "soue" sans air ou dans un coin de l'étable;

- 30 % ont une grange mieux couverte, parfois un hangar, une étable cimentée, une laiterie séparée, un local spécial pour les porcs, quelques appareils pour préparer l'alimentation du bétail.

- 30 à 40 % ont un hangar aménagé, une étable cimentée à couloir d'alimentation, une fosse à purin et une plate-forme à fumier, une porcherie séparée, des appareils électriques.

- environ 15 % ont déjà un équipement plus élaboré : des hangars distincts pour le matériel et les productions, une étable moderne souvent en stabulation libre, des abreuvoirs automatiques, parfois une trayeuse électrique, une porcherie ou un poulailler qui annonce une spécialisation.

Toute exploitation autonome dispose de l'outillage de base : charrue, herse, cultivateur, rouleau, charrette, faucheuse. C'est se situer à un niveau supérieur que de posséder un semoir, une moissonneuse-lieuse. Enfin 15 à 20 % disposent déjà d'un matériel plus sophistiqué. Mais de toutes les innovations mécaniques, c'est le tracteur qui est le plus significatif du progrès. Avant guerre, il n'était guère connu sinon de quelques entreprises de battage ou de travaux forestiers. Le plan Marshall importe les premiers Farmall et Ferguson attribués à des coopératives de complaisance ou "CUMA de papier". Les premiers arrivent en 1946 à Plumieux et à Hémonstoir, 67 sont achetés avant 1950. De 1950 à 1955, les tracteurs gagnent les exploitations importantes et jeunes dans la plupart des communes, pour atteindre le nombre de 831 en 1960 : l'action des groupements mais aussi des marchands de matériel, les grandes journées de motoculture (Loudéac 1-2 oct. 1955) ont fortement contribué à cette rapide diffusion, qui ouvre la voie à d'autres machines et progrès techniques. A partir de 1947, les CUMA se développent autour des groupements : en 1964, la zone de Loudéac compte 45 CUMA rassemblant 453 adhérents.

5 - LES PRODUCTIONS VEGETALES

L'agriculture des années 1950 reste très tributaire de l'utilisation des terrains : le hors sol est encore exceptionnel. Le tableau ci-dessous montre la répartition des sols en 1936 et en

tableau ci-dessous montre la répartition des sols en 1936 et en 1962.

	1936 %	1962 %		1936 %	1962 %
Surface toujours en herbe	16,5	12,8	Blé	15,2	15,7
Prairies artificielles	11,8	20,8	Avoine	13	13
Plantes sarclées	16,7	18,2	Seigle-sarrasin	8	
Bois et landes	10,3	5,5			

Ces chiffres témoignent de l'évolution en cours. Les surfaces toujours en herbe diminuent : ce sont les prairies naturelles, les pâturages extensifs, les prés et les parcelles humides. Elles reculent devant les plantes sarclées, les betteraves, les rutabagas, les choux fourragers qui sont les grandes innovations de la première moitié du 20^{ème} siècle. La culture de la pomme de terre a connu un vif succès dans la région de Pontivy, Loudéac et Ploëuc, grâce aux syndicats de sélection, mais les exigences de main-d'oeuvre et l'effondrement des cours entraînent sa relative régression. Le retournement des prairies naturelles et leur remplacement par des prairies artificielles (trèfle, luzerne, ray grass, dactyle), qui doublent de surface en quelques années, sont les signes de la "révolution fourragère" amorcée en 1954, le premier pas vers une intensification des cultures et de l'élevage.

Les cultures céréalières amorcent aussi leur mutation. Le blé se maintient en tête des emblavures, mais augmente déjà ses rendements, 25-30 quintaux en moyenne à l'hectare, mais parfois 50 quintaux, il occupe toujours une place de choix dans les soins des cultivateurs : "le blé, c'est sacré". L'avoine, qui avait beaucoup progressé entre les deux guerres, se maintient encore avant de céder la place à l'orge, en attendant le maïs. Quant au seigle et au

sarrasin, produits des terres pauvres, ils vont disparaître rapidement : la légendaire galette de blé noir sera remplacée par des aliments importés.

Le progrès des cultures et des techniques agricoles varie beaucoup d'une zone à l'autre : le secteur de Loudéac précède celui d'Uzel, les retards s'aggravent à mesure que l'on remonte vers les hauteurs de Plouguenast et du Mené.

6 - LES PRODUCTIONS ANIMALES

L'élevage représente 80 % des revenus agricoles : le lait est la ressource régulière de la ménagère, alors que la vente du gros bétail couvre les principales dépenses de la ferme. Les bovins sont à l'honneur et le cheptel à la dimension des capacités fourragères de l'exploitation : une exploitation moyenne de 12-15 Ha nourrit 7-8 vaches, 3 ou 4 veaux et une bête engraisée pour la boucherie. Dès le début des années 1950, la race armoricaine, fierté du pays de Loudéac, régresse devant les espèces plus laitières : une vache normande ou frisonne fournit 2500 à 3000 litres de lait, au lieu de 1800 litres pour l'armoricaine. Le lait est écrémé à la ferme, une partie du beurre ou de la crème livrée aux laiteries, le petit lait donné aux veaux et aux porcs. Toutes les transactions sont assurées par les marchands de bestiaux et leurs rabatteurs, à la ferme, dans les foires et les marchés, dont certains jouent un rôle important (ainsi Ploëuc pour les veaux)

La production porcine avait bénéficié des améliorations agricoles de l'entre deux guerres : 16250 porcs en 1926, 27000 en 1955. Mais le cochon est avant tout un transformateur animal à faible coût, qui absorbe les déchets de la ferme et une partie des productions de choux et de pommes de terre, une exploitation produit autant de porcs que lui permet la quantité de lait

disponible. Dans les années 1955, la qualité des races, l'alimentation et le logement s'améliorent sans faire l'objet d'une production spécialisée. Les fermes traditionnelles élèvent une douzaine de porcs charcutiers par an, d'autres utilisent le blé, l'orge, les betteraves et un peu d'aliment composé pour nourrir des troupeaux plus importants, quelques-uns ont déjà amorcé la sélection porcine, construit des porcheries modernes, tout en restant encore tributaires des produits locaux. Le progrès le plus rapide va venir de la partie la plus négligée de l'élevage. Chaque ferme élève des poules pour les oeufs et la viande, sans aucun soin particulier. Pourtant avant 1939, un poulailler "important" se crée à Coëtlogon, puis des élevages de 100 à 200 têtes se construisent dans les fermes évoluées du secteur de Loudéac, souvent en papier goudron. En 1950, ils s'orientent vers les poulets de chair qui augmentent rapidement jusqu'en 1957, où sévit la première crise de surproduction.

A l'inverse, deux élevages traditionnels sont en déclin. Les ovins n'ont jamais connu un gros succès dans la région de Loudéac, ils ne sont guère que dans les landes et les terres incultes. Mais le cheval règne encore sur le travail de la ferme, où il a peu à peu supplanté les boeufs de labour. Le nombre de chevaux exprime la hiérarchie sociale : il faut avoir un cheval pour tenir une ferme autonome, un attelage de 2 chevaux marque une ferme moyenne, au-delà, on appartient aux exploitations importantes. Le cheval occupe une place privilégiée dans l'élevage, dans les soins de l'agriculteurs : qui aurait osé prévoir sa disparition devant les chevaux-vapeur ?

Toutes les données disponibles montrent qu'en 1950 - 1955, l'agriculture de type artisanal est parvenue au maximum de ses possibilités dans la région de Loudéac. Le retournement des prairies naturelles et l'essor de nouvelles variétés fourragères, l'aménagement des étables, des premières porcheries marquent les premiers craquements du système traditionnel. Avec l'aviculture et la pomme de terre, l'agriculture loudéacienne fait

son entrée dans l'économie de marché avec ses crises : une autre révolution commence.

7 - LES ORGANISATIONS AGRICOLES

C'est une histoire passionnante que celle des organisations agricoles de la région de Loudéac. A chaque nouvelle avancée de l'agriculture, correspond un nouveau type de groupements qui propage les innovations. A l'époque héroïque des défricheurs et des pionniers, naissent les comices agricoles qui jouent un rôle important dans les premiers pas de l'agriculture. En 1836, Glais-Bizoin, Maire de Merléac et député de Loudéac, crée "l'Association Libre des Habitants du Canton d'Uzel réunis en Comice Agricole". D'autres notables fondent les Comices de Loudéac (1838), Plouguenast (1838), La Chèze (1842), Merdrignac (1845), Collinée (1850) ; ils se fédèrent dans le Comité Central des Comices Agricoles de l'arrondissement de Loudéac, sous la présidence de A. Morhéry. Avec l'appui des pouvoirs publics, ils introduisent les nouvelles variétés, les premiers amendements, les premières charrues, leurs responsables se réunissent pour échanger leurs expériences, leurs manifestations annuelles fêtent les avancées du progrès.

Quand la région s'ouvre aux premiers échanges commerciaux, une nouvelle vague d'organisations voit le jour : les syndicats agricoles. Ils sont marqués par les clivages idéologiques des grandes centrales nationales auxquelles ils se rattachent, à droite, l'Union Centrale des Syndicats Agricoles de la rue d'Athènes, à gauche, la Fédération Nationale des Syndicats du boulevard St Germain. Souvent créés par les dirigeants des Comices, ils sont avant tout un moyen d'acheter des engrais, des semences, des machines (battages), mais aussi "d'appuyer les revendications de l'agriculture, de cimenter l'union des bons

cultivateurs et de bons amis travaillant tous au même but". Dans la région, le premier syndicat cantonal est créé à Mûr en 1887, rapidement suivi par ceux de Loudéac, Merdrignac, Uzel; les syndicats de battage se développent à partir de 1909, ils sont rattachés au Syndicat Central des Agriculteurs des Côtes du Nord fondé en 1890 par G. Limon.

Mais le grand éducateur de la région loudéacienne à cette époque s'appelle Arthur Enaud. Il multiplie les conférences, les essais pour propager l'élevage du cheval et l'amélioration du cheptel bovin. Outre la Société des Courses de Loudéac et la Société Hippique, on lui doit l'implantation des Assurances Mutuelles contre la mortalité du bétail (1899), contre l'incendie (1900), ainsi que les premières Caisses Rurales (1899), le Crédit Agricole officiel ne se développant qu'après 1920.

De 1920 à 1950, l'agriculture de la zone de Loudéac voit se multiplier les organisations qui sont à la fois des réponses à des besoins concrets et des formes d'encadrement de la paysannerie, où les syndicats de droite regroupés autour de l'Office Central de Landerneau l'emportent sur les organisations de gauche appuyées par les pouvoirs publics. Les Syndicats des "cultivateurs cultivateurs" de l'Abbé Mancel bousculent un moment ces clivages et éveillent vraiment l'agriculture bretonne, mais ils n'ont qu'un succès limité dans la région (500 participants au Congrès de Loudéac en 1926), avant d'éclater devant la crise économique et la vague dorgériste. Né en 1926 de la fusion des Mutuelles du Finistère et des Syndicats des Côtes du Nord, l'Office Central de Landerneau fédère rapidement tous les syndicats cantonaux et locaux, à l'exception de La Chèze et Coëtlogon. Chaque syndicat local a son président, son secrétaire souvent jeune agriculteur; il regroupe les commandes et répartit les marchandises. Les Mutuelles bétail et incendie ont un fonctionnement identique. Les "syndicats de Landerneau", ce sont aussi des cours par correspondance pour garçons et filles, un journal "le Blé qui lève", des "journées rurales" en liaison avec la JAC montante.

Devant cette organisation puissante et dynamique, les pouvoirs publics (Direction des Services Agricoles, des Services Vétérinaires) suscitent, épaulent les initiatives des élus en particulier de Le Vézouet qui a remplacé A. Enaud : comices agricoles, Crédit Agricole, syndicats techniques de sélection de pommes de terre (1923), syndicat d'élevage de la race armoricaine, etc Face à la crise, en 1934 Le Vézouet fonde la Coopérative Agricole de Loudéac pour l'achat, le stockage et la vente des céréales.

Tel est l'héritage lourd et divisé que la nouvelle génération agricole des années 1950-1960 va bousculer et profondément renouveler par une remarquable créativité d'organisations que résume le tableau ci-dessous. Mais place à leurs promoteurs et à leurs militants.

Les principales organisations agricoles de la région de Loudéac

1. - Les Maisons Familiales Rurales : St Etienne du Gué de l'Isle (septembre 1953) transférée à Loudéac en 1959, la MFR d'apprentissage ménager à la Hersonnière (novembre 1954).

2. - Le CETA de Loudéac, premier de l'Ouest, en avril 1952, il génère un CETA avicole et un CETA porcs en 1959, le CETA des Trois-Croix en décembre 1956. Le Groupement Régional des CETA de Loudéac en septembre 1960.

3. - Le Centre de Vulgarisation agricole de St Etienne en février 1955, devenu le GVA de la Région de Loudéac en septembre 1959. Le Groupement de Productivité agricole de la Vallée du Lié (Plouguenast) en mars 1957. Les GVA d'Uzel en 1956, de Collinée en 1961.

4. - Le CÉTMA de la Vallée du Lié en septembre 1960, le GVAM du Mené, celui de la Vallée du Lié, celui de Loudéac en octobre 1960.

5. - Des groupements de défense sanitaire dans chaque canton entre 1953 et 1957, le syndicat de contrôle laitier. Le syndicat d'élevage porcin de St Caradec en février 1956, de Plémy en décembre 1960. Le groupement d'amélioration du cheptel bovin de la région de Plouguenast en mars 1963.

6. - La Coopérative de l'Oust et Lié absorbe en 1949 la Coopérative Agricole de Loudéac. La Beurrerie Coopérative de La Chèze, fondée en décembre 1949, se transforme en Coopérative Laitière du Plateau de Rohan, en mars 1952. Elle deviendra la Coopérative laitière loudéacienne (COPALL) en mars 1962.

La Coopérative de la Vallée du Ridor (aviculture) en juillet 1959.

La Coopérative des producteurs de porcs de Loudéac (avril 1960) qui deviendra la Coop. viande en 1962.

Les coopératives de Landerneau s'organisent en sections autour des magasins .

Paul Houée (juillet 1991)

QUELLE ÉTAIT LA SITUATION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE
 EN LA RÉGION DANS LES ANNÉES 1950 ? QUELLES
 ÉTAIENT LES CONDITIONS DE VIE DES PAYSANS ET
 PAYSANNESES ?

CHAPITRE : II

Quelle était la vie dans nos campagnes à cette époque ?

Heurs et malheurs des paysans

VICTOR MOISAN

QUELLE ETAIT LA SITUATION GENERALE DE L'AGRICULTURE DE LA REGION DANS LES ANNEES 1930 A 1950 ? QUELLES ETAIENT LES CONDITIONS DE VIE DES PAYSANS ET PAYSANNES ?

Dans le chapitre précédent, Paul Houée nous a fourni quelques précisions chiffrées sur l'agriculture de la zone de Loudéac dès le début des années 50. Il me paraît nécessaire de présenter plus amplement cette situation dans les 20 ans précédant 1950, les années de guerre étant exclues par suite de leur situation exceptionnelle. Nécessaire aussi d'analyser, d'expliquer ce qu'était les conditions de vie des paysans, des paysannes, de leurs enfants, des salariés aussi, assujettis à la dure loi du travail, disposant la plupart du temps, de biens maigres revenus.

Il y a eu à la fin des années 30 et des années 45-50 quelques bonnes avancées techniques, mais le développement effectif d'une région se mesure surtout à ses conditions de vie. Or ces conditions dans cette période évoluent peu. Si elles ne reflètent plus la situation de misère et de dénuement d'autrefois, elles sont encore loin de la civilisation de confort et d'opulence espérée pour l'avenir.

J'aborderai dans cette description générale 8 points particuliers :

- I - Quelle est l'évolution de la population
- II - Quelle est l'évolution des structures de production

- III - Amélioration des cultures
- IV - Evolution de l'élevage
- V - Les progrès de la mécanisation et de l'équipement
- VI - Les conditions de vie et de travail
- VII - Le rôle des leaders
- VII - Quelle a été l'animation des campagnes, les différentes forces et influences qui se sont exercées.

Je me suis inspiré dans ce récit de nombreux témoignages qui m'ont été adressés ou que j'ai recueillis et qui m'ont permis d'approcher au plus près la réalité. J'ai puisé également, avec son autorisation dans l'excellente thèse que Paul Houée a soutenue en 1964. Je l'en remercie vivement.

I - EVOLUTION DE LA POPULATION

La population du pays concerné a diminué de 15 % de 1933 à 1962, malgré un taux de natalité encore très fort, nous écrit P. Houée. Les familles nombreuses sont la règle générale, en moyenne 4 à 5 enfants mais assez fréquemment 8 à 10 enfants et parfois plus. Le taux de mortalité est plus élevé que la moyenne française, en 1935 : 17,9 contre 15,7. La mortalité infantile est la plus forte de France : 92 % contre 68 %, malgré les progrès sanitaires. L'émigration amorcée depuis longtemps au pays des toiles (Loudéac, Uzel) se poursuit et se généralise. « D'une nécessité, elle est devenue une habitude. Elle est entretenue par le désir de sortir des chemins boueux, des fermes sans confort; d'un métier pénible et d'une vie où les distractions sont rares et sans éclat... » (Gauthier). C'est ainsi qu'une commune comme Plessala a perdu en 50 ans plus du tiers de sa population. La

proportion est aussi importante à Grâces- Uzel, à la Motte.

Les migrations définitives vers les régions extérieures telles que la Dordogne, le Lot et Garonne, les Charentes sont limitées à quelques groupes, la plupart sur l'initiative des Syndicats de Landerneau. Mais l'émigration saisonnière est beaucoup plus importante surtout dans les cantons du Mené et de la Chèze. Un témoignage de St Gilles me précise : "La région fournit beaucoup de saisonniers. Ils partent en Beauce, à Jersey. Ils vont récolter les betteraves du Nord (sucrieries). Pendant leur absence c'est-à-dire l'été, avec ses gros travaux, leurs épouses ont la charge des exploitations. Les saisonniers reviennent vers Noël et < font > du bois à la tâche avant de repartir en Mai. Ces exploitations correspondaient à 50 % du total et n'ont pas de chevaux."

Dans le canton de la Chèze chaque famille, qui n'a pas une ferme importante, compte souvent quelques "beaucerons" qui quittent le pays durant l'été.

L'argent rapporté sert à acheter quelques champs. Mais ces "rotations" sont très pénibles aussi à partir de 1940 beaucoup s'arrêtent à Paris chez des parents et des amis et s'y installent. Les jeunes filles cherchent du travail en ville. Elles acceptent parfois quelques travaux saisonniers, vendanges, asperges, services hôteliers, mais Paris les attire. Elles y trouvent des emplois de bonnes à tout faire, avant d'être employées dans une usine, un commerce, un bureau ou passent, hélas, directement à la prostitution.

Les jeunes filles partent les premières car il n'y a pas d'emplois pour elles, le mauvais état de l'habitat et les conditions du travail féminin leur font préférer la ville. Les hommes quittent le pays également ne serait-ce que pour éviter le célibat forcé. L'émigration a eu longtemps pour but d'éviter le démembrement de l'exploitation paternelle laissée à l'un des enfants, mais après

1945, elle prend des proportions telles que l'on croit à une débacle qui devient vite contagieuse.

Ce mouvement va connaître toute son ampleur après 1945 et a de profondes implications sur les changements de la vie locale. Il allège la densité démographique du pays, et établit des liens étroits entre villes et campagnes, accélérant l'exode. Les émigrés reviennent au pays et, pendant l'occupation, les difficultés de ravitaillement leur font découvrir une quantité de "cousins de Bretagne". Une certaine agressivité marque d'abord les relations entre les paysans accaparés par les gros travaux et ces estivants, anciens compagnons de classe, de travail ou du village, souvent moins doués qu'eux qui viennent parfois les narguer de leur luxe provoquant et de leurs remarques désobligeantes. Des comparaisons s'établissent dans les consciences entre leur situation difficile, le travail pénible et la réussite rapide, souvent plus spectaculaire que réelle, de leurs voisins d'hier. Pourquoi ces décalages ? Pourquoi ces injustices ? Les "damnés de la terre" devront choisir : quitter la terre, ou se révolter et s'organiser pour s'imposer. Syndicalisme et vague dorgériste endiguent ou exploitent cette prise de conscience provoquée par l'émigration.

En 1945, 80 % de la population s'adonne à l'agriculture dans la région de Loudéac. La main d'oeuvre est avant tout familiale, le cultivateur exploite la terre aidé par sa femme et ses enfants. Les cultures pratiquées ainsi que l'élevage demandent beaucoup de temps sinon de soins. Une ferme de 15 Ha emploie habituellement de 4 à 5 personnes. Mais quand l'exploitation est plus grande et que les enfants sont en bas âge, il faut faire appel à des salariés ou tout au moins à des saisonniers ou "travailleurs". Il est fréquent de trouver un domestique ou une servante dans une ferme de 15-20 Ha. Les plus importantes emploient jusqu'à 4 à 5 ouvriers. Le recrutement se fait dans les environs, dans le cadre des relations habituelles.

Les journaliers sont souvent les agriculteurs de petites exploitations n'ayant pas de chevaux. Ils vont travailler dans la ferme voisine pour "gagner" les attelages nécessaires à leur "borderie". Dans la région le tarif est de : < 7 journées de travail humain pour 1 journée d'un attelage de 2 chevaux et d'un brabant >.

Malgré quelques essais on n'a pas assisté à un syndicalisme des salariés agricoles : les Syndicats Paysans de l'Ouest et surtout l'Office Central de Landerneau ont essayé de les intégrer dans leurs rangs pour les soustraire à l'influence des syndicats ouvriers, mais ils n'ont pu recruter que quelques employés dociles et quelques animateurs syndicaux.

La situation des "valets" et des "servantes" varie d'une ferme à l'autre. Elle peut aller du meilleur au pire suivant la famille avec laquelle ils partagent leur vie de tous les jours et suivant les rapports de considération mutuelle. Mais à quelle promotion peuvent-ils accéder ? Aussi leur passage dans les fermes ne sera que temporaire, à moins que certains handicaps leur interdisent l'aventure. Et dans ce dernier cas, la ferme est bien préférable à l'hospice.

Plutôt que de s'unir et de lutter pour améliorer leur sort, la plupart préfèrent émigrer.

Mais certains, les plus infortunés, plus ou moins illettrés, célibataires, s'embauchent de fermes en fermes où ils se voient chargés des travaux les plus sales. Sans but dans la vie, quoi d'étonnant à ce qu'ils cherchent un réconfort ou un oubli de leur triste destinée dans une consommation exagérée de "goutte" ou, tout simplement de cidre. On les reconnaît à leur allure, à leur habillement, à la forme de leurs mains ou les doigts, constamment recourbés, dessinent le manche de l'outil.

Le nombre de personnes actives est trop important pour les faibles ressources à partager. La région souffre, en certaines communes d'un véritable chômage larvé. Que de travailleurs surmenés, parfois mal employés en des activités peu rentables fractionnées par de trop nombreux changements d'occupation !

De nombreux artisans vivent ou survivent de l'agriculture. Mr Sèvegrand Directeur des Services Agricoles des Côtes d'Armor a recensé en 1929 dans le département : 400 tonneliers, 475 bourreliers, 1140 charrons, 1600 bûcherons, 70 scieurs de long, 1300 à 1400 entrepreneurs de battages, etc...

Le forgeron conserve un rôle important dans la vie locale, mais sa fonction évolue vite. Il est de moins en moins l'artisan fabricant à la demande un outillage adapté, pour devenir l'intermédiaire commercial, le marchand et le réparateur de machines agricoles, auquel l'agriculteur fait confiance pour le choix et l'entretien des ses appareils manufacturés. Beaucoup de charrons essayent aussi de s'adapter à l'évolution après la guerre avec plus ou moins de réussites. Le maréchal-ferrant disparaîtra avec la disparition des chevaux.

Les autres professions artisanales modernisent lentement leurs équipements pour répondre aux besoins nouveaux d'une clientèle encore fidèle. Quant aux sabotiers, scieurs de long, bûcherons ils abandonnent leurs huttes pour évoluer ou disparaître, le bûcheron-charpentier fonde une scierie mécanique et souvent, l'été, devient entrepreneur de battage.

II - STRUCTURES DE PRODUCTION .

Dans la région de Loudéac plus de 60 % des exploitations ne dépassent pas 10 Ha ! 28 % entre 10 à 20 Ha, 12 % ont plus de 20 Ha. Quelques unes seulement 100 Ha, on les rencontre autour de

Loudéac et dans le sud de la région, dans les zones de landes nouvellement défrichées.

Dans les Côtes du Nord, entre 1892 et 1944 les fermes de moins de 5 Ha vont passer de 44 492 à 25 367. A l'exception de grandes exploitations, ces fermes sont grevées d'un morcellement excessif. Une ferme moyenne de 10-15 Ha compte généralement de 15 à 20 parcelles, entourées de feuillus ou de sapins, souvent enclavées, issues de successions, de quelques héritages ou d'achats successifs. De crainte d'être lésé, chaque héritier tient à obtenir une part de toutes les catégories de terres partagées. Le remembrement n'existe pas, les échanges à l'amiable sont peu nombreux car on hésite toujours à céder le "bien de famille". Le paysan méfiant redoute d'abandonner un champ, meilleur que celui qu'il reçoit. Cette division explique l'importance des transports dans la vie de l'exploitation; le temps gaspillé en déplacement, à l'entretien des talus, dans une agriculture qui marche au rythme de ses chevaux ou des boeufs dans ses mauvais chemins.

III - AMELIORATION DES CULTURES :

a) Les céréales.

Depuis 1840 une grande partie des landes a été défrichée. Cet immense effort des paysans pour reconquérir ces terres inexploitées va durer jusque la 2^{ème} guerre mondiale : les landes occupent encore 4 571 Ha en 1912, en 1940 il n'y en a plus qu 1 117 Ha. Ce sont surtout les cantons de la Chèze et Plouguenast qui accomplissent les défrichements les plus vastes. Mais beaucoup de fermes possèdent encore une "lande" qui est souvent un terrain trop en pente, ou mouillé, impropre à la culture mais où on récolte de la litière.

"Le blé c'est sacré" disent les vieux paysans qui n'admettent pas que traîne un épi dans un champ moissonné.

Les variétés utilisées dans les années 30 sont : le barbu, ancienne variété, le Teverson, le Goldendrop dans les terres moyennes ou faciles, le Vilmorin 27 et Vilmorin 29 et le Trésor dans les bonnes terres de Loudéac et de la vallée de l'Oust. Les rendements varient suivant les années : 15 quintaux à Loudéac, 12-13 dans le canton de la Chèze, 12 à Plouguenast et dans le Mené. Mais dans certaines exploitations où n'est épargné engrais, désherbage à l'acide sulfurique, traitement des semences, les performances sont nettement supérieures. Toutefois les rendements de 40 Qx sont considérés comme exceptionnels.

L'orge constitue une innovation. En 1912 elle n'occupait que 174 Ha surtout dans la vallée de l'Oust et Loudéac. En 1952 elle atteint 1128 Ha ! Avant 1950 elle est surtout cultivée, étant céréale de printemps, pour servir de couverture au trèfle violet ou à des prairies artificielles. Mais dès que l'élevage du porc aura pris de l'ampleur la culture de l'orge va se développer très vite et en plante seule.

b) Cultures fourragères

Il existe deux catégories de prairies : prairies dites "pâtures" et prairies naturelles ou "prés". En 1940 les pâtures représentent 2800 Ha et les prés 9000, mais les précisions sont assez difficiles pour distinguer l'une de l'autre. Il existe des prairies basses et humides le long des rivières et des ruisseaux et des prairies "sèches" dans des landes humides qui fournissent un fourrage médiocre et tardif.

A part quelques fermes où un effort d'amélioration est entrepris, ces pâtures et prés sont livrés à une génération spontanée qui favorise les "boutons d'or" au printemps ou les herbes de mauvaise qualité telle que la "laineuse". La prairie reçoit un peu de terreau, quelques tonneaux de purin, on y pratique quelques rigoles pour essayer de les assainir, mais pratiquement pas de drainage. Quand elles sont renouvelées ce qui est rare, on les réensemence avec les balayures de greniers à foin.

Ces 11-12000 Ha de pâture et de prés demeurent le bastion le plus résistant de l'ancienne économie, celui que l'activité de l'homme n'envisage même pas d'entamer. Aussi le retournement des prairies naturelles après 1950 paraîtra comme une période révolutionnaire. Le vieil adage ne disait-il pas : "Le soc est l'ennemi du pré".

Plutôt que d'améliorer leurs prairies naturelles, les agriculteurs préfèrent semer des prairies artificielles : essentiellement à base de trèfle violet et mélangé avec du Ray-Grass d'Italie. Ce trèfle fournit un apport azoté intéressant à la terre et un fourrage important au printemps et en été, que ce soit en vert ou en foin.

La luzerne est réservée aux terres les plus riches, mais ses exigences en calcaire amènent quelques déboires, aussi elle se développe très peu.

L'ajonc qui constitue un appoint intéressant pour les chevaux, est de plus en plus abandonné et n'est conservé que dans les communes de Merléac, et dans les cantons de Plouguenast et la Chèze.

De toutes les cultures fourragères celle du chou a le plus de succès. En 1931 on compte 4000 Ha cultivés. Il vient en tête d'assolement et constitue une plante nettoyante. Le plus répandu

est le chou 1/2 moellier de Loudéac. Ce fourrage fournit un rendement élevé, une nourriture saine et riche mais exige beaucoup de main-d'oeuvre surtout pour la corvée de l'effeuillage pratiquée en septembre et octobre.

Betteraves et rutabagas assurent, avec le foin, la nourriture de l'hiver. Le rutabaga n'a cessé de progresser entre les 2 guerres: 3500 Ha sont cultivés en 1940. C'est une plante qui s'adapte très bien aux terres faibles issues de landes. Elle est utilisée aussi, étant cuite avec les pommes de terre, pour la nourriture des cochons.

Mais les fermes les plus riches lui préfèrent la betterave qui, petit à petit, va complètement la supplanter. 1471 Ha sont occupés par elle en 1912 pour atteindre 3874 Ha en 1956. Mais elle demande beaucoup de travail. Dans le nord de la zone elle est semée en mai-juin et ensuite "démariée". Au sud elle est transplantée en juin-juillet. C'est une plante qui constitue l'essentiel de l'alimentation des bovins, l'hiver, et qui fournit des bons rendements quand elle reçoit les engrais qu'elle exige.

Mais aucune culture n'a connu une évolution aussi remarquable que la pomme de terre. Cette culture occupait 3236 Ha en 1912, 4228 en 1940. Alors que le littoral s'est orienté vers la pomme de terre de primeur, la région de Loudéac doit une partie de son relatif essor à la production de pomme de terre de consommation mais surtout à la sélection des semences.

Jusqu'en 1930 la "Rosa", "L'institut de Beauvais" la "Saucisse" étaient les variétés les plus répandues. Vers 1936 des variétés plus productives comme la "Bintje", "l'Abondance de Metz" se répandent. A partir de 1945 cette production connaît une augmentation considérable grâce aux efforts des syndicats de sélection mais aussi grâce à l'augmentation des prix. Le quintal valant 60 Fr en 1939 atteint 400 Fr en 1945, et même 900 en 1947. Alors on préfère "faire de la patate", plutôt que du blé, aussi

l'effondrement des cours ne tardera pas : en janvier 1949 le quintal ne vaut plus que 200 Fr.

Une grande partie de la Région est couverte par les syndicats de sélection, syndicat de Ploëuc, St Caradec, Mûr, les Côteaux du Mené et le groupe de Plumieux, St Etienne et le Cambout. Cette culture fait l'objet de méthodes rigoureuses et a contribué à faire l'éducation des cultivateurs. Mr Gautier dira plus tard : « Elle a obligé l'emploi judicieux des fumures et amendements, des traitements chimiques, l'emploi d'un matériel plus perfectionné, l'association syndicale et la coopération. Elle a été un facteur de progrès rural » Elle constitue avant 1950 l'avancée la plus importante des techniques agronomiques, mais a démontré aussi les avantages et les dangers d'une spécialisation.

IV - EVOLUTION DE L'ELEVAGE:

"L'élevage des bovins est devenue la préoccupation essentielle des paysans" (Mr Gautier). La région de Loudéac et la vallée de l'Oust s'enorgueillissent de leurs beaux troupeaux d'armoricains. Les comices agricoles, incités par Me Le Vézouet et les Services Officiels, ont largement contribué à l'amélioration et à la progression de la race. Après 1925 la sélection dans la vallée de l'Oust s'oriente vers la production de viande au détriment de la production de lait, malgré les avertissements de Arthur Enaud.

A mesure que l'on s'éloigne de la vallée de l'Oust et de Loudéac la qualité diminue, la race se croise avec la race du "pays". Une ligne allant de St Hervé à St Etienne partage la zone en 2 contrées : à l'Ouest la race armoricaine s'impose et tend vers une certaine pureté, à l'Est d'autres influences s'exercent et aboutissent à des mélanges plus ou moins satisfaisants.

La lactation moyenne de l'armoricaine varie de 1900 à 2000l. Les meilleurs fournissent : 2500 à 3000 l, de 120 à 150 Kilos de beurre par an. La quantité de laitières variera peu de 1912 à 1955 : 27 870 à 27 330. Il en est de même de la quantité de taureaux. Mais celle-ci diminuera très vite lorsque l'insémination artificielle aura fait ses preuves. Par contre les boeufs se raréfient : 8714 en 1912, 5698 en 1926, 4930 en 1936. Ils reculent devant le cheval avant de disparaître devant le tracteur. Ils sont surtout employés dans les contours de Loudéac et Uzel. On les engraisse pour les vendre à 2 ans. Ceux qui travaillent sont vendus plus âgés. Au printemps les jeunes sont recherchés pour l'embouche. On vend beaucoup de veaux à 5 semaines sur les marchés de Loudéac, Uzel, Rohan, La Trinité Porhoët et surtout Ploëuc.

Une exploitation de 15 Ha supporte de 8 à 9 vaches, 3 ou 4 génisses, 2 veaux, 2 boeufs parfois un taureau. Jusqu'à 1940 la vente des bovins constitue avec le blé l'essentiel des revenus. Le beurre vendu dans les circuits commerciaux traditionnels apporte régulièrement l'argent frais pour le budget de la ménagère.

La production porcine conserve des pratiques traditionnelles. On s'en tient toujours à la race du pays, rustique, résistante à l'humidité du climat et aux mauvaises conditions d'hygiène des "soues" (logement). Parfois des truies sont attachées à des poteaux de l'étable à vaches. L'ancien porc celtique disparaît au profit de croisement craonnais propagés par les comices agricoles. Les porcs "Large White" et "Yorshire" commencent à se répandre.

La région produit 16 246 porcs en 1926, 19 392 en 1936 et 27000 en 1955 alors qu'autrefois on ne nourrissait que 1 ou 2 porcs nécessaires à sa subsistance, on commence à en nourrir autant que le permettent les ressources de l'exploitation. Le cochon est avant tout un transformateur de lait non utilisé par

les veaux, de détritrus du ménage, de pommes de terre de consommation, de rutabagas, de choux. Les différents marchés de la région sont très fréquentés par les éleveurs de porcs ce qui est le cas de la plupart des agriculteurs. On vend les porcelets, on achète des "nachons" (porcs de 40-50 kg), ou l'inverse suivant sa spécialisation ou les disponibilités de la ferme. Les "gras" sont vendus à des "marchands" qui passent de plus en plus dans les villages. Aucune structure de sélection et de commercialisation n'existe pour cette production en pleine expansion.

Les ovins sont encore plus négligés : bétail de pays pauvres, de landes et de terres incultes. Parfois on élève, mais très peu, des troupeaux de 20 à 30 bêtes en des pâturages clôturés, mais le plus souvent 7 à 8 moutons se mélangent aux bovins et partagent leur nourriture. On recherche la viande de leurs agneaux et surtout la laine. Il y avait 4700 ovins en 1926 et 4900 en 1956.

Quant à la basse-cour elle n'est l'objet d'aucun soin particulier, bien que la production d'oeufs soit assez importante, mais cette production est strictement saisonnière: de mars-avril à juillet-août. Ils sont autoconsommés ou collectés par des épiciers ambulants ou "marchands" de beurre et oeufs. Un cultivateur de Coetlogon, Auguste Le Franc, est le premier aviculteur à avoir inauguré une aviculture rationnelle dans la région de Loudéac.

Le cheval occupe une place privilégiée dans l'élevage breton et la région de Loudéac. Grâce à l'action des haras, des Sociétés hippiques créées par A. Enaud et Le Vezouet, de leurs manifestations, primes et encouragements, la Bretagne centrale a pu considérablement améliorer la race locale dont on vantait depuis longtemps les qualités d'endurance et de vivacité : le cheval de trait breton.

Cet élevage remarquable n'est pas l'apanage de quelques spécialistes, mais de cultivateurs. Il n'existe pas de grandes

écuries mais une production morcelée, parfaitement intégrée dans l'exploitation. De 1920 à 1945 le cheval règne sur le travail à la ferme, il remplace le boeuf et on ne connaît pas encore le tracteur. Le nombre de chevaux mesure l'importance de l'exploitation : 2 chevaux sont nécessaires pour 10 Ha, 3 pour 15 Ha, 4 pour 20 Ha. Ils servent à la plupart des opérations des champs et aussi bien pour le transport des marchandises que des personnes.

Une bonne partie des fermes possède une carriole à laquelle on attèle le cheval pour "sortir". Le cheval a partout priorité sur l'ensemble du cheptel, à lui l'avoine et le meilleur fourrage, une place spéciale dans l'écurie et un étrillage soigné. Le cheval est une pièce essentielle de cette agriculture artisanale: il partage la plupart des travaux des agriculteurs, fait corps avec lui. Dans ce contexte, un paysan n'est pas complètement admis dans la catégorie des agriculteurs exploitants tant qu'il ne possède pas un cheval : une ferme qui n'a pas un cheval n'est qu'une "bricole" dépendante.

L'étalonnage privé tend à disparaître au profit des stations des haras. En 1929 celles de Merdrignac, Plumieux, Collinée ont ainsi 9 étalons dont 7 de traits bretons et 2 postiers, celles de Loudéac, Uzel, Plouguenast en détiennent 21 : 18 de traits et 3 postiers. La région comptait 5025 chevaux en 1926, 5338 en 1936, 7236 en 1955. Mais leur nombre va diminuer très vite en raison de la motorisation. Cette production est très développée dans la région de Loudéac, La Chèze et Plouguenast, mais la région de Uzel lui préfère l'élevage des bovins et la force des boeufs.

V - LES PROGRES DE LA MECANISATION ET DE L'EQUIPEMENT:

La mécanisation commence à se généraliser mais évidemment n'a rien de comparable à la mécanisation actuelle. Partout la traction animale se substitue à l'effort humain et

l'outillage mécanique remplace l'outillage à mains sans cependant le supplanter dans de nombreux travaux. Grâce aux comices agricoles et à l'introduction des produits manufacturés, l'araire tend à devenir une antique survivance qui pourrit autour de quelques granges et n'est plus guère employée que pour les défrichages ou ajonnières où elle réclame un attelage de 8 à 10 chevaux ou de 4 à 5 paires de boeufs.

Le brabant est généralisé après la 1^{ère} guerre mondiale. La herse en bois est remplacée peu à peu par la herse métallique, mais les rouleaux de tôles n'ont pas encore éliminés les rouleaux de bois ou de pierre. Par contre l'établissement des fosses à purin mêmes rudimentaires, a répandu l'emploi des tonneaux à purin, parfois de simples barriques montées sur roues.

Des distributeurs d'engrais font leur apparition dans les grandes fermes. Le semoir en lignes se propage également, souvent échangé entre voisins mais beaucoup d'agriculteurs sèment encore à la volée en particulier l'avoine, le seigle et le sarrasin. Les binages se font à la main, mais la houe est très appréciée, c'est un outil simple et qui peut se transformer en butoir et même en arracheur de pommes de terre.

La faucheuse est la règle générale pour la récolte des céréales et pour une bonne partie du foin. Rares sont les petites fermes qui utilisent la faux et la faucille pour la récolte de leur "grain". La "lieuse" est le privilège des fermes plus importantes et soulage considérablement les travaux de la moisson en fournissant un travail plus propre que la faucheuse.

L'Abbaye de Thimadeuc, qui avait déjà introduit la première lieuse en 1910, essaie en 1934 un prototype de moissonneuse-batteuse de la Maison Guillotin de Gaël. Une autre démonstration a lieu au Cartier en Coetlogon en 1936 chez A. Le Franc qui devait acquérir une machine. Cette démonstration a lieu devant plusieurs centaines de cultivateurs ébahis de voir cet

engin qui "coupe et bat en marchant".

Le matériel de battage a fait d'appréciables progrès. L'antique manège va vite disparaître. En 1912 un commerçant d'Uzel va déjà vendre 20 matériels de battage : locomobiles à vapeur et batteuses, alors que dans le département en 1929 la Direction des Services Agricoles en signale 8000 dans le département !

Ces matériels sont achetés par des entrepreneurs mais des syndicats de battage de constituent. En 1926 il existe 50 locomobiles dans le canton de Loudéac, 36 dans celui de la Chèze, 33 dans celui de Plouguenast et 20 dans celui d'Uzel. Les moteurs à explosion et les tracteurs vont remplacer peu à peu les locomobiles à charbon. Des petits moteurs à explosion servent aussi pour entrainer certaines machines d'intérieur de ferme.

Les tracteurs apparaissent dans les années 20 et dans les fermes de Plumieux, St Etienne, Loudéac. Ils servent à entrainer les batteuses, à effectuer les labours, les défrichages. Mais c'est un matériel lourd; ses roues en fer et son entretien posent des problèmes, rendent le déplacement sur route fort délicat.

La pénétration du progrès économique est liée également au progrès de l'électrification.

Sa diffusion a longtemps été contrariée par la multiplicité des écarts, la dispersion de l'habitat, le manque de charbon et de rivières importantes et de centres industriels. A cela s'ajoute de lourds obstacles psychologiques.

<< Les propriétaires n'habitent pas dans leur village ne se soucient pas si les maisons ont de la lumière ou pas>> etc....souvent c'est l'intéressé lui-même qui a refusé quand on voulait la faire arriver. Dans un village il n'y avait parfois qu'un seul habitant pour l'accepter. Quelques uns pensaient que l'électricité pouvait facilement "mettre le feu".

L'électrification du Centre Bretagne est due en grande partie au barrage de Guerlédan. Les travaux y ont commencé en 1923 et ... aboutirent en 1929 à un barrage de 46 M de haut et de 215 M de large. Ainsi à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale l'électrification atteint tous les bourgs mais s'y arrête pour 16 communes sur 30. Seules 8 d'entre elles ont plus de la moitié de leur territoire équipé. Dès 1935 la commune de St Etienne est complètement électrifiée ou, tout au moins, le "courant" arrive dans tous les villages. Les municipalités, les maires, les syndicats jouent un rôle déterminant dans l'équipement de leur commune.

Les fermes peuvent ainsi s'équiper de petits instruments qui allègent les travaux d'intérieur, l'écumeuse centrifuge, la baratte, le moulin à pommes, le moulin à farine, la machine à hacher les choux, les ajoncs qui sont mûs par l'électricité et soulagent d'autant les travaux d'intérieur.

On commence à construire des plates-formes à fumier et à cimenter des fosses à purin et aménager des étables grâce aux subventions accordées par le Génie Rural.

Cette agriculture artisanale bénéficie donc d'une mécanisation progressive mais l'outil prolonge plus la main qu'il ne la remplace. Quant à la motorisation elle reste marginale limitée à quelques travaux saisonniers et à certaines besognes d'intérieur.

VI - CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE DANS LES CAMPAGNES :

Voici l'emploi du temps dans une ferme moyenne pendant l'année. Dans cette description je me suis basé sur l'excellent témoignage d'un ancien agriculteur du canton de Pleuguénast, valable pour toute la zone de Loudéac. J'ai intercalé quelques compléments.

Le travail dans les fermes est rude. Durant toute l'année il n'y a pas de répit. Les vacances, c'est l'hiver lorsque la "cahée" (période de gel et de neige) survient interdisant tout travail des champs. Seuls les soins aux animaux sont assurés, mais si la "cahée" dure plus de deux semaines on s'inquiète du retard que prennent les travaux du dehors.

Le travail hivernal est prenant. Il faut beaucoup de bois pour faire tourner l'exploitation. Il arrive même que le bois est recherché malgré sa présence sur les innombrables talus. On l'économise au mieux mais les cheminées sont nombreuses, le bois est le seul carburant de chauffage et de cuisson. Il faut faire des fagots (environ 500 par an pour une ferme moyenne), et faire aussi du "gros bois" pour durer dans l'âtre et la chaudière. Si bien que le bois exige un temps considérable.

En même temps il faut penser aux cultures à venir. Envoyer le fumier aux champs est une corvée particulièrement éprouvante. Car il faut le sortir en l'arrachant à la fourche ou le croc alors qu'il a été tassé par les bovins depuis plusieurs semaines, le charger dans la brouette et ensuite l'entasser. Puis le reprendre pour remplir la charrette et le transporter dans le champ et l'y épandre à la fourche, et labourer au fur et à mesure pour préparer la terre à pommes de terre.

Les stocks fourragers sont aussi exigeants en main d'oeuvre. Il faut tirer le foin et la paille au crochet au pied de la meule (cette pratique n'était pas d'usage dans les fermes d'une certaine importance) et attention aux chardons qui "trainaient" dans la paille. Certains n'ont pas de coupe racines pour hacher les betteraves et les rutabagas. Il faut les diviser avec un couteau de boucher mais dès que la ferme possède une dizaine de vaches ce travail devient une corvée, et il faut le faire 2 fois par jour. Même chose pour les choux qui constituent le fourrage du début de l'hiver.

Les chevaux sont souvent nourris avec de l'ajonc, aliment excellent pour les chevaux au repos, mais quel travail !. Il faut le couper par la moitié, récolter la partie verte avec la faucille et la fourchette en bois, le gerber pour constituer le "faix", ficeler celui-ci avec une "hare" (lien en bois de branche de chêne torsadé) pour l'emporter. On le passe ensuite au coupe-ajonc et parfois il faut le piler s'il est trop dur. Cet aliment permet de diminuer la ration de foin des chevaux au profit des vaches. La partie inférieure de l'ajonc est ensuite occupée pour faire de la litière aux bêtes qui l'apprécient peu. Elle peut servir aussi de paillason de 25 à 30 cm qu'on épand dans la cour de la ferme ce qui permet d'absorber la boue, ces cours étant souvent mal empierrées.

Ainsi janvier, février et début mars passent entre les soins aux bêtes et le bois. S'il pleut trop, on va égermer les patates ou on s'affaire aux outils.

En mars avec les jours plus longs, on prépare la terre pour les pommes de terre et aussi la terre pour recevoir les choux, les betteraves. On herse et roule le blé, opération qui s'est avérée complètement inutile après les années 50.

Entre le hersage et le roulage on ramasse les pierres avec des seaux vidés dans des tombereaux, opération fastidieuse et pénible.

Il faut aussi penser aux pépinières : à la St Joseph (19 mars) on sème le plant de choux. Fin mars également, s'il fait beau, on plante les patates. Ce travail peut durer une semaine si le temps est médiocre pour une superficie de 70-80 ares.

Début avril on veille attentivement aux pépinières de choux par des binages et sarclages et aux pucerons qui, par temps sec, ravagent choux et rutabagas. Les produits de lutte n'existent pas,

on a recours parfois à la poussière balayée dans les chemins. Les betteraves sont semées en pépinières début avril, les rutabagas quelques jours plus tard.

Vers la fin avril - début mai suivant les années chevaux et bovins cessent leur alimentation en sec : foin et paille pour passer au vert : trèfle incarnat ou trèfle violet, parfois navette ou colza en fleurs. Il faut recueillir ce fourrage à la faux très tôt, au soleil levant, le charger dans la charrette. Parfois une émulation existait dans le village pour arriver dans le champ le plus tôt. Cette sortie aux aurores ne manque pas d'une certaine poésie mais la pénibilité de ce travail, répété tous les matins et même le dimanche, nous fait oublier assez vite le charme de ces matinées.

Le CETA dans les années 50 nous a bien vite démontré la parfaite inutilité de ce travail : il vaut mieux faire récolter le fourrage par les bêtes elles-mêmes, grâce à la clôture électrique ou encore au piquet, au lieu de s'échiner à faucher, transporter puis distribuer la nourriture dans des étables confinées où elles sont malheureuses, harcelées sans arrêt par les mouches et rendues sensibles ainsi aux différentes maladies, en particulier la tuberculose.

Il faut ajouter que l'alimentation du printemps: copieuse et aqueuse, doublait la quantité de fumier produite ce qui augmentait d'autant la corvée de fumier. Evidemment il faut une quantité de litière correspondante aux déjections plus abondantes. On devine l'état des bêtes quand celle-ci est insuffisante. Imaginons alors les conditions dans lesquelles les femmes traitent les vaches et cela 2 fois par jour !. Quelle est la qualité du lait ?

Les travaux champêtres du mois de mai consistent essentiellement à préparer la terre destinée aux choux, aux betteraves, aux rutabagas et aussi au blé noir. Cette sole est importante et correspond avec les pommes de terre à environ 50% de la surface totale.

Début juin si les pépinières sont en avance on attaque la plantation, c'est-à-dire le repiquage des choux, betteraves et rutabagas. Ceux-ci sont plantés fin juin et début juillet. Tout le personnel est mobilisé femmes, enfants, vieilles personnes. Les uns arrachent les plants, les autres les placent sur la "collée" (sillon) du brabant et à distance convenable. Il faut ensuite tasser énergiquement la terre autour du plant afin d'assurer la reprise. Tout cela demande une position courbée toute la journée et quelle journée, car on "détèle" à la nuit tombante. Gare aux personnes sensibles au mal de rein ! Dans certaines fermes on sème les betteraves courant mai et on les laisse sur place après les avoir "démariées". Après la guerre les premières planteuses semi-automatiques apparaîtront et se généraliseront dans les années 50.

Courant juin on rentre les foins. On se prépare à cette période quasi-solennelle : les faux sont rebattues, les scies de la faucheuse remises en état, les greniers débarrassés, ou le dessous de la future meule préparé. On scrute le ciel ou on examine la lune pour supputer le moment propice afin de profiter du beau temps. En général la faucheuse est utilisée trainée par deux chevaux, mais l'antique faux est encore utilisée dans les endroits inaccessibles aux chevaux et ils sont nombreux, dans ces prés des bas-fonds. Elle sert également dans les petites fermes ne possédant pas de chevaux.

L'utilisation de la faux exige une très fine préparation pour rendre l'outil coupant comme un fil de rasoir, ce qui soulage l'effort et rend la coupe impeccable, les coutumes étant exigeantes à ce sujet. C'est un travail particulièrement pénible : lever à l'aube pour profiter de la rosée, terminer parfois tard le soir. J'ai toujours pensé que les "forçats" du Tour de France ne sont pas soumis à un régime d'efforts physiques plus durs mais avec une nourriture et des soins plus appropriés !

Bien sûr on fait appel à la main d'oeuvre féminine pour faner et mettre le foin en rang. Ensuite on le charge dans les charrettes

avec la "gaveline" ou le "gavelot" (fourche à 3 ou 2 dents). Faire la charretée est un art et quand le foin est bien sec et donc glissant, il faut être très attentif. Elle est déchargée soit sur une meule soit dans le grenier étouffant où la poussière et la chaleur nous accablent. Il faut passer le foin par des ouvertures hautes et étroites, les "gerbières", ce qui complique la tâche et demande beaucoup d'efforts physiques.

Mais si le foin est rentré bien sec, la souffrance physique laisse place à la satisfaction. Cette satisfaction de terminer cette période dure se situant au solstice d'été, s'exprime par quelques réjouissances : chants, danses, et quelques ripailles. Des témoins m'ont affirmé que dans les villages où existent entente et solidarité on ne se livre à ces réjouissances qu'après avoir aidé ceux qui ont subi des retards dans leurs travaux.

Mais il arrive aussi que les intempéries contrarient le déroulement normal de dessiccation du foin. Il faut le faner plusieurs fois, le mettre en "meulons" (petits tas) afin de le soustraire à la pénétration de la pluie, autant de retard et de travail supplémentaire pour récolter un fourrage de moindre valeur.

Avant, après, ou pendant les foins si le temps est mauvais, on s'occupe des choux, betteraves et rutabagas soit pour terminer la plantation soit pour effectuer les binages. Si le temps est particulièrement sec il convient de remplacer les "manques" (plants non repris).

Si juillet n'est pas trop "ardent" (chaud) la moisson n'arrive que fin juillet ou début août. On bénéficie alors d'un certain répit, utilisé à couper la litière le long des talus. Ainsi il est plus facile de "détourrer" les champs de céréales avec la faux, équipé de son "javelier", d'arrondir les coins et de dégager les pommiers pour le passage de la faucheuse ou de la moissonneuse lieuse.

La moisson se fait à la faucheuse dans les fermes au-dessous de 15 - 20 Ha. On s'entraide dans le village ou par groupe de 3 ou 4 fermes. Quatre à cinq personnes sont nécessaires pour "relever" les javelles déposées par le javelier assis sur la faucheuse à côté du charretier. C'est souvent le travail des femmes, les adolescents font des liens avec une poignée de paille judicieusement torsadée sur lesquels sont déposées les javelles. Celles-ci sont ensuite liées puis mises debout en moyettes (quintiaux) de 6 à 8 gerbes. "Chomer" (mettre debout) est un travail de fin de journée, c'est le meilleur moment de la journée malgré la fatigue. Il n'est pas rare de sortir du champ à la nuit.

Les fermes plus importantes possèdent une moissonneuse-lieuse grâce à laquelle le travail est considérablement soulagé et beaucoup mieux réalisé si toutefois il n'y a pas de verse. La aussi il faut "chomer" avec beaucoup d'attention pour que les gerbes tiennent debout afin d'éviter l'altération par des pluies toujours possibles.

Mais ce n'est pas terminé. Ces gerbes il faut les transporter en charretées, les entasser dans des meules dans la cour de la ferme en attendant la batteuse. Ce travail évidemment exigeait un temps bien sec. La moisson ainsi entassée dans ces meules spécialement confectionnées, est à l'abri des intempéries. Ainsi est terminée la moisson, point culminant des travaux de l'année. Récolter le fruit de son travail prend ici tout son sens.

Alors les battages commencent, ils durent 15 jours - 3 semaines selon l'importance de la "tournee". On va de fermes en fermes de villages en villages. Ces battages constituent des rassemblements historiques, il y a de l'ambiance dans ce travail en équipe. Garçons et filles s'y rencontrent, celles-ci s'occupent des "gapas" (balles) et ceux-là portent les sacs ou mettent les gerbes sur la batteuse : les plus âgés s'occupant de la paille.

La fin de la journée est parfois douloureuse si le cidre est bon et le patron généreux. Les battages, c'est, malgré le travail et la poussière, les vacances des paysans.

Cependant, il importe de souligner le travail de ceux qui, au derrière de la batteuse, dégage la paille pour faire des fourchées, ou qui, dans le cas d'un élévateur, débarrassent les menues-pailles. Dans une poussière continuelle, où parfois on le distingue à peine, un homme, quelquefois plus grave, une femme, toujours une personne âgée réussit à tenir pendant une journée et même plusieurs jours ! Véritable performance qu'on a peine à s'imaginer ! Aussi ne faut-il pas oublier de leur apporter fréquemment une "bolée", parfois deux, afin de faire glisser la poussière.

Fin août - début septembre est l'époque des déchaumages. Ceux-ci bien légers, les attelages ne permettent pas d'aller profondément, préparent la terre pour les semis de trèfle incarnat. Ces quelques semaines amènent un peu de répit après les durs travaux des foins et de la moisson.

Mais il faut reprendre le collier très vite. Il y a les talus à nettoyer pour recueillir la litière faite de fougères, d'herbes et de ronces. Le blé noir arrive à maturité de coupe car il faut le couper à la faucheuse, assez vert (paille rouge) pour le mettre en "buhots" de forme pyramidale afin que la pluie glisse sur la paille et que celle-ci sèche tout en continuant à nourrir le grain. Pour le battage, il faut un jeu de charrettes afin de ravitailler la batteuse et la journée se termine la nuit, les jours ayant raccourci, ce qui n'excluait pas d'aller à la nuit noire chercher avec la charrette, les choux que les femmes ont cueillis dans la journée. Souvent le gamin vient avec un "globe" (lanterne) pour éclairer.

Dans certaines fermes on laisse le trèfle violet "monter à graines". La récolte se fait en septembre à la faucheuse. Elle exige

un temps chaud et sec ce qui n'est pas toujours le cas, pour le battage et l'égrenage qui sont parfois insupportables tant la poussière est dense et âcre.

Les patates attendent d'être arrachées avant l'envahissement par les mauvaises herbes. Le ramassage dure de nombreuses journées voire 2 semaines.

On arrive en octobre. Le fumier entassé dans la cour de ferme depuis l'époque de la plantation, doit être transporté pour les semis de blé. Commence aussi la longue saison des labours ; un attelage travaille 50 ares par jour. Labour du vieux trèfle où on sème l'avoine à la Toussaint.

L'arrachage des betteraves s'impose vers le 20 octobre, travail particulièrement pénible. Les semis de blé se pratiquent en novembre derrière les betteraves, le blé noir et les pommes de terre. Derrière les rutabagas, arrachés plus tard, on sème du seigle.

On rentre dans l'hiver. En décembre retour au pré: on refait les rigoles, pas de bottes à l'époque, toujours en sabots et trempé jusqu'aux genoux. Pendant ces mois d'octobre, novembre et début décembre et pendant les temps morts, qui n'existent pratiquement pas, il faut ramasser les pommes et fabriquer le cidre. Faire le cidre est un travail supplémentaire à celui de la ferme. Il faut tourner le moulin à bras pour écraser les pommes, faire la motte, la presser, la tailler, porter le cidre dans les fûts, enlever la vieille motte pour en mettre une nouvelle aussitôt.

Il est nécessaire de sortir les fûts pour les recercler, les lessiver, les mettre sur cales, etc ... Le travail se fait le soir après la "soupe". On va de maison en maison dans le village, on finit vers 22 - 23 H. Après on mange des châtaignes grillées ou on tape une belotte et on se met au lit vers minuit -1 H.

Et Noël arrive, on reprend la ronde : faire des fagots avec les pommiers tombés, des cordes de bois et le cycle annuel recommence...

Il faut noter en plus des pileries, les travaux où l'on s'entraidait dans le village : les "fagoteries", les talus que l'on décidait de démolir et évidemment les batteries. Ce travail d'équipe entretient la convivialité dans le village.

TRAVAIL DES FEMMES

Si le travail masculin peut être reporté au lendemain, à part les périodes des foins et de la moisson, il n'en est pas ainsi pour celui des femmes qui ne supportait pas de retard.

La journée est longue : 4 H 30 - 5 H à 21 - 22 H l'été, entre-coupée d'une "mériennée" (sieste) de 15 - 30 mn le midi. Mais les femmes en sont privées. L'hiver, la durée est encore de 10 à 12 H plus ou moins bien remplies.

À l'époque des gros travaux les horaires ne sont pas respectés : les conditions météorologiques et l'importance des activités priment sur tout. Cependant l'arrivée de l'électricité à partir de 1935 et pour ceux qui ont la chance d'en être pourvus va permettre de s'équiper de moteurs pour actionner coupe-racines, hache - paille, moulin à pommes, etc ... En général ces progrès profitent plus à la main d'oeuvre masculine que féminine.

Madame de Keranflec'h, dont l'action sociale a été très importante, a pu estimer qu'une fermière travaillait plus de 4500 Heures par an. Elle a dressé le programme ordinaire d'une journée: hiver, traite des vaches et écrémage, préparation du café, déjeuner et vaisselle, lever des enfants, soins aux bêtes, nettoyage de l'étable, ménage, toilette, soins aux enfants en bas-âge, préparation du casse-croûte, ration de fourrage aux vaches, basse-cour, soins aux cochons, souvent travaux dans les

champs, préparation du repas du midi, vaisselle et mise en place, baratte, lessive, travaux extérieurs et garde des vaches aux champs, préparation de la nourriture du bétail pour le lendemain matin, renouvellement de la litière à l'étable, nouvelle traite et écrémage, cuisson des pommes de terre pour les cochons, abreuvement des veaux et des porcs, préparation du souper, vaisselle et pendant la veillée raccomodage ou préparation des "mottes" de beurre ou encore repassage.

L'une des grandes corvées réservées aux femmes est l'approvisionnement en eau qu'il faut aller puiser souvent dans des puits profonds de 10 à 15 m ou à des fontaines distantes de 300 m et plus. On a pu établir qu'une ferme moyenne dépensait 400 litres par jour réclamant 12 Km de transport !. La généralisation de l'adduction d'eau potable après 1950 apportera, plus que l'électrification, un allègement du travail de la femme et facilitera une meilleure organisation d'une activité subie jusqu'à l'écrasement. L'ampleur de l'exode rural féminin n'a pas d'autres causes plus importantes.

Tous les témoignages recueillis mentionnent les dures conditions des fermières : « Elles ne se plaignaient pas ! » m'ont déclaré certains hommes. Ce qui veut dire que, soumises et résignées, elles acceptaient, sans réagir, cette existence pénible comme une fatalité. Plusieurs témoins m'ont cité la cueillette des choux à partir de septembre jusque novembre, d'où elles revenaient parfois trempées jusqu'aux os; la traite des vaches l'été, dans des étables confinées dans la chaleur étouffante des bêtes, harcelées par les mouches, respirant l'odeur des déjections. L'un d'eux m'a signalé qu'une mère apportait parfois son enfant dans la mangeoire afin de pouvoir le surveiller. Il faut citer également le transport des seaux de 12 - 15 litres remplis, pour abreuver les vaches ou les porcs et portés par deux, ce qui représentait un poids de 30 Kg suspendus aux bras.

Le mot d'esclaves a été souvent mentionné dans les témoignages.

Les hommes, en général, aidaient peu les femmes. Par exemple : c'eut été un déshonneur pour eux de traire les vaches.

Jeunes mariées, il leur faut supporter parfois de longues années de pénible cohabitation avec les parents.

On ne dira, on n'écrira jamais assez les dures conditions imposées à nos mères à la campagne. Elles ont subi plus que les hommes les rigueurs de la pauvreté et supporté les maternités nombreuses, 6 - 8 - 10 enfants parfois plus, travaillant jusqu'à l'accouchement. C'est grâce à leur courage, à leurs souffrances que le monde paysan a pu résister et continuer de fournir au Pays ces quantités de jeunes gens et jeunes filles, ouvriers, soldats, bonnes à tout faire et, hélas, aussi des prostituées. Ce sont elles qui pendant les guerres ont maintenu l'exploitation. Certaines sont mortes d'épuisement par le travail, les maternités, les soucis.

Savent-elles, ces personnes qui, avec un certain regret du passé organisent les "fêtes à l'ancienne", que sur ces vieux outils présentés, dans ces maisons, des femmes, leur mère, leur grand-mère peut-être se sont échinées pendant leur courte vie. Alors qu'elles avaient le droit, elles aussi, de rester belles toute leur vie, elles sont devenues brisées, déformées, vieilles à 40 ans! Et combien sont mortes pendant l'accouchement !

Mais leur fiche d'état-civil porte cette mention, comble de l'injustice, "sans profession", c'est-à-dire sans statut social. Quelle est la reconnaissance de la Société pour ces mères de famille ?

N'est-ce pas là une des plus grande injustice des temps modernes ?

SITUATION DE L'HABITAT

Les statistiques démontrent que pendant les années 20 on a construit 4 fois moins d'habitations que de bâtiments d'exploitation. La grande crise économique des années 30 - 35, puis la seconde guerre mondiale ont encore retardé la rénovation de l'habitat rural. On n'est donc pas étonné qu'une enquête de l'INSEE de 1946 situe à 95 ans l'âge moyen des immeubles en Bretagne. Cet habitat est toujours dispersé malgré l'accroissement de la voirie rurale. Beaucoup de fermes sont encore mal desservies, n'étant reliées à la route carrossable que par des chemins creux où des sentiers infranchissables durant l'hiver. Il n'est pas rare dans certains villages, quand on sort le dimanche, de mettre ses sabots jusque la route où l'on peut alors mettre ses chaussures de ville.

Les charrois se pratiquent parfois l'hiver dans des conditions qu'on a peine à croire. Les charrettes enfoncées jusqu'à l'essieu dans les chemins creux sont tirées par des chevaux habitués, littéralement couverts de boue. Tant qu'au charretier, il emprunte le champ pour suivre son attelage. Je me souviens d'un petit fermier qui, l'hiver, pour aller chercher un peu d'ajonc destiné à la litière de ses vaches, était contraint d'effectuer 3 Km, donc 6 Km aller et retour alors que le champ se situait à 400 m à vol d'oiseau.

L'habitat, à part les bourgs et quelques fermes importantes, ne comportent pas d'étages aménagés en chambre. Le "solier" ou grenier qui se prolonge le long des bâtiments maisons et écuries, sert à recevoir les grains et le foin des animaux. Dans le coin le plus propre est réservé un lit au domestique ou aux grands garçons avant d'être transformé en chambre mansardée lorsque les enfants auront grandi ou se seront mariés. Il n'est pas rare de voir des lits suspendus aux poutres des écuries servant aux domestiques, exposés aux mouches et aux odeurs.

La pièce unique reste encore la plus répandue, 95 % à Plémet, Gausson, Plémy. Parfois une seule cloison en planches sépare l'habitation des humains de celle des animaux. Cette formule a l'avantage, l'hiver, de faire bénéficier la famille de la chaleur animale !

Parfois aussi il faut passer par l'étable pour accéder à la cuisine. Cependant de plus en plus de maitresses de maison s'honorent de posséder une salle pour les rassemblements de famille ou l'accueil des visiteurs. La pièce commune tend à se dissocier de l'"abas" (pièce de débarras qui sert à la fois de salle de préparation d'aliments aux animaux, de laiterie, de cabinet de toilette et parfois de cellier).

Dans la plupart des maisons paysannes, les cheminées ont été mal étudiées. Si on ne veut pas être enfumés il faut ouvrir la porte, on est donc constamment dans un courant d'air avec ses conséquences sur la santé quand on rentre mouillé.

En 1954, il n'existait dans les 11000 logements de la zone, villes et campagnes que 600 WC.

A la fin de la guerre une enquête révèle que plus de 60 % des maisons ont leur sol en terre battue. Pourtant aux approches de 1940 le parquet de bois, de dallage en granit ou en ardoise et le ciment commence à s'imposer, bien qu'on le trouve difficile à entretenir, froid et glissant. Le mobilier conserve ses éléments anciens mais s'agrémentent de quelques acquisitions nouvelles. Le lit clos existe toujours mais se voit préféré le lit bas, avec ou sans rideaux. La grande cheminée existe partout mais elle renferme parfois un fourneau à bois qui la fera disparaître dans quelques années. A la grande pièce commune blanchie à la chaux ou peinte d'une couleur ocre, existe toujours l'ancienne rangée de meubles en châtaignier, le plus souvent sur une plate forme en bois : armoires, lits, buffets, vaisseliers, horloges indiquaient

aussitôt au visiteur la richesse de la famille et le soin de la fermière, de sa servante ou de ses filles. Quelquefois une machine à coudre dénote la présence d'une ancienne élève des cours ménagers. Un peu partout l'habitat rural tend à s'égayer de quelques plantes vertes et de fleurs artificielles, images religieuses, calendriers ou portraits de famille.

Mais ces améliorations sont dérisoires. De plus en plus les agriculteurs comparent leur logement au confort urbain, aux avantages des amis ou parents partis en ville. Les jeunes en particulier se plaignent de la malpropreté, de la promiscuité, de la difficulté d'entretenir ou d'améliorer l'habitat conçu pour une autre époque ou un autre style de vie familiale.

ALIMENTATION ET HYGIENE

L'alimentation s'améliore lentement. Avant la guerre le pain de seigle existe encore couramment dans les fermes mais disparaît complètement après la 2^{ème} guerre mondiale. Le pain de seigle ou de froment est parfois fabriqué au four du village, mais la guerre a accéléré le changement. Le boulanger est payé en nature par des livraisons de farine (échange blé-pain).

Les "tourtes" sont de 10 à 14 livres et le dimanche on fait la provision de pain pour la semaine bien souvent. Les bouillies ou "paûes" disparaissent peu à peu et les galettes de sarrasin ne sont plus consommées que le vendredi.

Le lard occupe encore la partie la plus importante de l'alimentation et toute ferme moyenne consomme 2 porcs par année, assez lourds 120 - 150 KG et dont le lard a une bonne épaisseur.

Cependant la viande de boucherie qu'on achète au bourg le dimanche, ou qui est proposée par le garçon boucher parcourant la campagne en vélo, commence à arriver sur la table paysanne et deviendra beaucoup plus fréquente après la guerre.

Quand un bovin allait crever, souvent par suite de météorisation, la bête est saignée et découpée à la ferme et la coutume veut que l'on propose la viande dans les maisons environnantes. En général personne ne refuse, la perte est ainsi atténuée.

Pendant la période des gros travaux, on abuse de l'alimentation carnée dont les générations précédentes furent si longtemps privées. Les produits laitiers et de basse-cour complètent ces rations où les légumes sont trop rares, le plus souvent réduits aux pommes de terre et aux choux. Les voitures du "Caïffa" (petites voitures à 3 roues trainées par un chien) et ensuite des marchands ambulants proposent des épices et mille autres denrées importées, distribuées en paiement de beurre et des oeufs.

Le cidre est la boisson essentielle dont on use et abuse. Très tôt les enfants commencent à en boire, car on admet que si le manger nourrit le corps, la boisson donne la vigueur et la résistance. Aussi le matin et le midi quand on part aux champs avec ou sans casse-croûte, la musette est toujours garnie du litre de cidre et ce, en toutes saisons. Pendant les chaleurs d'été on ne peut le garder frais et c'est un cidre chaud qu'il faut boire pour se désaltérer, ce que l'estomac supporte difficilement. Parfois il arrive que des celliers mal exposés protègent mal les fûts de cidre de la chaleur, celui-ci chauffe, devient huileux, aigre et imbuvable. Cependant toute la famille en fait usage...on s'y habitue ! Le cidre est aussi la boisson de base dans les cafés. Ceux-ci sont nombreux au bord des routes, et dans les bourgs. Un témoin, qui tenait un café, m'affirme avoir vendu 14 fûts de 600 litres dans une année. Aussi les tables de bistrot sont équipées de gouttières à leurs bords.

Le vin est réservé aux fêtes et aux circonstances exceptionnelles. Pendant les battages il est souvent servi un verre le midi et le soir. Les hommes apprécient toujours l'eau de vie de cidre. La bouteille figure sur la table au moment du café mais elle est équipée d'un rétrécisseur de goulot qui représente souvent un coq afin de modérer les plus amateurs. Les femmes font souvent une consommation exagérée de café servi à la moindre occasion additionné de beaucoup de chicorée - moins chère.

La journée est entre-coupée de 5 repas, 4 en hiver. Le repas du soir consiste assez souvent en galettes ou en bouillie d'avoine ou de froment mangées avec du lait "ribot". L'immense majorité des fermières ignorent encore les rudiments de diététique. La notabilité d'une fermière se mesure à la quantité de viande servie, aussi les repas de noces comportent jusqu'à 3 ou 4 variétés de viande.

Les conditions d'hygiène restent encore précaires, malgré une évolution certaine. Comment maintenir une maison propre quand le sol est en terre battue, une pièce unique servant à l'écémage, au barattage et parfois même à la préparation de la nourriture aux porcs et où l'éclairage et l'aération sont rudimentaires ?

Le paysan breton, endurci par le milieu et le genre de vie, résistant à la souffrance, néglige certaines précautions essentielles, évite de donner les premiers soins. Un médecin de la région connaissant bien les familles, comme tout médecin, m'a fourni le témoignage suivant : « Jusqu'à la mise en place de la protection sociale (1948-49) on hésitait dans le milieu agricole à recourir à un médecin (qu'on déplaçait le plus souvent faute de moyen de transport).

Cela était vrai pour les personnes âgées pour lesquelles existait souvent une euthanasie passive et même pour les enfants (il y en avait tellement) et on acceptait une mortalité infantile importante. On appelait plus facilement le vétérinaire car les bêtes avaient un prix. On insistera jamais trop sur l'alcoolisme. L'alcool était le meilleur des tranquillisants pour ces personnes surmenées et à la portée de la main à l'époque. L'alcoolisme était d'autant plus important que le pays était pauvre.

J'ai eu des demandes de certificats de décès pour des personnes sur leur lit de mort dont on ne pouvait savoir exactement les raisons de leur décès, mais dont je me doutais des souffrances insupportables qu'elles avaient subies sans soins.>>

La mortalité infantile en Bretagne est la plus élevée en France, les vieillards ou les impotents sont souvent abandonnés dans leurs lits clos pendant que les personnes valides vaquent à leurs occupations.

Alcoolisme et tuberculose font des ravages malgré les efforts des médecins. Il est vrai que certains préjugés, ou la pauvreté, leur font souvent préféré les guérisseurs ou rebouteux. Reconnaissons que la situation s'améliorera très vite surtout après la guerre.

Ce sont les ressources économiques et l'éloignement des centres médicaux plus que l'ignorance ou l'opposition qui freinent cette évolution.

LES LOISIRS.

Les loisirs apparaissent tout aussi inorganisés. Le temps libre n'existe véritablement qu'un dimanche sur deux car il faut

assurer la "garde" (soins aux animaux, la traite) et pendant les soirées d'hiver, chacun s'emploie de son mieux pour remplir ces longues veillées : les femmes et les jeunes filles raccommodent ou tricotent, les hommes effectuent quelques bricolages, parfois lisent un journal souvent acheté au bourg le dimanche ou un livre, le plus fréquemment jouent aux cartes.

L'électricité va transformer ces réunions en leur apportant plus de clarté mais aussi en introduisant la radio. Cette innovation reste encore le plus souvent le privilège des notables du bourg ou des fermes plus aisées comme dans la région de Loudéac ou de la vallée de l'Oust. Ailleurs cet avantage est beaucoup plus rare.

Les jeunes, quand ils ne sont pas de "garde" aiment se retrouver. La diffusion de la bicyclette aura singulièrement modifié les conditions de loisirs. Le cadre habituel des rencontres n'est plus la famille et le village mais les bourgs ou les centres plus importants où sont organisés films, bals, réunions diverses. Quelques municipalités, les comités des fêtes, les oeuvres post-scolaires laïques ou confessionnelles, la JAC enfin tentent d'animer ces manifestations par des préoccupations socio-culturelles.

Les conditions de vie et de loisirs sont constamment marqués par les dures lois du travail, de la pauvreté, de l'ignorance. Extrait d'un témoignage : Un père de famille recommande le samedi soir à toute sa famille, on était dans les gros travaux, de ne pas déranger les chevaux le lendemain, car, ils sont fatigués de "leur" semaine. Femme et enfants sont donc dans l'obligation d'aller à la messe à pied, pourtant eux aussi sont bien fatigués. Le cheval a priorité sur l'homme.

Un autre témoignage : "on nous avait dit qu'il fallait souffrir ici-bas. Si on ne se couchait pas bien fatigué le soir c'est qu'on avait pas rempli son devoir".

VII - LE ROLE DES LEADERS

En décrivant la situation de l'agriculture de la région de Loudéac de 1930 à 1950 j'ai signalé le rôle important rempli par certaines organisations : Les comices agricoles, les concours-foires, les services officiels, les syndicats agricoles, l'Office Central de Landerneau, les syndicats de sélection de pommes de terre, les caisses du Crédit Agricole, les Caisses Rurales, etc... apportant chacun dans la sphère qui l'entoure des incitations au progrès. Mais la personnalité de certains hommes par leur compétence, leur dévouement, leur pédagogie pour certains, leur connaissance du métier et leur volonté constante de sortir du marasme et d'aider leur entourage, a marquée incontestablement la région.

Parmi ceux-là, il faut citer d'abord Arthur Enaud. Né à Bignan (56) le 24/01/1847, bientôt avoué-licencié il prend à Loudéac la succession de son oncle Viet. Il eut sans doute connu une brillante carrière politique si Loudéac n'avait été emporté par la vague radicale. Il sera conseiller général pendant 6 ans, conseiller municipal pendant 30 ans. De ce fait toute son activité se concentre sur les organisations professionnelles et les problèmes agricoles. Au collège St Joseph de Loudéac où il assure des cours, dans les réunions et concours qu'il préside, dans les multiples causeries qu'il effectue, dans les initiatives nombreuses qu'il prend, Arthur Enaud s'affirme comme le grand éducateur de la paysannerie loudéacienne dont il est le maître écouté. Y a-t-il un secteur de l'activité agricole qu'il n'ait étudié et marqué de sa personnalité ? Lélevage a ses préférences autant le cheval que le bovin. La petite ferme du Vieux Haras se transforme en champ d'essais, dont les résultats sont ensuite diffusés dans toute la région : création de prairies artificielles, irrigation par rigoles horizontales, emploi des superphosphates, traitement des pommiers, usage des insecticides, etc... Il multiplie

les démonstrations de machines agricoles avec le souci constant de l'outillage le mieux adapté à la région.

Le génie d'A. Enaud l'amène à fonder et à animer de nombreuses associations pour répondre aux besoins d'une agriculture en croissance. La Société des Courses de Loudéac lui doit sa fondation en 1879 et son remarquable développement. En 1911 le Fédération des Courses de Bretagne le placera à sa tête. En 1882, il crée la Société Hippique, organise chaque année, des concours de pouliches, des épreuves de dressage pour déceler les meilleurs charretiers ainsi que le concours du cheval national de trait léger.

L'intérêt qu'il porte au cheval est à peine supérieur à celui qu'il consacre aux bovins mais son amour de l'élevage se retrouve encore dans son effort de reconstitution de la race des Epagneuls bretons : les concours et expositions canines qu'il réalise à Loudéac en 1908 finissent par définir et imposer la race de l'Epagneul breton courte queue.

Durant de nombreuses années il assure le secrétariat du Syndicat agricole de Loudéac, de vice-président puis de Président cantonal en 1900. Il préside en 1908 la Société Pomologique et contribue à l'amélioration et la vente de production cidricole régionale. En 1889, il fonde la Caisse Rurale de Loudéac et devient ensuite Président du Conseil des Directeurs de la Caisse d'Epargne. On le voit encore favoriser la création de la Mutuelle chevaline, présider plusieurs sociétés de pêche, de chasse, d'anciens élèves, etc ...jusqu'à sa mort survenue en mars 1929.

La réussite spectaculaire de Le Vezouet estompera un moment l'action plus profonde et durable de son devancier et rival, mais son succès sera avant tout politique et beaucoup de ses réalisations ne seront que le développement des initiatives de A. Enaud. Au cours de son siècle d'évolution lente de 1840 à

1940 l'agriculture loudéacienne a bénéficié du concours d'hommes remarquables, mais en est-il de supérieur à A. Enaud ?

Le nom de H. Le Vezouet est celui qui a marqué le plus l'entre deux guerres. C'est en 1902 qu'A. Enaud alors leader incontesté de la paysannerie voit apparaître dans les réunions et concours de Comices, ce jeune vétérinaire ambitieux et opportuniste qui sait capter l'attention et la sympathie des agriculteurs. Déjà il est élu sur la liste de Turmel en 1904. Conseiller d'arrondissement en 1907, conseiller général le 16 décembre 1919 par 1064 voix contre 1045 à son rival A. Enaud. Après 1920 son influence grandit. Il devient Maire de Loudéac le 17 mai 1925 pour de longues années et est élu député de l'arrondissement le 22 avril 1928 en battant Me de Kéranflec'h , jusqu'en avril 1936 où il est à son tour battu par Mr Morane.

Durant son mandat il est de tous les comices et concours-foires. il succède à A. Enaud en 1929 à la présidence des comices agricoles, joue un rôle important dans la Société Hippique, en 1927 il est membre de l'office agricole départemental, en novembre 1938 président de la Société départementale de l'Agriculture. Son nom est inséparable de la race bovine armoricaine et devient président fondateur de la Société des éleveurs de cette race. Il crée la Société Hippique Rurale dont les célèbres fêtes du cheval. Dès 1919 il est secrétaire de la Caisse du Crédit Agricole. En 1929 il invite son ami le Ministre Loucheur à Loudéac et crée le 08 janvier 1929 la Société Anonyme de Crédit Immobilier de Loudéac : le 22 mars 1934 , il fonde la Société Coopérative agricole de Loudéac dont il restera le Président d'honneur et le secrétaire administratif jusqu'en 1946. Ensuite il disparaîtra, atteint par quelques ennuis administratifs, avec un type d'agriculture qu'il a, plus que tout autres, contribué à former.

Il faut aussi mentionner l'action efficace de quelques autres leaders. Le rôle important rempli par le Comte de Kéranflec'h de

St Gilles Vieux Marché dans la création et l'implantation des syndicats de Landerneau, ainsi que la collaboration très active de son épouse à l'évolution ménagère. Son influence se conjugue avec celle de Z. Perrichon du Quillio et quelques autres cultivateurs évolués.

Les autres influences relèvent moins de notables que de cultivateurs dynamiques. Les plus connus se concentrent dans la vallée de l'Oust. Hyacinthe Guillaume fils de Jacques, fonde le 1er syndicat de battage, le syndicat d'élevage et le concours-foire de la région. Avec A. Le Duff il aura placé ST Caradec à la tête du progrès. Beaucoup d'autres méritent d'être mentionnés : Boscher de Merléac, Le Maux, Le Couédic, Le Deist, Le Denmat, Le Pottier éleveurs à St Thélo et au Quillo. A Loudéac Victor Etienne, R. Bertho, E. Pasco, Duval à Langast, Marsouin à Gausson, T. Guilmo à St Etienne.

Dans chaque canton quelques fermes plus avantagées tracent la marche à suivre et servent souvent de champs d'expériences pour leurs nouvelles techniques et machines : les exploitations du Cartier en Coetlogon, De Ker-Anna en Plumieux sont, avec l'Abbaye de Timadeuc, les haut-lieux du progrès agricole où les cultivateurs vont s'informer, voire renouveler leurs semences et leur cheptel.

Désormais la recherche du progrès n'est plus le monopole d'une poignée de notables non exploitants entraînant leurs fermiers et leurs amis, mais le fait d'authentiques cultivateurs, unis entre eux par des liens d'amitié, de voisinage constituant un "créneau" solide de "bonnes fermes" de "bons agriculteurs", voire de "bonnes familles".

QUELLE A ETE L'ANIMATION DES CAMPAGNES, LES DIFFERENTES FORCES QUI SE SONT EXERCEES ?

L'immense délaissement des campagnes loudéaciennes en ce qui concerne les conditions de vie, de travail et de loisirs ne doit pas faire sous-estimer quelques tentatives courageuses pour secouer le joug de la résignation et de l'abandon. L'action de l'Etat a surtout pris la forme de dispositions légales, de subventions, d'allocations, mais la plupart des réalisations entreprises et structures relèvent de l'initiative privée.

Plusieurs centaines de jeunes rurales ont pu bénéficier des cours ménagers instaurés par des religieuses à Loudéac, Merdrignac, Plouguenast et Gouarec, des enseignements de cours par correspondance de l'Office Central de Landerneau, des cercles d'études animés par Madame de Kéranfle'h. A partir de 1930, surtout de 1935 la JAC dans les cantons d'Uzel, Loudéac et La Chèze exerce une influence prépondérante à ce sujet.

Les Syndicats Paysans de l'Ouest.

J'ai cru nécessaire de mentionner assez brièvement les syndicats paysans de l'Ouest qui ont constitué l'une des étapes les plus significatives et les plus importantes dans l'évolution de la paysannerie bretonne.

Pour la première fois des paysans ont été conviés à prendre en mains les destinées de leur métier, à accéder véritablement aux responsabilités professionnelles, à libérer enfin la promotion paysanne de toutes considérations politiques ou confessionnelles qui la grevaient.

Cette Fédération des Syndicats Paysans de l'Ouest, marquée par la personnalité de son fondateur l'Abbé Mancel, rarement

nommé mais toujours agissant, est d'ailleurs connu, sous le vocable des syndicats Mancel. Ils sont un groupe d'écclésiastiques, voulant secouer le conservatisme des masses catholiques de l'Ouest, les ouvrir à la démocratie, au progrès novateur des courants de la Société moderne. Mais ils ont dû, toute leur vie, subir l'opposition de l'épiscopat breton, tout en étant soutenus discrètement par des personnalités vaticanes. L'Abbé Trochu, fondateur de Ouest-Eclair, qui deviendra plus tard Ouest-France, faisait partie de cette équipe de démocrates s'inspirant du mouvement le "Sillon" de Marc Sangnier.

Les Syndicats pénètrent dans les Côtes du Nord par Ploubalay en 1924 et gagnent rapidement la région de Loudéac où ils s'installent dans les années 1926 - 27.

Le durcissement des autorités ecclésiastiques, le départ forcé de l'Abbé Trochu de Ouest-Eclair, amènent l'Abbé Mancel à quitter la direction du mouvement. Celui-ci connaît de graves difficultés financières, éclate sous la poussée du Dorgérisme. Dans la région de Loudéac les syndicats se disloquent et sont absorbés par l'Office Central de Landerneau.

Action des Syndicats de Landerneau.

L'avancée de l'Office Central paraît avoir bénéficié d'incontestables appuis qui ont permis sa prodigieuse percée entre 1927 - 1930. La hiérarchie catholique et l'ensemble du clergé, ne ménagent pas leur sympathie à ce mouvement tellement plus orthodoxe que le courant "suspect" des "Abbés démocrates", et bien armé pour lutter contre les courants socialistes

Landerneau ne récuse pas cet appui ni celui des notables terriens, leur réserve des postes importants dans les

états-majors mais, au niveau de la commune, préfère faire appel à quelques cultivateurs plus représentatifs du milieu.

De nombreux relais et échelons intermédiaires assurent une liaison efficace entre les groupes locaux et la Direction Centrale. Chaque semaine le journal *Ar vro goz* est adressé à tous les syndiqués et tiré à 45 000 exemplaires. Chaque année l'Almanach du Paysan renforce l'action du journal. Tous les hivers des centaines de causeries ont lieu : on travaille le soir, le dimanche pour répandre les idées syndicales, renseigner les adhérents. Bon nombre des inspecteurs de l'O.C. sont de jeunes paysans formés par les C.A.P.C et la JAC et qui se sont distingués comme secrétaires de syndicats ou mutuelles, ont été recrutés et formés par F.M. Jacq secrétaire de l'O.C. Un travail d'organisation considérable est entrepris à la base pour répondre à tous les problèmes techniques, économiques, sociaux. Commissions paritaires de propriétaires et fermiers, participation des ouvriers agricoles aux syndicats, 2387 d'entre eux y sont adhérents en 1937, établissements des mercuriales, moralisation des transactions commerciales sont quelques unes parmi d'autres.

La grande crise agricole des années 30 à 36 va donner l'occasion à l'O.C. de contester l'ordre républicain impuissant et de propager l'ordre corporatif. La machine économique s'accélère et s'aggrave : le prix du blé passe de 140 à - 80 Fr le Qal et le blé est invendable, le bétail de 2 Fr à 1Fr,25 le Kilog., les pommes de terre de 62 à 40 Fr le Qal. L'Union des syndicats alerte ses adhérents et oriente le mécontentement. Le 19 février 1933, 1500 cultivateurs clament leur détresse à St Brieuc. La crise est au centre des débats. La position des syndicats se durcit en janvier 1934, *Ar vro Goz* lance son "SOS et scandale du blé". Le 19 mai, 150 agriculteurs de Loudéac empêchent le déchargement de blé venant du Maine et Loire et oblige les minotiers à s'approvisionner dans la Région. Le 23 septembre l'O.C. demande à ses adhérents de remettre leurs feuilles d'impôts aux

Présidents de syndicats, 92 209 feuilles sont ainsi collectées et adressées aux Préfets des Côtes du Nord et du Finistère.

A la veille de la 2^{ème} guerre mondiale, l'O.C. jouit d'une position privilégiée dans l'agriculture bretonne : il représente 50000 familles paysannes, des leaders syndicaux écoutés, une organisation solide, une audience auprès des jeunes et des Pouvoirs Publics, une influence à son apogée.

Seul un homme à cette époque, Dorgères, a été assez puissant pour obliger l'O.C. à composer. Ce fougueux journaliste de Rennes, incite à la violence, à prendre des fourches, n'a aucun programme constructif. Aussi il rebute les dirigeants syndicaux habitués à plus de modération et de réflexion. Mais l'ampleur du mouvement suscité par Dorgères, sa façon directe et démagogique d'exploiter le mécontentement, la création des "Chemises vertes" troupes de choc de jeunes paysans, devait amener l'O.C. à composer pour ne pas être débordé par lui.

Cette collaboration est née d'une certaine méfiance, mais la communauté d'inspiration corporatiste devait aboutir, sous le régime de Vichy, à une association plus étroite dans le cadre de la Corporation Paysanne dont Mr de Guébréant, président de l'O.C., sera le Président et Dorgères, le propagandiste. Le grand rêve corporatiste allait être balayé à la libération avec le régime qui l'avait favorisé et exploité.

En dehors de cet aspect politique, il me semble nécessaire de souligner l'apport constructif indiscutable de Landerneau sur le plan, en particulier, de la formation. Celle-ci est basée sur la prise de responsabilités à l'échelon local.

Ces engagements locaux complètent et consolident cette remarquable entreprise de formation professionnelle qui a grandement marqué ses bénéficiaires et influencé considérablement l'évolution de la Région de Loudéac.

A la fin de la 1^{ère} guerre mondiale l'enseignement agricole restait le privilège d'une élite peu nombreuse. Quelques initiatives très locales souvent d'origine privée, ne pouvaient répondre aux immenses besoins. C'est dans ce cadre défavorisé que les syndicats de Landerneau ouvrent la formation professionnelle des jeunes ruraux et jeunes rurales. Dès octobre 1927 sont fondés les cours agricoles par correspondance (CAPC) et (C. Ménagers P.C.) qui ont l'immense avantage de hausser le niveau de culture de leurs bénéficiaires, sans, pour autant, les détacher de leur milieu. Toute cette vulgarisation est dirigée et animée par l'enthousiasme et la conviction contagieuse de l'un des grands éducateurs de la paysannerie bretonne : F.M. Jacq, secrétaire général de l'Union des Syndicats. En 1928 ils sont 33 élèves inscrits. Les CAPC comme plus tard la JAC auront amené les jeunes ruraux à reprendre le goût de la lecture abandonnée depuis plusieurs années, à s'ouvrir à la vie intellectuelle, à se cultiver à partir de leur profession et à se former déjà suivant la fameuse dialectique "voir, juger, agir".

Dès 1928 on relève 2 élèves de Loudéac et 3 de Hemonstoir St Caradec Trévé. A partir de 1931 les CAPC ne cessent d'élargir leur audience. Un manuel "Le blé qui lève" a une partie réservée aux CAPC mais une autre partie aborde les cultures, les loisirs et les invite à la fierté paysanne et à la fidélité terrienne. En 1937 les CAPC atteignent 1245 élèves et le tirage du "Blé qui lève" est de 4 000 exemplaires. De leur côté, les jeunes filles reçoivent la "Fermière". Environ 45 000 ruraux auraient bénéficié de cette formation.

La JAC a collaboré activement à l'organisation des journées rurales et à cette formation mais sans se lier étroitement à l'O.C.

Mathurin Cadin et Francis Sohier à Loudéac, Le Maux et Duault à St Thélo, Le Bihan à St Guen, Cadoret et Raullet d'Uzel, Moisan de Plumieux ont été les principaux animateurs de ce mouvement

vigoureux qui a son bulletin "Le semeur". Cet effort constituera avec la démocratisation de l'enseignement l'un des grands facteurs d'évolution des campagnes de Loudéac.

Il est nécessaire de citer également les différentes forces socio-économiques, brièvement, deux nouvelles coopératives : la Coopérative Agricole de Loudéac et la Beurrerie coopérative de la Chèze.

En 1934 le problème de la mévente du blé, l'urgence de l'organisation de son marché et des débouchés, la politique du stockage et de report sont au centre de toutes les préoccupations. Plusieurs négociants ont déjà fait faillite, seul l'Office Central de Landerneau paraît armé pour résister à la crise. C'est dans ce contexte économique, de besoin d'organisation et, de peur du quasi-monopole de Landerneau, que naît la Coopérative agricole de Loudéac.

Le 22 mars 1934, 19 cultivateurs de la région se réunissent pour entendre les exposés de Mr Sevegrand Directeur des Services Agricoles du département et Mr Le Vezouet. Un conseil d'administration est élu : Hamonic, d'Hemonstoir, Michel de Trevé, Hudo de St Maudan, Moisan de Plumieux, P. Chevé, R. Bertho, Leroux, V. Etienne père et A. Etienne fils de Loudéac en sont les premiers administrateurs. Le Vezouet est président d'honneur et secrétaire administratif et René Bertho le président.

Cette coopérative deviendra, en fusionnant avec une coopérative d'approvisionnement, la Coopérative de l'Oust et du Lié en 1946. Trente ans plus tard elle fusionnera encore avec la coop. viande Loudéac pour devenir la Coopérative Agricole du Centre Bretagne pour fusionner encore une fois avec la Copall tout récemment.

Comme son aînée de Loudéac "la Copall", est née d'une crise économique. A la fin de 1949 la cotation du beurre breton était

descendu à un prix dérisoire par rapport aux beurres normands et charentais. Les cultivateurs éprouvent de grandes difficultés à écouler leur production. Pour y remédier plusieurs d'entre eux du canton de la Chèze et des communes limitrophes, fondent le 8 décembre 1949 "la beurrerie coopérative de la Chèze". Elle est présidée par Thomas de la Pintièrre et s'installe dans un atelier de fromagerie d'un petit industriel laitier de St Barnabé. Elle est soutenue par l'Office Central de Landerneau qui assure le service technique et la commercialisation. En 1951 à la suite du décès de Thomas de la Pintièrre, je suis élu président. Une autre coopérative laitière existe au sud de Loudéac (St Gonnery). Des contacts sont pris alors entre les deux conseils d'administration. Une fusion en résulte le 13 mars 1952 pour constituer la Coopérative Laitière du Plateau de Rohan.

Peu à peu la coopérative prend son indépendance, devient la COPALL, le 17 mars 1962. (Coopérative Agricole Laitière Loudéacienne).

Cette coopérative est l'un des centres du renouvellement de l'esprit coopératif et a donc constamment recherché à l'appliquer dans les réalités. Son succès sera le résultat de l'action et de la valeur de ses pionniers.

Elle rentrera dans le Groupe U.N.I.C.O.P.A en 1973 et fusionnera avec la C.A.C.B en 1989 pour former la DYNAL.

Conclusions.

Le lecteur sera peut-être étonné que je n'ai pas développé davantage ces deux dernières réalisations coopératives eu égard à leurs initiatives, la confiance qu'elles ont obtenue, les progrès

et les succès qu'elles ont enregistrés. Pour mieux comprendre et évaluer les audacieuses constructions des années 50 - 60 qui sont présentées dans les chapitres suivants, il est nécessaire de bien décrire la situation des années 30-50, les événements, les actions, les différentes tendances et influences exercées, les combats soutenus et aussi les difficultés supportées par la génération qui nous a précédés et que beaucoup d'entre nous ont connus. Pourquoi décrire cette période uniquement? C'est elle qui va constituer les soubassements des constructions futures, car l'avenir se bâtit toujours sur le passé.

Bien des aspects auraient mérité un développement plus important, d'autres auraient demandé à être abordés. Je me suis arrêté à l'essentiel et au plus significatif.

J'ai tenu aussi à porter un accent particulier sur la formation d'éveil des paysans au progrès, à leur dignité, leurs solidarités entrepris par plusieurs organisations où différentes personnes avant la guerre. C'est cette graine, ce "Blé qui lève", semé dans l'esprit et les coeurs des jeunes paysans et paysannes qui va germer et porter ses fruits 15 - 20 ans plus tard.

Personnellement j'ai connu cette période. Je me rappelle avoir lu, j'avais 10 ans, le journal des "Paysans de l'Ouest" qui traînait sur la table familiale, ensuite "Ar Vro Goz" avec ses gros titres durant la grande crise agricole. J'ai connu quelques manifestations spectaculaires des années 36 - 37 consécutives à la crise, encadrées par les "Chemises vertes" qui m'avaient fortement impressionné. (J'avais 18 ans). J'ai suivi aussi les CAPC, lu le passionnant "Blé qui lève". J'ai été attiré dès l'âge de 16 ans par la JAC, entraîné par mon frère aîné, et suivi les journées rurales, avec la précieuse participation de F.M. Jacq, participé à des sessions d'études.

Autant d'événements dont la marque est indélébile et dont j'ai éprouvé un réel plaisir à rendre compte. Et aussi avec un réel

intérêt, car il me semble nécessaire de faire connaître le lent cheminement des paysans de notre région de Loudéac, ponctué de tant de difficultés et d'échecs, mais aussi de réussites et de progrès, pour se libérer des pesanteurs du passé et connaître un meilleur avenir.

Le lecteur pensera peut-être que j'ai noirci volontairement le tableau, que les conditions décrites sont celles de quelques fermes, voire, au plus, de quelques villages.

Certes l'agriculture de la région de Loudéac n'était pas homogène, elle ne l'est pas non plus actuellement. Une hiérarchie existait à l'époque encore plus que maintenant, mais on a toujours tendance à juger d'après les apparences. On voit davantage le "dessus du panier". Or, le pauvre, le souffrant, se cache pudiquement et, bien plus encore quand il s'agit de femmes.

J'ai pu le constater autour de moi pendant toute ma jeunesse dans les multiples contacts d'abord à l'école primaire, de 1925 à 1935, puis avec les copains dans les villages, pendant les travaux d'entraide et aussi en conduisant le matériel de battage de mon père, de 1935 à 1945, excepté en 40 - 41 - 42. J'ai pu ainsi bien connaître les villages environnants où je vivais pendant plusieurs jours et, bien sûr, la vie à la ferme de Ker-Anna.

Faut-il ajouter que les longues et passionnantes conversations lors du recueil de témoignages ont raffermi mon opinion ?

Et puis les chiffres et les statistiques que j'ai puisés dans la thèse de Paul Houée ainsi que les différentes études et enquêtes menées sur la région démontrent suffisamment la pauvreté et le retard de cette agriculture régionale.

Mais le souvenir le plus fort que j'en ai gardé, parce que le plus pénible, c'est celui de l'asservissement des femmes

soumises à un travail trop pénible. Je me suis toujours fait une autre idée de la condition féminine.

Que le lecteur soit donc assuré que j'ai essayé de peindre cette situation générale avec le maximum d'impartialité et d'objectivité.

Ma seule intention étant d'informer et non de juger.

V. MOISAN

CHAPITRE : III

MUTATIONS CULTURELLES

CONDITIONS DE PROMOTION HUMAINE

PAUL HAMAYON

MUTATIONS CULTURELLES CONDITIONS DE PROMOTION HUMAINE

INTRODUCTION :

L'idée d'écrire l'histoire récente de la région agricole de Loudéac et des transformations qu'elle a subies a pour but de laisser quelques traces aux générations futures. L'objectif est surtout de dire comment des hommes et des femmes, et plus particulièrement des jeunes, ont été les promoteurs et les acteurs de cette mutation, situant notre région à l'avant garde du développement agricole.

Il est courant de dire que la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle aura connu plus de changement que plusieurs siècles antérieurs.

Si le développement agricole a été général à l'ensemble du Pays, l'analyse plus fine fait apparaître bien des différences et renverse souvent bien des certitudes quant au devenir des régions.

Rien ne prédisposait cette région à bouger plus vite que d'autres. Le Centre Bretagne, (pour une fois légende est vérité) était, ô combien, enclavé et dépourvu d'atouts, hormis au temps des tisserands qui ne profitera pas à tout le monde, loin s'en faut. La population semblait plutôt s'accomoder de son état d'isolement.

Des changements importants provoqués par des pressions intérieures ont bouleversé l'agriculture. Des jeunes, surtout les moins favorisés vont regarder les choses en face, sans idée préconçue, se libérant des tabous et relevant les défis. Leur foi, leur élan, leur générosité seront les prémices de leur succès.

Il importait que l'Histoire enregistre cette tranche de temps qui doit inspirer confiance aux jeunes successives.

Si cette première moitié du 20^{ème} siècle ne fut pas sans évolution, elle fut si lente que la transmission culturelle du savoir faire et de l'autorité était réservée aux anciens. D'anciens à anciens ainsi s'assurait la fidélité à une tradition paysanne où la hiérarchie familiale était très forte, la coexistence de plusieurs générations sous le même toit renforçait cet état patriarcal.

Sous une harmonie apparente, bien des souffrances sont vécues, mais chaque famille vit avec son secret, car l'environnement est intraitable. Un écart ou une faute vous cloue au pilori du village, et ça fait le tour de la commune ou du canton.

Le milieu n'est guère plus propice à l'épanouissement et à l'ouverture, bien que globalement porté par une culture chrétienne (à peu près tout le monde fréquente l'église, ne pas passer par là pour mariages ou décès, serait se marginaliser, se faire remarquer). Et pourtant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les inventaires des biens de l'Eglise, la laïcisation des écoles divisent les familles entre "blancs" et "rouges", pouvant aboutir à une sorte de ségrégation dans les relations intimes. Garçons et filles en tiennent compte pour leur choix d'âme-soeur quand ce ne sont pas les parents qui y veillent. Pour autant l'ambiance du voisinage n'en souffrait pas trop. Néanmoins les moments d'élections étaient l'occasion pour chaque camp de compter les siens.

La forte autorité du curé ou recteur veille sur ses ouailles, si besoin est de la "préchoire" on lance des rappels à l'ordre. Une partie écoute et approuve, les autres haussent les épaules et s'énervent et comptent bien sur l'instituteur qu'on appelle "fantassin de la République" pour animer leurs stratégies et organiser leur combat, et réarmer entre eux leurs convictions.

Depuis longtemps les choses sont ainsi et l'honneur de chacun, de chaque famille est avant tout d'être fidèle à son "histoire", point final. C'est ce que la jeunesse découvre et devra retenir et reproduire

Au plan professionnel les pratiques sont soutenues par des vertus qu'il faut avoir : la rigueur, la force, la tenacité, la prévoyance. Le paysan est honnête et se doit de faire honneur à ses affaires. Pas question de se risquer dans de grandes aventures, ni d'essayer de << peter plus haut que son derrière >> au risque de s'exclure du groupe et de se ridiculiser. Les nouveautés sont rares et les expériences sont pour ceux qui en ont les moyens.

L'achat d'un outil (payé comptant) est un événement. Il devra durer au moins une génération. Ça ne conduit pour autant à aucune obligation ni ambition, si ce n'est d'assurer la subsistance de la famille.

La crise des années 33-35 a laissé bien des misères et l'inquiétude de l'avenir.

Les années d'occupation, pour raison de pénuries alimentaires, remettent les paysans en honneur. Ils sont l'objet de la sollicitude intéressée de tous. Sitôt la vie redevenue normale, le slogan du "retour à la terre" sera périmé. Le Pays se donnera d'autre priorité.

La vie dure et difficile est un ciment pour la solidarité. Les échanges et entr'aides se font sans trop compter. Sur la place de l'Eglise il est difficile de distinguer qui est gros ou petit. Les calèches sont rares et les autos encore plus. C'est l'occasion de boire la bolée, de discuter de la pluie et du beau temps, en évitant ce qui pourrait diviser.

L'obligation scolaire est bien réelle depuis longtemps, et en fait, tous les enfants fréquentent l'école. Pourtant pour beaucoup elle est accessoire, car à la ferme il y a souvent des corvées où la présence des enfants est jugée indispensable. Les plus chanceux passeront le Certificat d'Etudes, très peu connaîtront l'école au-delà.

Les paysans d'ailleurs, se méfient des gens instruits pour être de bons agriculteurs. C'est sans doute pour cette raison qu'ils admettent, en matière d'organisation syndicale et mutualiste, d'exercer seulement des responsabilités de 2ième plan, laissant plutôt les initiatives et les premières responsabilités à la bourgeoisie rurale. Bourgeoisie entendue dans un sens large, signifiant gens instruits et ayant du temps. Notables de toute teinte aussi bien curés qu'instituteurs.

Des jeunes réagissent

Jusqu'alors l'Histoire ne retient rien de l'existence des jeunes. Ils épousent les rythmes anciens en attendant de vieillir à leur tour. Et pourtant nous avons retrouvé deux témoignages de jeunes des Côtes d'Armor qui expriment leur souffrance vers les années 1945.

<< Le monde paysan est un monde de cul-terreux, de mal-décrottés, de pauvres types. Le métier d'agriculteur une condition d'infortune, pour ceux ne sachant faire autre chose >>

"Je rêvais de devenir mécanicien pour être quelqu'un. Etre quelqu'un, pour moi, cela voulait dire ne plus travailler douze heures par jour, être libre le dimanche, pouvoir se payer un vélo, aller au cinéma, sortir avec les autres : les copains, les filles.. "

Autre témoignage d'une jeune fille paysanne de 16 ans : "Ce

qui rebute surtout les filles c'est la saleté du métier. L'étable bien souvent n'est pas cimentée, difficile de la tenir propre. Les vaches sont repoussantes, et pourtant il faut les traire, chaussée de gros sabots. Il faut regarder où mettre le pied suivant les saisons, le nettoyage des mamelles est laborieux. Il faut compter avec les coups de queue qui vous barbouille le visage. Soudain la vache capricieuse vous destabilise, on se retrouve sur le fumier, le lait répandu. Et pourtant, jeune fille, que de rêves de coquetterie !

L'habitat: souvent une seule pièce rudimentaire, sans aménagement, ne permet aucune intimité, ni de possibilité pour sa formation personnelle. Aucun répit, il y a toujours quelque chose à faire. Le sourire et la joie deviennent de l'héroïsme".

Exprimer ainsi ses sentiments, n'est-ce pas un signe que tout allait changer ?

Un monde de routine, un monde pesant par ses traditions, un monde sans perspectives, un monde déchiré par de faux combats, tel était le contexte de relations de vie et de culture que découvrent les jeunes des années 30 et au-delà. Vont-ils s'y modeler ou vont-ils réagir et comment ?

Déjà avant la première guerre mondiale existait çà et là, sur le territoire français, une certaine animation rurale notamment de la part de l'ACJF (Action Catholique de la Jeunesse Française) les cercles d'études ont pour finalité la culture intellectuelle et sociale dans la mouvance des encycliques papales de Léon XIII.

La crise des années 30-33 marque un véritable désarroi du monde agricole, elle met à nu toute sa misère humaine particulièrement en ce Centre Bretagne. Ce fut un drame pour ce monde rural qui jouissait jusque là d'une vie médiocre acceptée avec résignation. Il n'a cessé pourtant d'être un véritable réservoir de main d'oeuvre ou d'effectifs militaires. Jusqu'alors

dans l'histoire agricole il n'est peu question de sa jeunesse. L'on retiendra pourtant, par ses morts et ses blessés; qu'il a payé le plus lourd tribut à la Nation lors de la première guerre mondiale.

Ce contexte des années 30 ne pouvait que susciter des mouvements de tous ordres, politiques ou agraires. C'est un temps de surenchères ou de démagogie. On s'attache à la seule défense de ce qui est et à un protectionnisme vite suicidaire.

Après tout le fatalisme apparaît comme une conviction chez les paysans. Ils donnent l'impression de pouvoir souffrir encore longtemps.

Et pourtant, il se passe quelque chose

J.A.C. et premiers signes d'espérance.

Issue des cercles de l' A.C.J.F. va naître la J.A.C. (nous sommes en 1929) transposant au monde la démarche pédagogique rodée pendant quelques années par la J.O.C. suivant la fameuse trilogie : Voir, Juger, Agir.

La référence à l'Evangile est primordiale. Les militants vont s'affirmer porteurs d'un message chrétien approfondi, grâce à quelques prêtres de terrain qui pèsent sur eux.

Notons aussi le soutien d'organisations agricoles clairvoyantes. Elles ont perçu l'intérêt de la formation auprès d'une jeunesse qui représente l'Avenir, en même temps qu'un vivier pour leur développement. Sans doute ont-elles aussi un réel souci de promotion rurale.

Ces premiers concours vont permettre, très lentement, mais avec pertinence, à quelques jeunes, çà et là d'affirmer, au nom du mouvement, la dimension de leur ambition, et la promesse

pour le monde paysan de responsables authentiques.

Ce fut sans doute le premier étonnement public. Ceci fait partie de nos souvenirs les plus chers. Tel ou tel de nos copains, bien que démunis de formation, pour honorer de récentes responsabilités, durent se mettre à la prise de parole en public. Foi et conviction eurent vite fait de vaincre l'appréhension du départ. Tout le monde en était fier. Le notable traditionnel était-il en train de perdre son pouvoir ?

Pour beaucoup de gens ces premiers essais vont pendant longtemps encore rester timides. Un certain nombre seront récupérés par des organisations professionnelles aux affinités culturelles convergentes.

Cependant le 10^{ème} anniversaire de la J.A.C. en 1939 réunira à Paris 25 000 jeunes. Une délégation importante de la région y participe notamment des jeunes de Gausson.

C'est une époque où l'histoire du monde est très marquée par les idéologies. La jeunesse rurale dans ses militants jacistes est très branchée sur l'Evangile, en fait, une lecture d'ouverture, de chants, de générosité. C'est le rêve d'un monde meilleur. Tout ne se passera pas toujours très bien avec la hiérarchie catholique traditionnelle. Cependant des vicaires de terrain se donnent à fond dans une communauté d'idéal. La guerre, mais surtout l'occupant va freiner et interdire l'existence du mouvement. La J.A.C. malgré des moyens diminués ne baisse pas les bras. L'idéal proclamé, n'est-il pas, alors, plus d'actualité : <<Fiers, Purs, Joyeux et Conquérants >>

Période propice à beaucoup de remises en question. Elle sera riche pour la formation militante qui découvre tout d'abord l'impérieuse nécessité de s'engager dans une démarche de formation à la responsabilité et de s'investir dans un travail concret de connaissance de leur milieu de vie, être proche et être

vrai. L'engagement dans la Résistance coûtera aussi la vie à deux d'entre eux : Francis David et Henri Bourges de Plouguenast.

Le Voir : Chez soi, autour de soi sera le champ d'observation visant seulement des choses simples.

Juger : Pourquoi c'est ainsi ? Comprendre, échanger avec les autres parents, voisinage, autres milieux.

Agir : Vers ce à quoi tout jeune aspire : dignité, liberté, responsabilité; << Les choses changeront par nous. Devoir donc de s'y mettre >>

Cette démarche mentale va se démontrer comme un lent mais puissant levier que rien n'arrêtera plus. Nous relevons dans les archives (Manuel du militant daté de 1941) le groupe de St Barnabé (Côtes du Nord) décide :

- désormais les étables et les écuries seront nettoyées le samedi.

- A la belle saison, sauf exception, le fourrage sera rentré le samedi soir.

- D'accord avec le mécanicien, les bicyclettes seront réparées toute la journée au lieu du dimanche.

- Aucun des membres de la section n'ira chez le coiffeur le dimanche.

Partout où est la J.A.C. on exige de sortir de la routine et de poser des jalons d'avenir.

La libération et le retour des prisonniers bouleversent les mentalités. Le Pays aspire à une société ouverte et juste, hélas il

est difficile de rompre avec le passé et les vieux démons referont vite surface.

La pénurie alimentaire se réduisant, le paysan perd vite de son intérêt pour la collectivité. La reconstruction des cités et de l'industrie viendront puiser la main-d'oeuvre qui leur fait défaut.

Les organisations paysannes secouées par le changement de politique s'adaptent mal aux dispositions qu'on leur impose et ont quelques difficultés à retrouver leurs marques.

La J.A.C. face à ce constat va réorienter la direction de son mouvement. Lors de son congrès de 1946 elle affirme "sa volonté d'une organisation dirigée et animée par les jeunes, s'adressant à tous les jeunes, pratiquant ou non, au service de tous les jeunes, et prenant en compte toutes leurs préoccupations".

C'est dans un champ libéré de certaines pesanteurs, confessionnelles ou professionnelles, que les jeunes de la J.A.C. dans leur secteur respectif vont ainsi pouvoir faire éclater leur espérance dans l'avenir, conscients que la satisfaction des besoins les plus élémentaires de l'homme conditionne sa promotion chrétienne, humaine et sociale.

Nul mieux que leur chant traduit leur extraordinaire sérénité face à l'avenir :

<<Comme éclatent genêts sur les guérets
La jeunesse dans nos coeurs met ses ardeurs
Le passé jaloux meurt à nos genoux
Et l'avenir est à nous.>>

On a proclamé : sois fier paysan. Aujourd'hui l'heure est venue de traduire cette aspiration, de sortir de l'humiliation. Tout d'un coup on assiste chez les jeunes à un basculement culturel, à une disponibilité extraordinaire. Les réalités, même si le slogan

<< retour à la terre >> laisse encore quelques traces, font que le monde rural sent fortement la mutation s'intensifier.

L'industrie de guerre fait place à une industrie de biens utiles. Les villes se reconstruisent, les services urbains connaissent un important développement et recrutent plus encore sans qualification. Pour tous ces besoins on pompe plus encore dans la jeunesse rurale. La modernité urbaine s'oppose au malaise paysan, l'hémorragie s'intensifie et pourtant se profile une espérance naissante pour les militants de la J.A.C. Il faut renverser le courant. Aujourd'hui les jeunes capables de responsabilités ne doivent plus partir, pour cela donnons leur les moyens de s'épanouir par l'engagement et la formation. L'éthique chrétienne prend une autre dimension. L'idéal de générosité et d'ouverture emporte l'enthousiasme. La fierté paysanne s'affirme.

En route pour l'action...

Le mouvement jaciste prend une allure d'école populaire d'inspiration chrétienne. Si les jeunes s'entourent de collaborateurs ils assurent eux-mêmes l'animation. Plus de problèmes sans réponse. Sous formes de campagnes, le Voir, Juger, Agir, va démontrer toute sa force pédagogique. Partout des problèmes concrets et simples permettent à chacun de découvrir sa capacité à construire son avenir en cassant routine et tabous.

Cet appel à la réflexion et à l'intelligence suscite aspiration à la formation : il faut être compétent pour être crédible, d'où le succès des journées et semaines rurales et sessions sociales et économiques.

Si les garçons (J.A.C.) et les filles (J.A.C.F.) conduisent leur culture séparément, le sens de la vie autour de la Fête va faire

qu'ils se retrouvent ... Fêtes de la Moisson, Fêtes de la Terre, Coupe de Joie, rencontres sportives contribuent à une animation rurale qui remet en honneur la noblesse du travail paysan et démontre la richesse culturelle et artistiques des jeunes garçons et filles, les rencontres seront également sources de foyers militants, qui demain, autrement, vont prolonger l'action de leur jeunesse.

Il importe aussi de souligner l'exposition de la Maison Rurale . Loudéac fut parmi les villes rurales qui l'accueilleront (en 1948). Ce fut une prouesse remarquable des jeunes : 60 tonnes de matériel, un convoi de 80 mètres de long - aux conséquences énormes sur la conception de l'habitat rural, alors particulièrement en retard en ce Centre Bretagne (80 % pièce unique de sol en terre battue).

Ce fut un temps fort en même temps de rêve mais surtout de prise de conscience que le mieux être était et devait être accessible aux familles paysannes.

De cette réalisation aujourd'hui on dirait : Chapeau les jeunes

Malgré la sympathie générale que le mouvement rencontre et la fierté qu'il fait naître, rentrant dans le concret de l'approche des choses et les exigences que cela pose, les jeunes vont se heurter à bien des incompréhensions et provoquer des conflits de génération.

La réforme de la façon de travailler, moins de pénibilité , par exemple, méritera le reproche de "ne pas en vouloir". Le temps passé à lire, se former en réunion, sera mal vu "le paysan est fait pour travailler".

La cohabitation vécue (subie) depuis des siècles sans doute, tout d'un coup devient un problème. Les parents et le milieu mettront généralement les jeunes en cause.

Au plan professionnel les idées des jeunes passent mal, les anciens se sentent menacés mais protégés par un milieu qui pendant encore un temps continuera à leur faire "confiance."

Nous sommes là en pleine mutation culturelle qu'un éminent chef paysan appellera : Révolution silencieuse. Car, c'est vrai, il s'inscrit des changements conséquents, des revendications pour lesquelles tout le monde va se battre.

Tout ceci a été le vécu de chacun de nous, chacun et chacune là où la vie l'a placé répondant simplement à l'appel du devoir.

En terminant cette première partie, il nous a semblé intéressant de rappeler comment le mouvement lancé par les jeunes allait s'inscrire dans l'Histoire Agricole du Pays.

En 1955, une nouvelle génération arrive au Cercle des Jeunes Agriculteurs existant en appendice de la F.N.S.E.A.

Leur première démarche fut de se transformer en organisation syndicale. Ainsi naît le Centre National des Jeunes Agriculteurs qui revendique son autonomie par rapport à la F.N.S.E.A. Ce sera F. Nové - Josserand vice-président de la F.N.S.E.A. (Président par ailleurs, de la Fédération Nationale des Maisons Familiales) qui, devant le congrès de la F.N.S.E.A. du 14 mars 1956, défendra le protocole d'accord qui règlera les relations entre les deux organisations.

Raymond Lacombe est alors Président national de la J.A.C. et Michel Debatisse Secrétaire général.

Au C.N.J.A. 24 postes sur 34 sont tenus par des jeunes ayant des responsabilités importantes à la J.A.C., 8 sur 10 sont au bureau.

Au désaccord polémique antérieur va succéder un réel dialogue, entre des jeunes qui ont baroudé et sont pleins d'enthousiasme, et ceux dont la longue expérience s'est forgée au contact de la vie.

Ce combat ensemble, sur des objectifs précis, conduira à l'élaboration et à la concrétisation des lois d'Orientation de 1960-62 ; Dispositions qui restent pour l'agriculture le tournant structurel le plus conséquent qu'elle ait connu. (Source 50 ans d'animation rurale J.A.C. - M.R.J.C) (La Révolution silencieuse de Michel Debatisse).

Un élément de mutation : la Maison Familiale

Le groupe du CETA de Loudéac ne pouvait se limiter aux seules réflexions techniques et économiques de l'exploitation agricole et de son propre environnement. Très tôt fut ressenti la nécessité de réfléchir sur les exigences qu'un progrès en marche allait avoir sur les jeunes qui demain auront à assurer l'avenir.

Depuis un an déjà le CETA, petit groupe, par sa méthode : Observer, Comparer, Expérimenter, Compter, Mettre en commun, a acquis une réelle assurance dans son cheminement de développement.

La qualité de son travail de groupe est l'objet du plus grand intérêt et lui permet de bénéficier du concours des plus éminents techniciens et chercheurs.

Face au développement technique en marche, c'est en toute logique, qu'à un moment donné, il s'intéresse à l'avenir des jeunes qui, demain, seront les futurs exploitants.

La connaissance par un des membres du groupe d'une

formule originale de formation que l'on appelle Maison Familiale d'Apprentissage Rural et qui amorce seulement son implantation dans l'Oust, fera qu'elle sera sollicitée pour exposer son esprit et sa méthode pédagogique. Les Maisons Familiales ont déjà une longue expérience puisque c'est en 1935 à Lauzun, localité rurale du Lot et Garonne, à la demande des parents de jeunes qui suivent des cours par correspondance, que le recteur du pays, l'Abbé Graneraud, allait poser les premiers jalons de cette institution. Notons qu'une certaine filiation pédagogique rejoint le Voir, Juger, Agir de la J.A.C. L'esprit des Maisons Familiales est basé sur trois piliers essentiels :

- Le petit groupe
- L'alternance
- Le cahier d'exploitation ou de maison pour les filles.

La réussite implique l'engagement des jeunes dans sa formation. La responsabilité et la participation des parents confèrent au moniteur une mission originale :

- Le petit groupe (15 à 20) unité de travail et de recherche
- L'alternance = temps à la Maison Familiale et temps à l'exploitation
(et dans le milieu de vie suivant un rythme approprié)
- Le cahier d'exploitation ou de maison est l'outil relationnel entre le milieu et le centre de formation. C'est à partir de la vie et des questions qu'elle pose que va s'élaborer le plan d'étude.

L'exploitation des parents sera le champ d'observation et d'expérience des jeunes et la vie locale, ouverture à la vie sociale.

Au-delà de l'aide personnalisée, le moniteur, au centre du groupe, anime, interroge, saisissant des exemples concrets (du groupe), provoque l'imagination, exerce au discernement, aiguise la curiosité et provoque l'étude approfondie.

Si juridiquement les parents sont responsables de l'association, ce sera surtout de leur engagement et de leur étroite collaboration que va dépendre la réussite du jeune notamment son insertion professionnelle.

C'est sur ces bases essentielles : l'animation et l'engagement des familles, que le choix Maison Familiale fut concrétisé pour la formation des jeunes de la région de St Etienne de Gué de l'Isle. Elle ouvrit ses portes en octobre 1953. Elle était la première en Bretagne.

La J.A.C.F. exprimant plus vivement l'état de servitude subi par les femmes à la campagne, a mené depuis ses débuts, 38-39, réflexions et actions pour redonner à la femme paysanne dignité et fierté. Le progrès qui s'amorce ne risque-t-il pas de l'oublier, une fois de plus. Par ailleurs les jeunes filles, plus que les garçons, ne trouvent pas leur place; à terme, elles sont souvent condamnées à l'exode.

C'est donc en toute équité, qu'à l'instar de la Maison Familiale des garçons, les mères de familles revendiquent pour leurs filles quelque chose de semblable. Les services sociaux (M.S.A.) sont également très sensibilisés à cette initiative.

C'est ainsi qu'il y eut des "appels dans la nuit". Les réponses furent toujours spontanées et bien des dévouements se mirent en branle. Un an après les garçons, en 1954, la Maison Familiale de la Hersonnière, en Gomené, ouvrait ses portes. Les militants, usant de leur idéal comme "carburant" assurèrent le succès de la Maison Familiale qui, quelques années après, compta plus de 90 élèves.

De la Maison Familiale à la Vulgarisation

Au-delà, autour d'eux, les choses bougent, l'engagement des parents dans la formation des jeunes, ne les emmène-t-il pas vers des questions sans réponses ? Leur mérite ne fut-il pas de comprendre qu'une page était en train réellement de se tourner et qu'il était important de s'organiser pour, assez vite, se mettre dans le coup. Ils réclament qu'à partir de la Maison Familiale on fasse quelque chose pour eux.

Le 13 février 1955 une Assemblée Générale, réunie à la Maison Familiale de St Etienne, regroupe une centaine d'agriculteurs et décide la création d'une association loi 1901 <<Centre de Vulgarisation Agricole>> La presse se faisant l'écho de cet événement titra : "Du nouveau dans la région- Une bonne nouvelle pour les agriculteurs - Un centre de vulgarisation dans l'enthousiasme" CETA - M. F. - C.V.A. -, dans un même esprit tout un secteur en mouvement.

Sur ce chapitre nous tirerons notre conclusion d'une citation de Charles Guinnesse, fondateur des Universités Populaires :

"Donner conscience aux paysans de leur situation sociale, afin que eux-mêmes s'efforcent de changer. Cela ne consiste pas à leur parler de l'agriculture en général et à recommander l'emploi d'engrais chimiques, des machines agricoles et de la formation des syndicats. Cela consiste plutôt à leur faire comprendre le mécanisme de la production agricole auquel ils se soumettent par simple tradition, à les faire examiner et critiquer tous les actes journaliers qu'ils accomplissent par habitude.

Ce qu'un homme a peut-être le plus de peine à connaître

intelligemment, c'est sa propre vie tellement elle est faite de traditions, de routine, d'actes inconscients.

Pour vaincre la routine, le meilleur procédé pratique n'est pas de répandre des idées et des connaissances extérieures et lointaines, mais de faire raisonner la tradition par ceux qui s'y conforment et la routine par ceux qui la suivent".

Toute formation contribue au perfectionnement culturel de la personne. Il serait difficile d'évoquer toutes les ressources qui ont aussi contribué à enrichir les connaissances et les formes de pensée. Dans ce complément à ce qui précède, nous limiterons seulement aux structures de formation agricole.

C'est en 1927 que l'Union des Syndicats Agricoles (Landerneau) fonde les cours par correspondance, et en 1931 édite la revue mensuelle d'accompagnement de ces cours : "Le Blé qui lève" tout en s'adressant également à un public de jeunes plus large, pour répondre à leurs besoins de culture et de loisirs. Chaque année un rassemblement "Semaine rurale" développe la formation économique et sociale. Par petites régions on réalise des journées rurales dans l'esprit de la culture paysanne faite de fierté et de fidélité terrienne. C'est de ces jeunes que sortiront généralement les premiers militants de la J.A.C.

Dès avant la guerre la Direction des Services Agricoles avait organisé des cours agricoles itinérants. C'était très modeste et se limitait à un cours hebdomadaire dans des C.E.G. publics. C'est seulement aux alentours des années 45-50 que le relai fut pris par les instituteurs itinérants de l'Education Nationale. Peu à peu ils évoluèrent en véritables cours post-scolaires et réalisés au niveau du canton. La fréquentation fut assez importante. Hélas les moyens nécessaires faisaient défaut pour leur assurer toute l'efficacité nécessaire.

D'autre part les allocations familiales étaient souvent la "carotte". Était-ce un passage incontournable ? A partir des années 60, la motivation des jeunes devient plus solide. Il y a prise de conscience du besoin d'une réelle formation... Néanmoins un ancien animateur nous signale les difficultés à pénétrer le monde rural et plus particulièrement la méfiance du monde agricole à l'endroit de l'enseignement agricole public et souligne le poids des affinités dans l'organisation des structures.

Par la suite ces cours seront transformés en cours polyvalents ruraux, aussi bien les centres pour jeunes filles que ceux des garçons ? Nous sommes à la fin des années 70. Depuis la loi d'orientation de 60-62 le Ministère a voulu reprendre en main l'enseignement agricole public. Ce sera chose faite en 1980.

C'est quand même une existence d'à peu près trente années qui aura vu beaucoup de jeunes passer par cette formation.

Malgré l'isolement, que souvent ils durent subir, les formateurs qui s'engagèrent dans cette mission, le firent toujours avec un réel souci de promotion des jeunes, qui, souvent, étaient les plus humbles.

Le moins apparent n'était-il pas le plus important ?

Les centres ménagers privés en général tenus par des religieuses (couture et cuisine), initiations faites par des dames bénévoles. Vers 1940, en cours ménager on augmente le temps de formation, on y adjoint des cours d'économie familiale. La possibilité de reconnaissance par le Ministère de l'Agriculture, d'où possibilité de bénéficier de l'aide publique (fonctionnement et équipement), fera obligation d'assurer le programme de formation imposé par le Ministère de l'Agriculture, ou d'orienter davantage vers une formation technique agricole. Les débouchés pour les filles étant souvent : gens de maison, ou vers des services (secrétariat, santé). Cette nouvelle contrainte fut

souvent de conciliation difficile avec la réalité. La rigueur du Ministère confortée d'ailleurs par une attitude identique de la profession, mit en difficulté beaucoup de Centres qui avaient certainement la possibilité d'assurer des besoins propres au milieu rural que l'on découvre aujourd'hui.

La localisation de tel ou tel centre a marqué profondément son environnement. C'est une certitude qu'il ne peut y avoir d'humanisme sans présence de femmes formées et responsables. Nous rejoignons l'une des revendications du C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs) de 1957.

C'est en 1953 que sont engagées les premières démarches pour la création d'une Ecole d'Agriculture privée pour le département. Si la première initiative fut prise par la Fédération départementale de l'enseignement agricole, c'est une association de type syndicale qui en eut la responsabilité. L'ensemble des organisations professionnelles agricoles y apportèrent leur concours.

L'école s'établit à Quessoy à la Ville Davy, elle accueillit les premiers élèves en 1955 et obtint la reconnaissance officielle du Ministère de l'Agriculture en 1956.

L'ambition des fondateurs de l'école était d'assurer aux jeunes de ce département une formation professionnelle solide, garante de l'avenir de la région. Mais surtout nous voulions former des hommes porteurs d'un humanisme chrétien. A travers de telles réalisations, il y avait tout le message des militants qui s'exprimait.

L'enseignement agricole public est, pourrait-on dire, un peu issu de l'action des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) qui provoqua les lois d'orientation de 1960-62, base de l'essor structurel de l'agriculture.

Le Ministère de l'Agriculture, prenant conscience de l'engagement des jeunes paysans dans la conduite de leurs affaires, comprit la nécessité d'être présent sur le marché de la formation initiale agricole. C'est à travers ces dispositions que fut inscrit l'objectif d'un lycée agricole par département.

En 1962, les Côtes du Nord obtinrent les moyens nécessaires à la création de leur lycée. Kernilien en Plouisy fut retenu, il ouvrit ses portes le 11 novembre 1964. Mais déjà la mutation agricole était lancée.

Conclusion

De toutes ces contributions à la promotion humaine, nous nous refusons à tirer jugement de valeur. Nous restons convaincus qu'un réel mouvement de promotion et de progrès ne peut reposer que sur un groupe qui a la possibilité de se retrouver et travailler ensemble.

Paul Hamayon

CHAPITRE IV :

**Le CETA.
Pourquoi un CETA ?
Son rôle, ses réussites, son influence**

Victor MOISAN

POURQUOI UN C.E.T.A., son rôle, ses réussites, son influence...

Vers les années 48-50 l'agriculture ludoécienne cherche sa voie. Les bouleversements de la guerre, la défaite, l'occupation, la résistance, la libération ont contribué à développer un immense besoin de changement. Les prisonniers qui reviennent d'Allemagne nous font part de leur surprise d'avoir découvert une agriculture plus développée que la nôtre et, notamment, un équipement bien supérieur. Les différents journaux professionnels et techniques, etc, qui abondent à cette époque font état du retard pris par l'agriculture française et en particulier bretonne dans les années Trente et, évidemment pendant la guerre. De nombreuses "missions" françaises qui partent aux Etats Unis en reviennent avec des reportages ridiculisant l'agriculture de nos régions dans ses méthodes et son équipement.

Cette agriculture sait que demain sera différent mais ne sait pas ce qu'il sera. Quelques initiatives se réalisent ici et là qui témoignent d'un nouveau style d'activité. Comme toujours les pionniers, souvent en désaccord avec leur milieu et les images traditionnelles, essaient de se rencontrer, de chercher une force et une sécurité dans leur union. Le C.E.T.A. (Centre d'Etudes des Techniques Agricoles) allait être ce moyen privilégié de cette nouvelle avancée. Certes la formule n'était pas nouvelle, autrefois notables et agriculteurs amis s'étaient retrouvés pour mettre en commun leurs expériences et leurs projets, les syndicats et les coopératives avaient aussi encouragé des groupes de recherche, les Pouvoirs Publics favorisé l'émulation paysanne, mais tout cela voyait leur audience limitée par les moyens d'action et de diffusion et n'avait pas non plus le désir de grandes innovations.

Au lendemain de la libération, nous accédons, jeunes agriculteurs, aux responsabilités professionnelles et aux engagements d'adultes. La plupart d'entre nous a milité dans la J.A.C. (Jeunesse Agricole Chrétienne). Alors que nos amis d'école et de loisirs songent à quitter un secteur sans avenir, nous avons mis à profit le ralentissement d'activité dû à la guerre pour réfléchir, intégrer ce que nous avons appris dans nos réunions et nos publications jacistes ou trouvé dans les C.A.P.C. (Cours Agricoles Par Correspondance) de Landerneau. Futurs exploitants, en qui l'Abbé Lemée et F.M. Jacq avaient ancré la fierté paysanne, le désir de rester au pays et de faire quelque chose pour lui, nous étions prêts à concrétiser les projets d'action longuement muris dans nos réunions et nos échanges. La JAC nous a habitués à nous réunir par delà nos communes, à mettre en commun nos aspirations et surtout à secouer la passivité paysanne et à les convaincre que l'avenir dépendait d'eux.

La célèbre démarche : "Voir. Juger. Agir " nous a appris à prendre du recul envers notre situation, à mieux l'analyser et ainsi mieux découvrir les moyens d'en sortir. Il nous est facile alors de transposer dans la vie professionnelle des méthodes d'action de groupe que nous avons expérimentées durant notre jeunesse. Nous éprouvons donc un besoin intense de nous retrouver pour dialoguer, réfléchir alors que nous étions déjà responsables d'une famille et d'une exploitation.

C'est alors que fin Août 1951, participant au Congrès National du M.FR. (Mouvement Familial Rural) prolongation de la JAC, à Versailles, j'entends parler de CETA. Je m'en informe et suis rapidement convaincu que cette formule correspond tout à fait à ce que nous cherchions. J'en parle aux amis et les rallie facilement à ce genre d'association.

Le CETA était né dans les grandes exploitations de la Région Parisienne:

- Le premier avait été fondé en 1944 par Bernard Poullain de la Queue les Yvelines, qui en avait été l'inventeur avec des amis. Ces grandes entreprises agricoles avaient très tôt perçu la nécessité d'adapter leurs exploitations aux nouvelles découvertes scientifiques et qu'il leur était nécessaire de créer un bureau d'études en commun.

Le CETA est donc déjà révélé comme moyen efficace d'évolution, c'est un petit groupe, à l'échelle humaine, cohérent, les membres se connaissant bien. En effet il nous paraît important qu'il existe des affinités réelles entre les membres : niveau intellectuel et culturel, formation, volonté de progrès. L'échange est plus facile et plus confiant s'il y a une certaine égalité entre les membres. Nous savons que les agriculteurs sont souvent passifs quand ils se trouvent devant un interlocuteur plus instruit, mais qu'ils sont plus assurés quand ils sont en groupes et que l'échange a pour cadre le lieu habituel de leur vie. Le rapport agriculteur - technicien est profondément modifié. Celui-ci n'est plus l'homme compétent qui s'impose ou que l'on impose mais l'expert choisi par les agriculteurs, collaborant avec eux, intégré dans leur groupe par des relations humaines amicales et confiantes.

<< Ainsi, avec le CETA, l'agriculteur ne subit pas le progrès, il l'invente, il le fait lui-même mais avec le concours des autres, de ses amis, de ses collègues >>.

Création du CETA :

Fin Mars 1952 j'adresse une invitation (reproduite ci-après) à une liste d'agriculteurs que nous avons dressée entre amis en nous basant sur les critères précédemment exposés.

Le 11 Avril 1952 le CETA de Loudéac naît en la Mairie de cette ville. Il porte le numéro 14 sur le plan national et le numéro 1 en Bretagne, Mr Kérel Directeur des Services Agricoles du département, Mr Breton Directeur de la Fédération Nationale des CETAs, l'Abbé Diridollou aumônier du MFR et un représentant de la municipalité de Loudéac assistent à la cérémonie.

Tous les invités sont présents : A. Connan de St Barnabé, J. Donnio de Trevé, M. Duault de St Thélo, A. Etienne de Loudéac, H. Guillaume de St Caradec, T. Guilmoto de St Etienne, F. Hamayon de Plouguenast, Le Franc de Coëtlogon, G. et P. Massé de Loudéac, L. Martin de Plémet, V. Moisan de Plumieux, E. Penhard de Plénet, J. Le Denmat de St Thélo.

En 1958 F. Audrain de la Motte, F. André et A. Lucia de St Caradec, P. Le Texieret, E. Pasco de Loudéac deviennent membres du groupe alors que le CETA a déjà bien évolué.

La plupart d'entre nous n'a pas 40 ans, aussi nous avons voulu accueillir dans nos rangs quelques agriculteurs plus âgés, riches d'expérience et connus pour leurs réalisations. A l'exception de l'un d'entre nous, ancien élève de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers, nous n'avons reçu qu'une formation primaire quelque fois complétée par 2 ou 3 ans de "pension", quelques cours par correspondance mais nous avons pour la plupart, reçu beaucoup de la JAC.

Nos exploitations comptent parmi les plus importantes de la région, supérieures à la moyenne. Elles varient de 90 Ha à 11 Ha, un tiers ayant plus de 45 Ha. Elles se rangent dans le lot de tête des fermes évoluées placées dans les communes les plus favorisées.

Les membres élisent le bureau suivant : Président V. Moisan, Vice-Président A. Etienne, Secrétaire L. Martin, Trésorier A. Connan.

Nous avons voulu afficher quelque prétention en choisissant la Mairie de Loudéac comme lieu de l'assemblée constitutive et lieu de siège social et en présence du Directeur de la D.S.A. du département. Après quelques étonnements de cette initiative peu habituelle, le scepticisme de tradition s'empare vite de l'opinion agricole. Des paris s'échangent sur la précarité de notre association issue d'un "fantasme" propre à la jeunesse. Livrés à nous-mêmes, sans appuis des Services Officiels ni des organisations professionnelles, notre action ne peut être qu'éphémère ! ...

Cependant l'influence du CETA va vite déborder le cadre de la région. Grâce à notre aide et à notre exemple, deux autres CETA se mettent sur pied, le CETA de l'Arguenon à Hénanbihen et le CETA du Leff et Trieux à Lanvollon avec lesquels nous devrons collaborer par la suite par notre ingénieur. Nous nous imposons une cotisation de 300 F. (de l'époque) à l'hectare.

REALISATION DU CETA - Le début.

Nous fonctionnons la première année sans technicien attaché à notre groupe. Nous faisons appel à différentes personnes : Le Men, ingénieur de la DSA, Noël des Potasses Alsace, etc.... qui se lient d'amitié avec nous et nous abordons quelques problèmes techniques d'actualité.

Malgré l'apparence de tâtonnement du début, il faut rôder la machine, notre première préoccupation est d'analyser notre productivité, les exigences en main d'oeuvre de nos principaux travaux de la ferme. Nous organisons à St Caradec une démonstration d'épandeurs d'engrais, à l'occasion d'une manifestation agricole. Mais l'essentiel de notre souci est de faire

le point sur nos possibilités. Quelle est la potentialité de notre sol? Les avantages de notre climat? Sommes nous véritablement défavorisés par notre région ou au contraire avons nous des atouts méconnus?

Aussi nous organisons fin Juin 1953 un voyage dans l'Eure où nous sommes reçus par le Directeur de la Maison de l'Elevage de Bernay. Nous revenons de ce voyage après avoir entendu notre interlocuteur sur l'élevage bovin de la région et observé quelques fermes de la région, quelque peu convaincus que nous avons les moyens de rattraper notre retard sur le plan agronomique. Nous sommes de plus en plus motivés.

Nos premières réunions et activités attirent sans doute l'attention de la FNCETA car au printemps 53 je suis sollicité comme administrateur de cette fédération. Courant mai le Directeur m'annonce qu'il peut mettre un ingénieur à notre disposition, ayant reçu du Ministère le financement nécessaire. C'est alors que je me rends à Angers au retour d'une démonstration nationale de moissonnage-battage près de Bourges, accompagné de H. Guillaume, pour rencontrer A. Pousset, ingénieur ESA qui avait posé sa candidature. C'est le 27 Juillet 1953. Le "courant" passe très vite entre nous et vers le 20 Août notre nouvel ingénieur arrive chez moi. La France est en pleine grève générale et la moisson n'est pas terminée. Je lui donne la liste et adresses des adhérents afin de les connaître ainsi que leurs principaux problèmes.

Il sera notre ingénieur de 1953 jusque février 1956. Il sera remplacé par Jacques Pluinage de 1956 à 1958 et de A. Corbel de 1958 à 1961.

La vie de notre groupe consiste pour une bonne part dans nos réunions, une quinzaine chaque année, plus espacées pendant la période des grands travaux. Elles se tiennent à tour de rôle

chez l'adhérent et commencent à 15H. Pour combattre la traditionnelle et fâcheuse habitude des paysans d'arriver avec une 1/2H voire une heure de retard aux réunions nous fixons des amendes très fortes suivant l'importance de celui-ci. Il en est ainsi de l'assiduité. Tout adhérent absent 3 réunions de suite sans motif est automatiquement éliminé; le cas ne s'est pas présenté.

La réunion commence par la visite de l'exploitation, des essais entrepris, des installations de la ferme sous la conduite de l'agriculteur du lieu. Ensuite commence la réunion, autour d'une table qui est, autant que possible, ronde, ce qui facilite l'échange et évite les conversations en "apparté", inévitables quand la table est toute en longueur.

Des commentaires sont émis par les membres sur la visite de l'exploitation, des précisions apportées par le maître des lieux, le technicien exprime son avis. Puis on passe à l'ordre du jour qui a été préparé à la réunion précédente et un rapporteur désigné. Ces questions s'inscrivent dans un programme général qui a été établi en début d'année, mais toujours suivi par la discussion de problèmes d'opportunités. Les conclusions sont dégagées par le président et le technicien qui font le point et proposent le thème et la date de la prochaine rencontre. Un compte rendu ronéotypé est adressé à tous les adhérents et aux membres abonnés, Directeurs de services ou différents organismes concernés ou intéressés par nos travaux, etc... moyennant une redevance annuelle de 3.000F. (de l'époque). Chaque adhérent s'engage à effectuer et à suivre au minimum 3 essais ou expériences par an suivant ses possibilités, ses goûts ou l'orientation de son exploitation.

Déjà, avant l'arrivée de A. Pousset, nous avions réalisé quelques essais de culture de blé qui nous avaient favorablement informés sur les possibilités de notre sol. La méthode Coïc (Apport fractionné de l'azote), la désinsectisation de nos terres

infestées de taupins (ver fil de fer), l'utilisation de variétés à haut rendement tel que "Capelle", énergiquement déconseillées dans nos régions par les hommes "compétents" en la matière, nous avaient permis d'atteindre des rendements dépassant les 40 Q/Ha, voire 50 Qx dans des essais en 1955. Ce qui doublait largement les rendements habituels.

La présence de A. Pousset, qui avait fait un stage au CETA du Mantais et à la Maison de l'Élevage de l'Eure, va donner une impulsion nouvelle à nos recherches. Le maïs grain arrive en 1952 dans une ferme du CETA; Il va faire l'objet de nombreux essais afin de déterminer la meilleure variété adaptée à notre climat. L'orge est également l'objet de beaucoup de soins, les succès seront tels que cette céréale va, dans les années 60, supplanter en partie la culture du blé.

On étudie en même temps, à partir d'analyses répétées, la teneur en différents éléments de nos terres, les carences, les améliorations à apporter. Les engrais traditionnels sont remis en cause et nous exigeons de nos fournisseurs des engrais à teneur élevée, parce que moins cher à l'unité fertilisante et moins exigeante en main d'oeuvre; et parfois même des livraisons en vrac pour certains engrais.

En Septembre, je fais partie d'une mission d'études de 12 jours dont le but est d'analyser les méthodes et les résultats de la production fourragère en Angleterre, et en particulier la production d'herbe. J'y découvre surtout une clôture électrique très efficace qui permet le pâturage "tournant" ou par bande; et je constate aussi que les Anglais savent utiliser leur climat pluvieux pour produire de l'herbe.

On fait alors le point au CETA : nos sols répondent bien, nous avons un climat tempéré, une pluviométrie relativement bien répartie, des hivers doux. Nous pouvons donc produire en sachant utiliser l'azote, beaucoup de fourrage pour nourrir notre cheptel,

mais il nous faut produire de l'herbe nettement moins exigeante en main d'oeuvre.

En analysant ces données et les décisions qu'elles impliquent, nous prenons conscience du retard considérable de nos méthodes d'élevage bovin.

Toutes les fermes de la région pratiquent l'association culture-élevage. Mais les revenus bovins arrivent à peine à 60 % des revenus de la culture à l'Ha. Quelques comptabilités du groupe sont affirmatives sur ce point. Et en plus les contraintes de l'élevage sont nettement plus lourdes que la culture, notamment pour les femmes. Ce déséquilibre tient en grande partie au peu d'intérêt que le paysan porte à l'alimentation de ses bêtes. C'est un bon cultivateur qui obtient de bons rendements alors que souvent les soins au troupeau sont confiés à la femme et que l'alimentation reste traditionnelle. Plusieurs membres du CETA envisage d'abandonner l'élevage bovin mais la tradition "interdisait" une telle entorse sans parler du scandale dans l'entourage. L'argent du beurre alimentant régulièrement le budget de la ménagère, était aussi important à considérer. L'élevage est donc considéré comme un mal nécessaire destiné à entretenir, par le fumier produit, la richesse en humus des sols.

Ce mal est le produit de deux causes essentielles : les limites de la race bovine et les carences de son alimentation. C'est évidemment sur celle-ci qu'il faut porter nos efforts si nous voulons obtenir des résultats rapides et encourageants. Les rations ne sont équilibrées qu'à une certaine période de l'année. Elles sont uniformes et ne tiennent pas compte ou très peu de la production et des besoins de chaque bête. Le printemps se caractérise par une pointe de production avec gaspillage du fourrage et ensuite sous-alimentation avec parfois une soudure difficile à la fin de l'hiver.

LA REVOLUTION DE L'HERBE.

Notre programme fourrager va donc chercher à obtenir une production fourragère plus intensive, plus régulière, mieux équilibrée. Cette intense production que nous décidons ne sera obtenue que si nos prairies naturelles au rendement trop faible, 1200 à 1500 U.F (Unités Fourragères) * à l'Ha soient mieux utilisées. Leur flore date de plusieurs années et provient souvent de balayures de greniers à foin avec prédominance de "laineuse" (Houlque laineuse). Elles ne reçoivent que quelques tonnes à purin et un peu de terreau, les engrais étant réservés aux cultures.

Nous décidons donc de bouleverser ce laisser-faire traditionnel.

Déjà un membre de CETA avait, en 1951, retourné de vieilles prairies ce qui avait provoqué quelques bruits dans la région car la tradition considérait que le "soc était l'ennemi du pré". Le maïs qui avait suivi ce labour affichait une vitalité étonnante suivie d'un rendement intéressant.

* une U.F. = 1 kilo d'orge

Les membres du CETA décident donc de labourer leurs prairies et de les inclure dans l'assolement, à part les endroits inaccessibles aux machines, mais où un effort de drainage en poterie sera réalisé dans les années qui suivront.

Cette initiative des pionniers soulève les moqueries de certains, la méfiance des autres. On attend les résultats.

Quelques années plus tard l'initiative de quelques uns est devenue la pratique générale. Le retournement des prairies naturelles a été dans l'évolution de la Région de Loudéac une étape aussi importante que le défrichement des landes un siècle plus tôt. Les surfaces toujours en herbe sont passées de 11 723

Ha en 1936 à 7 486 Ha en 1962 pour la zone étudiée, et de 16,52 % à 12,76 %. Ces chiffres ne traduisent que partiellement la réduction effectuée, l'expression "pâturage" étant un terme équivoque. Les prairies artificielles sont les grandes bénéficiaires de cette réduction. Leur superficie varie de 7 867 Ha en 1936 à 12 168 Ha en 1962, c'est-à-dire de 11,80 % à 20,75 % de la surface totale.

De cette substitution résulte une prodigieuse amélioration de la production fourragère et, par là, un accroissement de l'élevage et des produits animaux. Dès 1955 nous avons découvert la supériorité de la rotation pré-terre de culture à la succession pré au pré. Cette modification allait être l'élément d'ébranlement de l'équilibre existant, comme un siècle plus tôt, l'incorporation des landes avait bouleversé son régime séculaire. C'est le départ d'un nouvel effort dans l'utilisation rationnelle et intensive des ressources locales et une véritable révolution dans les usages et la mentalité paysannes. René Dumont participant à une réunion de CETA en Mars 1954 nous encourage vigoureusement dans ce sens.

Dès la fin de 1953 et le début de 1954 les essais sont mis en place. En Avril 1954, équipé d'une nouvelle clôture électrique, j'installe le paturage par bandes dans une prairie artificielle de Ray-grass d'Italie convenablement azotée.

Par un bel après-midi du début de Mai, le CETA ayant organisé une visite générale, une cinquantaine d'agriculteurs restent véritablement ébahis devant les résultats (une simple banalité actuellement). Les vaches paissant un R.G.I. (Ray-grass d'Italie) de 25 cm sans gaspillage, maintenues par un simple fil et les génisses utilisant les restes également gardées par la clôture. Cette visite reste mémorable et largement confirmée par la suite chez les différents membres du CETA.

Mais il nous faut autant que possible avoir de l'herbe toute l'année pour "raccourcir l'hiver par les deux bouts". C'est alors que

A. Pousset procède à quelques essais timides de Dactyle, herbe qui pousse naturellement et vigoureusement au bord des routes et au pied des talus. Il en récolte quelques graines, les sème et les résultats sont très encourageants et très prometteurs. Le Dactyle et la Fétuque vont devenir des éléments importants de notre programme fourrager.

Par des semis bien étudiés dans le temps, de RGI ou anglais, de dactyle et de fétuque employés seuls ou en mélange avec du trèfle violet, de la luzerne ou du trèfle blanc, nous arrivons à produire de l'herbe appétente et productive quasiment toute l'année. Car nous voulons faire paître nos animaux au moins 11 mois sur 12, donc maintenir dans la pâture les animaux, pratiquement toute l'année, jour et nuit, à part évidemment les laitières qu'il faut rentrer pour la traite. Mais c'est aller à l'encontre d'une mentalité bien ancrée qui ne peut admettre que toutes les bêtes ne soient rentrées à l'étable pour la nuit et complètement, dès que l'hiver sévit, alors que les éleveurs normands utilisent depuis toujours un élevage en plein air intégral.

Des essais, là aussi, nous ont largement démontré que des jeunes bovins vivant continuellement dehors, sans couvert, avec possibilité d'abri de talus, bénéficiaient d'une santé et d'une croissance bien supérieures à ceux maintenus dans des étables mal aérées, mal éclairées et constamment sur leur fumier. Là aussi il y a une révolution à faire.

Je cite l'anecdote suivante à ce sujet : Je reçois un jour la visite de deux gendarmes de la brigade de Ploemeur venus s'informer de la réalité de la vie de mes jeunes bêtes constamment dehors, et, si oui, qu'elle est mon opinion à ce sujet. Ils m'informent également être saisis d'une plainte émanant d'un marchand de bestiaux à l'encontre de son voisin et qui ne pouvait admettre de laisser des bêtes "souffrir à ce point dans la neige". Je leur explique, arguments à l'appui, que dans la mesure où ces

jeunes bovins ont un talus pour s'abriter par les périodes de grands vents et un apport de quelques bottes de foin si la pâture est insuffisante, qu'elles se portent beaucoup mieux que leurs congénères dans des étables confinées, et, qu'en tout cas la neige ne nuit aucunement à leur santé. Sans doute partent-ils convaincus car l'affaire n'aura pas de suite.

J'en ai aussi conclu que notre CETA sert déjà de référence...

La clôture électrique, qui va se vulgariser très vite, est un élément essentiel de l'intensification de la production d'herbe et de la permanence du bétail en plein air car elle évite le gaspillage et facilite la repousse de l'herbe. Mais son rôle présente aussi un autre grand avantage : elle supprime le gardiennage ce qui va améliorer considérablement la condition des femmes et des adolescents condamnés, pendant la période des vacances, le jeudi et le dimanche et parfois aux mois de mai et juin, le matin, avant d'aller à l'école, à la garde des troupeaux.

Le vaste programme fourrager va connaître des résultats inespérés : de 1500 UF/Ha on passe à 6000 voire 10 000 UF/Ha au bout de 3 ans. Quelques résultats atteignent 12-13 000UF grâce à l'association de graminées + légumineuses. Ainsi les prairies artificielles connaissent un accroissement considérable. Les statistiques montrent d'une façon éclatante à l'échelon départemental la progression de ce changement et la confirmation de l'action des CETA des groupements de vulgarisation. Les Côtes d'Armor qui avaient 8 000 Ha en 1950 en ont 30 000 en 1955, 37 000 en 1957 et 60 000 en 1963 !

Ces résultats nous confortent dans le choix de la production intéressée de l'herbe fort judicieux à tout point de vue. Des calculs effectués en mars 1957 nous démontrent que l'U.F coûte 10F en herbe pâturée, 15F en choux et fourrages fauchés, 20F en betteraves danoises, 22F en ensilage, 25F en foin et 30F à 40F en aliments concentrés.

Dès 1954 le CETA s'occupe de la mécanisation de la production de foin et d'ensilage : la barre de coupe est vulgarisée, le rateau-faneur est de plus en plus utilisé et l'achat en commun de presses-ramasseuses est encouragé.

L'ensilage est l'objet de beaucoup d'attention car c'est une pratique qui demande des soins particuliers : des analyses fréquentes de fourrage ainsi conservé sont pratiquées afin d'améliorer constamment l'équilibre des rations.

Alors les résultats sont connus et reconnus dans la région. René Dumont m'écrit (la lettre ci-jointe) et me presse de lui fournir nos résultats, les chercheurs de l'INRA, des professeurs de l'Ecole d'Agriculture de Rennes et beaucoup d'autres instances publiques ou privées se renseignent, suivent nos essais. Le Professeur René Dumont tenait à l'époque la Chaire d' "Agriculture comparée" à l'Ecole Nationale d'Agronomie.

En décembre 1960 la chaire d'économie rurale de l'ENA de Rennes procède à une enquête sur la région sous la direction de Monsieur Pautard. Elle est réalisée par 18 élèves-ingénieurs de troisième année, sous le patronnage des Organisations Agricoles et faite par tirage au sort au 1/20 des exploitations agricoles de 5 à 50 Ha.

La renommée s'étend hors de Bretagne. A partir des années 55 nous sommes constamment sollicités pour accueillir des visiteurs. Des cars entiers débarquent dans nos fermes, venant de toutes les régions de l'Ouest. Et, oh surprise, des agriculteurs de la Manche, de la Mayenne, de l'Orne, de cette plantureuse Normandie dont nous avons appris, à l'école, qu'elle était la région de l'herbe par excellence, viennent chez nous "prendre de la graine". On a vu jusque 4 cars dans la même journée dans une exploitation. Ces visites devenant très accaparantes, surtout

dans la période des foins, aussi nous sommes dans l'obligation de les régler. Elles ne sont acceptées que le lundi.

Si nous sommes flattés des félicitations que nous adressent nos visiteurs, nous en sommes cependant quelque peu étonnés. Car, après tout, qu'avons-nous fait ? Utilisant le "voir - juger - agir" nous avons voulu, dans le premier stade, étudier nos possibilités en nous déplaçant à l'extérieur : Normandie (Eure), Angleterre, Maine et Loire, etc... et bien découvrir nos handicaps qui étaient surtout d'ordre routinier. Ensuite, forts de la connaissance de notre potentiel, nous avons conclu que la production fourragère était notre atout majeur pour rendre nos élevages rentables, dans une région où ils jouissaient d'un climat favorable. Alors nous procédons à de nombreux essais, utilisant à 100% la compétence et l'imagination de notre excellent technicien A. Pousset. Ces essais entrepris d'une façon méthodique et rigoureuse par un groupe bien décidé débouchent vite sur des résultats concrets et très prometteurs.

Le maïs a déjà fait son apparition dans la zone dès 1952. Mais il n'a pas connu une grande extension car son désherbage se heurte à des problèmes insolubles. Par contre, dès la découverte des simazines et des atrazines au début des années 60, permettant un désherbage de bonne qualité, son développement est considérable et va modifier les régimes alimentaires des bovins.

CHANGER LE CHEPTEL

Mais l'obtention de ces résultats n'est, pour nous, qu'une demi-satisfaction. Le fourrage est une matière première qui demande à être transformée, en lait principalement. Si la révolution de l'herbe est gagnée, celle de l'élevage va

commencer. La race dominante est l'armoricaine en 1954. Elle est née d'un croisement de la race locale pie rouge et d'un taureau anglais Durham. Avant la guerre, Le Vézouët et les Comices Agricoles, l'avaient davantage orientée vers la production de viande que le lait. Au contrôle laitier, très peu répandu, elle accusait un rendement moyen de 109 Kg de beurre par an. Certains membres du CETA obtiennent 250 Kg avec de bons sujets, mais tous reconnaissent que cette race a "50 ans de retard sur la normande et 100 sur la hollandaise".

Le CETA conseille donc prudemment vers la normande aussi bonne laitière que grande consommatrice. Après plusieurs démarches de notre part, la D.S.A. autorise (lettre ci-après), l'insémination en taureau normand dans les étables du CETA uniquement, alors que celle-ci n'est pas autorisée au sud de la ligne Paris-Brest ! La recherche d'une ration équilibrée devient une des préoccupations du CETA. Nous sollicitons des contacts avec les spécialistes de la Recherche Zootechnique, de l'INRA, des services vétérinaires, des maisons d'aliments. L'adhésion au contrôle laitier va faciliter aussi la progression des rendements.

La remise en cause de la race armoricaine suscite dans la profession, peu habituée à de pareils bouleversements, des réactions assez vives. Les tenants de l'ordre établi s'inquiètent d'initiatives aussi hardies prises en dehors d'eux. Mais dans ce domaine comme dans celui de la production de fourrage, le progrès a tout bousculé sous la pression de l'évidence.

En novembre 1956 je participe à un voyage en Allemagne organisé par la Copall, pour étudier la formule d'un camion trayeur déjà utilisé dans les plaines de Westphalie. De plus en plus, l'augmentation du cheptel pose des problèmes d'ordre familial, les femmes étant toujours responsables de la traite. L'adoption de cette formule associative est envisagée mais comment trouver 120 vaches de qualité sur un parcours de 40 Km ? Aussi l'idée est abandonnée.

L'intention de notre ingénieur A. Pousset était de devenir à son tour chef d'exploitation. Au début de 1956, il nous annonce son départ pour "prendre" une ferme dans la Sarthe. C'est avec beaucoup de regret que nous le voyons partir. Il a été le pionnier du CETA. Sa compétence, sa dynamique de progrès jointes à des relations très chaleureuses a d'emblée obtenu la confiance des membres du CETA et une collaboration sans faille. Il est un des éléments principaux de la réussite de la Révolution fourragère, jouissant de l'estime des organismes professionnels et officiels. Il est l'entraîneur indiscutable qui correspond aux besoins de cette période de démarrage.

J. Pluvinage ingénieur-agronome nous vient de la Brie connaissant bien la "grande culture". Lui aussi arrive au moment opportun. Nos premiers succès avaient quelque peu perturbé nos exploitations, bouleversé nos assolements, augmenté nos occupations en matière d'agronomie et d'élevage. Il faut y mettre de l'ordre, établir des plans à court et moyen terme, éliminer peut-être certaines productions pour se spécialiser dans d'autres, etc...

Pousset est l'ingénieur des "corps francs", Pluvinage est l'homme qui organise et aménage l'occupation du terrain : <<l'augmentation de votre production, si nécessaire soit-elle, ne doit pas se faire au détriment de vos conditions de vie, se traduire par un surmenage pour vous et vos épouses>> est un conseil souvent répété.

Déjà avec A. Pousset nous nous penchons de plus en plus sur les problèmes de gestion, gestion qui devient de plus en plus indispensable. Etant administrateur de la FNCETA, j'attire l'attention du Directeur de la Chambre d'Agriculture sur la nécessité de créer un organisme départemental de comptabilité et de gestion. Les différents CETA des Côtes du Nord, existant à l'époque, interviennent également dans ce sens auprès de la

Chambre d'agriculture et le Centre est créé le 22/02/1955 (lettre ci-après).

J. Pluvinage, très attentif aux problèmes de gestion, bénéficiera comme son "bouillant" prédécesseur de l'entière confiance des membres du CETA ainsi que celle de nombreux organismes officiels et professionnels avec lesquels nous collaborons.

La diminution du travail et sa pénibilité est avec l'élevage et la culture la préoccupation majeure du CETA. A sa fondation quelques tracteurs existent dans des fermes importantes mais on ne peut s'imaginer qu'une exploitation agricole puisse se dispenser complètement de traction animale pour les menus travaux. Grâce à l'action du service machinisme de la FNCETA nous nous orientons, dès le début, vers l'achat de tracteurs relativement légers, dotés d'outils portés, facilement adaptables à tous les travaux de la ferme, alors que l'habitude est aux tracteurs lourds, puissants mais réservés à quelques travaux.

Déjà en 1952, un membre du CETA avait réalisé la mécanisation intégrale de sa ferme. Ses collègues vont s'orienter soit vers des achats individuels mais le plus souvent vers des formules associatives. Les CUMA vont ainsi naître et prendre une grande extension.

Au début des années 60 un membre du CETA équipe sa moissonneuse-batteuse pour le transport en vrac. Malgré un certain scepticisme du début, la généralisation est effectuée très rapidement.

L'évolution de l'outillage dans les années 50-60 a été prodigieuse. Elle a bénéficié de l'action des CETA et des groupements de vulgarisation mais parfois hélas jusqu'au suréquipement.

Des progrès considérables sont également réalisés dans le domaine des installations d'élevage. J'ai déjà déploré, dans les pages précédentes, notre vieille mentalité de maintenir nos bovins en claustration quasi-complète. Un membre du CETA avait déjà réalisé en 1956 une stabulation libre équipée d'une salle de traite qui apporte les avantages que tout éleveur connaît actuellement. Malheureusement l'administration du Génie Rural subventionne assez largement un système d'étables entravées où les bêtes "bénéficiaient" d'un sol cimenté avec couloir mais continue les inconvénients de la claustration même si l'aération est améliorée. Ce système, exigeant une surface plus grande par animal, diminuait d'autant la capacité de logement de l'étable. On assiste donc à cette situation aberrante où des étables, certes améliorées, mais périmées, sont subventionnées et les stabulations libres et salles de traite, assurant une meilleure santé des animaux, l'obtention d'un lait plus propre, et diminuant la main d'oeuvre, sont désavouées puisque ne bénéficiant pas des aides des Pouvoirs Publics. Mais vers 1958-1959, l'évidence était telle que le Génie Rural accepte de reconsidérer son mode d'attribution des subventions.

CREATION DE LA MAISON FAMILIALE ET D'APPRENTISSAGE RURAL ET DES CENTRES DE VULGARISATION AGRICOLE.

Après le scepticisme et la mise en doute de notre formule associative par une partie de l'opinion agricole, voilà que des résultats valables et durables viennent en confirmer la qualité et la valeur, force lui est donc pour elle de modifier son attitude. Celle-ci et son retournement ne nous ont pas étonnés. Par contre nous sommes sensibles aux critiques qui nous sont parfois adressées : "Vous profitez des deniers publics pour réaliser des essais et vous en conservez égoïstement les résultats". Si apparemment cette critique semble valable, en réalité elle n'est

pas fondée. Dans le milieu rural le progrès est avant tout lié à des structures de relais. Le CETA est cette structure légère et souple où chacun se sent concerné, participant à part entière, afin qu'il y ait un climat de confiance voire d'amitié entre les membres et que ce climat et ces conditions ne sont obtenues que s'il existe des affinités entre les membres. Les réussites du CETA de Loudéac sont dûes en partie au climat de confiance et d'estime réciproques existant entre ses différents composants.

Dès la fin de l'année 1954 nous réfléchissons aux moyens de faire connaître nos résultats à toute la région.

Dans la région de St Etienne, un prêtre novateur s'est vivement intéressé à notre travail de progrès dont un des résultats est de favoriser la promotion humaine. A l'occasion de nos nombreuses rencontres nous prenons conscience de l'urgente nécessité de la formation agricole pour les jeunes et l'inexistence de moyens adaptés pour répondre à ce besoin capital. C'est alors que les principaux responsables du CETA, mais agissant en tant que pères de famille, fondent le 06 septembre 1953 la Maison Familiale d'Apprentissage Agricole Rural avec la participation active de l'Abbé Radenac qui va s'engager totalement dans cette réalisation. On connaît le mode de formation de ces M.F basée sur l'alternance, très décriée à l'époque, mais admise actuellement.

Les parents d'élèves sont invités par les moniteurs à suivre de près les réalisations du CETA. Mais tout de suite apparaît un décalage, même dans le vocabulaire, par exemple : qu'est-ce qu'une U.F, une U.T.H., etc ...

C'est alors qu'à une assemblée générale de la M.F. le 10 octobre 1954 un père de famille, inquiet de son retard, pose la question suivante : << Pourquoi n'y aurait-il pas quelque chose pour nous ? >>

L'idée fait très vite son chemin et le 13 février 1955, à St Etienne, naît le Centre de Vulgarisation Agricole, en présence d'une centaine d'agriculteurs des communes environnantes. (Voir les coupures de presse de l'époque). Ce CVA, fonctionnant avec les mêmes méthodes que le CETA, est sans doute une réalisation unique en France puisque des demandes de renseignements arrivent de plusieurs régions françaises.

Ainsi le CETA va pouvoir bénéficier de ces 2 canaux efficaces pour diffuser ses résultats, quand évidemment, ils sont confirmés. La M.F, par ses deux moniteurs assurent l'assistance technique du CVA. L'ingénieur du CETA apporte sa contribution pour la diffusion du progrès. Ainsi un nombre important d'agriculteurs va pouvoir bénéficier directement des explications et des mises au point nécessaires des avancées du CETA, et chaque agriculteur adhérent au CVA jouera, au niveau de son village, un rôle d'entraînement. Et alors toute la région se met en route....

Il existe également une vieille méthode qui a toujours été pratiquée dans nos campagnes avec succès : c'est tout simplement le "regard par-dessus le talus". Je peux personnellement en témoigner me rappelant les nombreuses voitures qui, le dimanche, circulent lentement sur les chemins bordant mon exploitation !

Un autre exemple : Un de mes voisins, à qui je fais part de l'inutilité de cette corvée d'aller faucher tous les matins la "pension" des bêtes et de la leur servir et qu'il est 10 fois plus simple et plus économique de les envoyer la récolter elles-mêmes directement, me répondit : << OH, ça ne me déplaît pas, je continuerai ainsi >> Quelques temps après devant la généralisation de la méthode et du ridicule de sa position, il s'empresse d'abandonner celle-ci.

La presse contribue également à créer une ambiance générale d'évolution en se faisant l'écho de nos travaux par ses reportages sur nos différentes manifestations auxquelles sont réservés de larges places.

Que l'on se rappelle les importantes journées de la motoculture de St Bugan à Loudéac, début octobre 1955, auxquelles le CETA apporte une participation active et qui réunit une foule considérable d'intéressés.

Tous les agriculteurs sont invités par différents contacts ou démarches personnelles à participer aux réunions des CVA, mais il y a toujours dans chaque société des personnes réfractaires à toute organisation et toujours prêtes à critiquer. Cependant ces personnes entraînés par le mouvement général d'évolution suivent inconsciemment. Leurs enfants d'ailleurs, parfois, les mettent en demeure d'innover s'ils veulent avoir un successeur dans la ferme.

Les innovations révolutionnaires du CETA sont largement commentées dans les "chaumières", personne dans la région ne peut ignorer les transformations. Les membres du CETA et CVA s'imposent des cotisations importantes à l'Ha et des essais dont les résultats ne sont pas toujours concluants. Pourquoi ceux qui se prétendent délaissés, alors que tous ont été invités, ne sont pas capables d'accomplir une simple démarche ?

J'ai toujours constaté qu'une Société, quelle qu'elle soit, n'évolue que par des "équipes de pointe" parfois très réduites, qui vont de l'avant, n'hésitent pas à prendre des risques. Une autre, le gros de la troupe, attend la réussite ou l'échec, pour bénéficier de l'une et éviter l'autre, l'autre partie, enfin, est plus encline à regarder le passé que l'avenir. Mais finalement l'équipe de pointe joue le rôle de locomotive et c'est toute la région qui avance.

Par contre il faut considérer comme positive l'initiative prise par un groupe d'agriculteurs de Loudéac et Plémet qui décident de créer le CETA des Trois Croix et de demander Mr A. Perrault, alors chargé de cours agricoles au CEG de Loudéac, comme technicien. Mieux vaut créer deux groupes où chacun se trouve à l'aise, qu'un groupe plus important où la confiance et la spontanéité sont difficiles à établir. Ce CETA a apporté sa contribution à l'évolution générale de la région, s'adressant à une catégorie d'agriculteurs qui, pour des raisons particulières, ne sont pas attirés par le CETA de Loudéac et les CVA. Il a donc joué un rôle de complémentarité et le mot émulation convient mieux que celui de concurrence, employé à l'époque par certains.

A la fin des années 50 les CETA se sont multipliés dans le département et atteignent le nombre de 20. Des contacts apparaissent nécessaires afin de coordonner, de confronter nos actions. Et aussi de déterminer une attitude commune dans nos relations avec les instances départementales aussi bien administratives que professionnelles. Une fédération des CETA des Côtes du Nord est donc constituée dont J. Morvan de Goudelin devient Président.

A cette époque la réussite de l'Action des CETA n'est plus à démontrer.

Le mérite de ce CETA est incontestablement, d'avoir contribué à créer des structures de groupes, CVA, GVA, parfaitement adaptées à la mentalité paysanne et aux besoins, constituant un ensemble cohérent, utilisant ce que l'on a appelé la dynamique de groupe, et bénéficiant de l'entente et de la collaboration constante entre les responsables et les techniciens, tous animés par une volonté de progrès et d'abattre les routines. Il sera, à d'autres, plus facile de suivre que d'innover.

Ces bouleversements, commencés dans la région de Loudéac, se sont répercutés dans la plupart des zones du

département. Les responsables départementaux de la profession n'ont pu rester indifférents à cette transformation venant du fond des villages avec ses méthodes efficaces.

C'est alors que Y. Le Cozannet, Président de la Chambre d'Agriculture nous sollicite (trois présidents de CETA) pour siéger dans cette organisation. Déjà des contacts antérieurs avaient été établis avec le Président (comme je l'ai signalé plus haut) afin de constituer le Centre de Gestion et de Comptabilité le 25/02/1955. Mais la Chambre n'avait pas, à l'époque, éprouvé la nécessité de créer un service technique à la hauteur des besoins exprimés.

Mais au tout début des années 60, elle décide de créer ce service important pour aider tous les groupements existants et engager une vulgarisation de masse en utilisant les groupements en place.

Déjà le Conseil Général du département, également sensibilisé aux besoins des agriculteurs, avait procédé à l'installation d'un technicien par canton. Cette superposition de ces derniers dans nos campagnes ne peut que créer des tensions, des rivalités, alimenter les polémiques et, en définitive, compromettre la portée et la réussite des actions entreprises.

La sagesse va vite l'emporter. La Chambre d'Agriculture se voit confier l'exclusivité de la vulgarisation dans le département. Et aussi, elle va pouvoir aider cette vulgarisation par la mise à la disposition des groupements structurés, des techniciens qui pourront ainsi assurer une vulgarisation de masse. Notons également que la vulgarisation féminine ayant débuté vers 58-59, va être soutenue par la Chambre.

Ainsi un double mouvement s'est opéré depuis 10 ans.

Des agriculteurs se regroupent à la base, prennent en mains leur propre essor technique, prouvent la valeur de leurs méthodes, démontrent leurs réussites, et alertent les "pouvoirs" professionnels et administratifs = mouvement ascensionnel.

Ensuite ceux-ci, conscients de leurs responsabilités, convaincus de l'efficacité des groupes de base, décident d'apporter leurs concours financiers et techniques sous différentes formes = retour vers la base.

PHASE DE DIFFERENCIATION.

Les succès brillants obtenus par le CETA dans la période 54-59 ne pouvaient continuer. Il n'est plus, en 1960, le groupe solide allant de succès en succès, découvrant de nouvelles méthodes. Son programme fourrager a trop bien réussi, mais aboutit à une surproduction que le cheptel n'arrive pas toujours à absorber. Alors que quelques uns poursuivent cet effort d'intensification du troupeau, d'autres se laissent séduire par des spéculations animales différentes : porcs, aviculture.

L'heure est donc aux commissions spécialisées plus adaptées que le CETA polyvalent. Les membres s'engagent dans des structures professionnelles qui sont les prolongements économiques de leurs succès techniques, créées ou à créer et se laissent absorber par des responsabilités précises. Le CETA connaît alors une certaine désaffection, une relative désintégration par son éclatement en sous-groupes plus vivants, et conséquence aussi de l'accroissement vertical des fermes.

L'homogénéité du départ n'a pas résisté aux efforts intensifs des rénovations. Au bout de cinq, six ans le décalage s'accroît entre les membres, tout le monde n'évolue pas à la même cadence et des options diffèrent.

Les contacts réguliers avec les chercheurs, les différentes instances professionnelles ou officielles, voire universitaires contribuent à créer des différences d'appréciation sur certains sujets en particulier économiques. La vitalité et l'influence du CETA désertent l'association-mère pour se reporter sur les filiales.

A quoi bon les prouesses technologiques si elles ne sont pas prolongées par des décisions économiques ? Nous en sommes de plus en plus persuadés. Mais nous avons un sentiment de frustration qui domine nos réactions : nous accusons la mauvaise organisation des marchés et un surnombre d'intermédiaires d'absorber la plus value de nos efforts. La phase technique nous avait enfermés dans nos exploitations, voilà que la phase économique nous jette au dehors et va nous montrer que la survie de nos entreprises dépend d'une réforme de structures de commercialisation aussi bien en amont qu'en aval.

L'esprit coopératif forgé dans les mouvements de jeunesse et épanoui dans nos groupements techniques va pouvoir s'exprimer dans une rigoureuse organisation économique. Ce qui n'ira pas sans difficultés car il va falloir sans cesse concilier l'idéal coopératif avec la nécessité de l'efficacité économique.

Depuis plusieurs années déjà plusieurs membres trouvent des revenus supplémentaires appréciables dans l'élevage avicole : poulaillers construits avec des moyens du bord ou locaux d'exploitation aménagés à peu de frais.

Nous cherchons donc à développer cette production de façon plus rationnelle.

Après différentes crises dans la vente du poulet, plusieurs membres du CETA et des amis décident de créer une coopérative, qui deviendra la coopérative avicole de la vallée du Ridor présidée par L. Martin. En 1959 d'autres membres, producteurs

d'oeufs demandent à la Coopall d'assurer la vente des oeufs et d'ouvrir un centre de conditionnement. Le CETA encourage ces efforts et abandonne à ces organismes commerciaux les problèmes économiques. Mais il n'en poursuit pas moins la recherche technique par la création du "CETA avicole des C. du N." composé d'une dizaine d'aviculteurs de ce département.

Le porc a toujours tenu une place importante dans la production agricole de la région. Dès le début le CETA inscrit à son programme de travail l'alimentation fermière des porcs. Le 03 décembre 1954, une conférence de Mr Fevrier, Directeur du Centre de Recherches Zootechniques de Jouy en Josas, relance l'intérêt pour cet élevage. Il nous expose les qualités requises des aliments, insiste sur les avantages de l'orge et des betteraves danoises et surtout oriente vers la vente "à la qualité" et le classement des carcasses. Une visite à la porcherie industrielle de Doué la Fontaine dans le Maine et Loire en juillet 55, nous révèle les meilleurs progrès réalisables dans cette branche d'activité.

Cet intérêt croissant aboutit à la création du Syndicat d'Elevage de St Caradec le 22 février 1956 à l'initiative de deux membres du CETA : H. Guillaume et J. Lucia. Le 15 décembre 1960 des animateurs du Groupement de Productivité de Plouguenast créent également le Syndicat d'Elevage Porcin de Plémy.

En 1958 le CETA intensifie ses études sur le porc dans le cadre de sa commission porcine spécialisée. Le CVA de la région poursuit un effort comparable.

Un nouvel ingénieur A. Corbel, remplaçant J. Pluinage, communique une nouvelle impulsion à cette orientation. Lors de l'assemblée générale du CVA de la région de Loudéac le 19 avril 1959 la décision est prise de créer un syndicat de production de porcs et de fonder une commission de 12 membres pour approfondir le problème. De cette étude allait sortir une

structure commerciale : la Coop-viande de Loudéac, en avril 1960 et un organisme de recherches le CETA porcs formé le 21 septembre 1960. H. Guillaume préside ce CETA assisté de F. Audrain et R. Jégard.

Il faut rappeler dans le domaine de la production laitière, l'influence du CETA à l'intérieur de la coopérative laitière de Loudéac créée en 1949 et dont j'avais été l'un des membres fondateurs. J'ai déjà fait état plus haut de la faible production laitière pendant les mois d'hiver dans les fermes par suite d'une alimentation largement déficiente. Cette situation présente un handicap sérieux pour la coopérative au niveau de ses amortissements. Elle est donc intéressée au plus haut point par les acquis de la Révolution Fourragère. Le CETA ne manque pas d'utiliser ce merveilleux canal de diffusion qu'est le service technique de cette coopérative pour faire connaître ses résultats.

Dans les années 70 une carte de la production laitière des Côtes du Nord affichée dans un bureau de la Direction Départementale de l'Agriculture, attire mon attention sur la densité plus grande de la production laitière dans notre région : Mr Guyomard, alors ingénieur à cette Direction (maintenant Directeur Régional de l'Agriculture à Rennes) m'assure que c'est le résultat de l'action de nos groupements.

Ainsi la découverte du potentiel important de production laitière de notre région, grâce à l'action de tous nos groupements, a incité des firmes privées qui jusque là avaient négligé la Bretagne, à venir y investir, en particulier dans notre Centre Bretagne, en plus de la coopération agricole déjà existante.

Cette transformation de la région, conséquence des découvertes techniques, s'applique à tous les secteurs d'activité. Mais il est une amélioration qui a bénéficié plus directement de la poussée du CETA et des Groupements de Vulgarisation : je veux

parler du remembrement. La division extrême des fermes en petites parcelles; bordées de forts talus plantés de grands arbres, desservis par des chemins étroits bien souvent, et, impossibles pendant les mois d'hiver, interdit tout progrès. Aussi il ne faut pas s'étonner des vigoureuses interventions des membres du CETA et ensuite des Groupements de Vulgarisation auprès des municipalités pour accélérer cette amélioration fondamentale.

CONCLUSION.

Nous voilà donc engagés en grande partie dans des organismes coopératifs dont la création et l'animation sont à mettre à l'actif du groupe.

Dans ce domaine nous n'allons pas connaître l'euphorie des succès techniques. Les difficultés sont d'une autre nature, exigeant pour les résoudre, réflexion, formation, de multiples contacts, une parfaite compréhension et un débat continu entre les responsables afin de dégager des lignes directrices. Mais des "sensibilités" différentes sont apparues ainsi que des influences extérieures compliquant encore la situation.

Depuis 10 ans ces groupements techniques ont passablement "bousculé" l'ancien ordre établi. L'arrivée aux responsabilités professionnelles de ces "perturbateurs" n'est pas sans inquiéter certains "intérêts particuliers". Faut-il espérer que, dans 10 ans seulement, des militants acquièrent assez de maturité pour découvrir le jeu de ces intérêts dont le but est de diviser pour régner ?

La concrétisation des succès du CETA et des Groupements de Vulgarisation sur le plan économique crée un enjeu trop important pour que des influences partisans ne s'exercent pas avec beaucoup de vigueur. Les responsables de l'époque ont-ils possédé assez de maîtrise ou de clairvoyance ? En tout cas de profondes dissensions sont apparues au moment le plus délicat de la construction économique. Les grandes convergences dont nous nous réjouissions sont devenues de profondes divergences. Les sérieux espoirs entrevus n'ont pas été réalisés. De précieux collaborateurs espérés ont préféré d'autres cieux. Les réussites doivent-elles donc nous dispenser de la solidarité qui serait l'apanage du faible ?

Comment peut-on se dépersonnaliser ainsi dans une organisation économique considérée comme une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un moyen, parmi d'autres au service des hommes ?

Des réalisations agro-alimentaires, avec des centres de décisions loudéaciens n'ont pu se construire dans ce climat de chacun pour soi. La région en souffre toujours...

Aussi je ne peux résister au désir de citer cette réflexion d'un philosophe que je crois, très appropriée, et qui disait à peu près ceci en parlant des hommes : « Donnez leur des matériaux ils bâtiront une cathédrale, mais donnez leur un trésor à partager, ils se battront ! »

Dans ces quelques pages j'ai voulu décrire ce qu'était le CETA, l'esprit qui l'animait, ses réussites, son influence. Ce CETA n'était pas une fin en soi, mais le moteur qui donnait l'impulsion à la fusée et, l'élan donné, n'avait plus sa raison d'être, du moins dans sa forme d'origine. Certes, étant au centre de toutes les décisions, du moins jusqu'en 1960, il m'appartenait d'écrire cette épopée où j'ai donné le meilleur de moi-même, épopée qu'un témoin a qualifiée d'exaltante. Mais la contre-partie est qu'il est

toujours délicat de parler de soi-même, on ne peut être juge et partie. Avec 35 ans de recul, je crois avoir un peu plus de chance d'être impartial. Ai-je réussi ? Au lecteur de juger...

J'ai voulu cependant apporter quelques commentaires au récit afin de le rendre plus vivant et d'en augmenter la saveur sans toutefois en altérer l'objectivité.

Et au moment de conclure, je pense à tous ces amis du CETA, des CVA, des M.F dont certains, hélas, ne sont plus de ce monde, à tous ces collaborateurs, ingénieurs, techniciens, chercheurs, professeurs, tous devenus des amis et à qui nous devons beaucoup. Nous étions animés par la volonté de sortir les familles paysannes de leur pénible condition, d'assurer leur promotion humaine et faire de cette région de Loudéac un pays où il fait bon vivre. A tous ces amis également avec lesquels j'ai pu renouer des liens pour la réalisation de ce modeste ouvrage, constater que leurs souvenirs sont toujours bien vivants et leur volonté de progrès à peine émoussée.

A tous ces acteurs qui, sans gémissements ni révolte, se sont engagés totalement dans ces actions techniques et économiques avec un constant souci des autres. Comment pouvaient-ils faire comprendre à un monde sceptique et individualiste, la gratuité de leur engagement ?

Je pense aussi et surtout à toutes ces femmes paysannes qui ont voulu rompre avec leur résignation de toujours et forger, elles-mêmes, comme leurs maris, les moyens de sortir de leur condition malheureuse, constituant ainsi un fait unique jusque là dans notre région.

Comment encore ne pas me souvenir des aumôniers de la JAC : Lemée, Diridollou, Josselin et beaucoup d'autres qui nous ont fait découvrir notre dignité, nos responsabilités, nos solidarités et sans lesquels, sans doute, cette période aurait été toute autre.

Aussi, en conclusion, le lecteur ne s'étonnera pas de cette affirmation : "C'est la valeur des hommes qui fait la valeur d'une région !"

Victor Moisan

- ANNEXE -

Tous les témoignages qui m'ont été adressés ou que j'ai recueillis font état de la JAC et du CETA.

A la question : pourquoi il y avait-il dans la région des hommes décidés à s'en sortir ? La réponse est invariable. « La JAC a formé des hommes et des femmes. Ils ont pris conscience que leur classe est dominée, soumise, résignée. Ils ont pris eux-mêmes en mains leur destinée sans gémissement, sans révolte. Ils pensaient aussi aux autres. »

Unanimité également sur le rôle primordial du CETA, duquel "tout est parti". « Il a déclenché le mouvement - on était émerveillé par ses résultats - sans la JAC il n'y aurait pas eu de CETA - » sont des expressions très souvent prononcées. Un autre témoin : « Le CETA est le grimpeur du Tour de France qui entraîne tout le reste. »

Tous reconnaissent également le travail des centres de vulgarisation agricole, prolongement du CETA, travail de groupe, à l'échelon de la commune, du village.

J'ai voulu aussi joindre à ce chapitre les témoignages de A. Pousset et de J. Pluinage dans leur intégralité, tant leur valeur complète mon travail.

Ainsi que les différentes feuilles, lettres, déclarations de l'époque que j'ai retrouvées dans mes archives.

**TEMOIGNAGE DE J. PLUVINAGE
INGENIEUR DU C.E.T.A. DE 1956 à 1958**

Chers amis,

D'abord je salue l'entreprise de recherche universitaire et les amis bretons.

Le sympathique coup de fil coup de fil de Victor Moisan vient de me ramener à mes débuts, ceux d'un bien jeune technicien de CETA, accompagnant la Révolution Fourragère, l'hébergement de nouveaux cheptels avec les bois débités à la scierie voisine et puis la naissance des groupements coopératifs pour mieux vendre.

Chose curieuse, le téléphone m'a appelé alors qu'après avoir passé une bonne journée à la fabrication d'auges et rateliers avec les planches débitées cet hiver, je rentrais le tracteur en venant de faucher une des jeunes prairies ressemées cette année afin d'avoir plus et mieux sur nos petits vingt hectares de prairies trop naturelles.

Ainsi rien de changé, sauf qu'avant hier ce n'était pas moi, mais un jeune technicien qui était passé me donner de judicieux conseils; J'avais aussi reçu des observations à propos de certaines erreurs commises ! Il faut être humble ...

Je ne crois pas avoir quelque chose d'intéressant à ajouter aux pages de la quarantaine de témoins qui se sont déjà exprimés. Seulement je dirai trois choses :

un souvenir parmi d'autres, une conviction, une interrogation.

Le souvenir - Le premier souvenir :

J'avais écrit une assez longue lettre pour étoffer la brièveté de mon curriculum vitae avec ma candidature au poste de technicien de CETA signalé par le FNCETA. J'avais reçu en retour une très courte lettre du Président du CETA de Loudéac : << Venez, on verra >>.

Le grand train de Paris, puis la " micheline " avec arrêt à Loudéac. Me voilà devant le bureau de la rue de Cadéac. Alain Pousset est absent. Je téléphone à Ker-Anna. Réponse : << on arrive >> Qui " on " ? Le Président sans doute ? Mais voici un vélo et puis un autre, puis des voitures une dizaine d'agriculteurs qui, pendant deux heures, me retournent dans tous les sens. Et je suis à nouveau dans la rue pendant qu'ils débattent de mon sort et du leur. On me rappelle : << On est d'accord, on vous garde, c'est tant. Ça va ? >> Si ça allait ! J'aurais payé pour rester là, à Loudéac, ainsi qu'à Lanvollon et à Hénanbihen où je passais six jours par mois, mangeant et couchant chez les membres de CETA pour économiser les frais....

Si je rappelle tout cela c'est que j'en ai été marqué et que l'épisode souligne la différence avec le système suivant pour les techniciens, celui des institutions aux noms symboliquement bien assis : (maison, chambre, établissement, institut) avec des recrutements par un processus intelligents et administratifs, l'agriculteur recevant comme moi cet été, le coup de fil : << Je suis maintenant votre nouveau technicien et je passerai cet après-midi pour faire le point et voir si tout va bien >>.

Autre époque, autres rapports. Un jour la FNCETA elle-même s'était mise à expliquer à ses techniciens qu'ils devaient être des " animateurs ". Pour remplacer les âmes mortes des CETA ?

Une conviction - C'est que, sous un nom ou un autre, quand ça bouge c'est toujours à partir d'un petit groupe de personnes qui, un, refusent la décadence et croient en un avenir

deux, dans la vérité entre eux, se mettent ensemble pour étudier, s'informer, se former, discuter, voyager, essayer, expérimenter, se visiter, observer, se critiquer et avancer.

Je l'ai bien vécu intensément avec les CETA des Côtes du Nord. J'ai ensuite bien souvent vécu l'inverse, en maintes régions quand il n'y a pas eu cela, quand il y a seulement une tête de file avec des suiveurs ou bien des techniciens avec des agriculteurs isolés.

Une interrogation - Sur cette épopée bretonne, née de la J.A.C. C'est sur les racines de ses limites. Pourquoi est-elle tombée parfois dans une dangereuse démesure ? Pourquoi s'est-elle parfois annihilée dans ses divisions ? Pourquoi s'est-elle parfois laissée dominer par qui valait moins qu'elle ? Pourquoi n'a-t-elle pas toujours su avoir des enfants ? Carence de vie intérieure ? de vie spirituelle ? Manque de féminité ? Je crois qu'il a manqué quelque chose au fond ... Il n'est jamais trop tard à ce plan ! La vie cherche toujours à éclore, surtout quand tout semble s'éteindre et c'est dans la nuit que se voient mieux les petites lumières du nouveau Monde à bâtir

Encore toute mon amitié ,

J. Pluvinage.

J. Pluvinage a 60 ans. Il vient de prendre avec son épouse une ferme de 20 hectares dans l'Aisne, spécialement destinée à recevoir des handicapés.

La Race Normande dans la région de l'OU...

Depuis quelques temps la Vache de race Normande semble vouloir gagner la Bretagne. Les résultats obtenus déjà par certains éleveurs du Nord et du Nord-Est des Côtes du Nord poussent ceux du Sud de ce département à "essayer" la Normande.

La Normande est incontestablement une excellente laitière et son taux butyrique est en général assez élevé. Le plus la qualité de sa viande permet de faire des bœufs cots sur les marchés, et les vaches de réforme ont encore une valeur en boucherie appréciable.

Mais toutes ces qualités reposent sur des principes techniques très importants et l'éleveur ne doit jamais vouloir "faire" de la Normande sans s'assurer au préalable qu'il a bien tous les atouts dans son jeu.

La Normande est d'abord une vache exigeante. Sa production laitière et son entretien, en relation avec son format nécessitent une alimentation assez abondante et régulière. Il s'agit de lui assurer de la pâture une grande partie de l'année, en quantité suffisante.

Elle s'habitue difficilement et ne consomme jamais très bien les aliments grossiers stockés, tels que : rutabagas ou betteraves, il lui faut de l'herbe.

Un des obstacles principaux à la tenue de la Normande dans notre région réside dans l'insuffisance de nos sols en certains sels minéraux notamment le phosphore et le calcium. Cette insuffisance de la nature, corrigée en partie par les apports d'engrais phosphatés et d'éléments calciques à haute dose, doit être compensée par la distribution de mélanges minéraux dans l'alimentation.

Une alimentation soignée et le Vite au grand air sont des facteurs de base dans l'élevage et l'exploitation de la vache Normande.

Si on peut entretenir certaines races à l'étable quatre ou cinq mois de l'année, cette vie ne plait jamais à la Normande habitée à une vie au grand air, condition indispensable au maintien de sa santé. Il a été prouvé cette année dans la région que les jeunes bêtes pouvaient parfaitement bien supporter l'hiver, nuit et jour, sans aucun préjudice à leur santé, à condition qu'elles aient toujours à leur disposition une alimentation suffisante.

En résumé, l'exploitation de la race Normande dans le Sud du département nécessite des conditions tout à fait particulières. Un éleveur prudent et désireux de réussir doit se conformer aux exigences de ses animaux. S'il n'a pas de bonnes pâtures à production à la fois abondante et régulière, s'il n'est pas habitué aux épandages massifs d'acide phosphorique, et que ces terres sont acides, s'il ne veut pas adopter le système de la vie au grand air, il ne peut espérer tirer profit de cette race.

Une délimitation par zones, trop brutale évidemment, n'autorise pas l'insémination des Normandes dans notre région. Cette race ne pourra s'y exploiter qu'une fois qu'elle aura fait ses preuves. C'est pourquoi une action technique est confiée au C.E.T. de l'ouest dans le but d'étudier les conditions d'élevage de la race Normande. Et c'est à titre expérimental seulement que le Comité consultatif de l'élevage a donné son autorisation et optionnelle d'insémination à certains membres du C.E.T., dans le seul but de tenter, bien entendu.

LE DEVELOPPEMENT RAPIDE DE L'AGRICULTURE DES CANTONS DE LA CHEZE - LOUDEAC

La prise en charge de leur destin

Une aventure extraordinaire pour les agriculteurs des années 50.

1952.... Les blessures laissées par la guerre s'estompent. L'agriculteur dont la mission première est de nourrir les hommes, oublie les années de réquisition connues dix ans plus tôt.

Les activités rurales reprennent. La JAC restée discrète pendant la guerre, recommence dès 1945 l'Organisation des Coupes de la Joie, des journées et semaines rurales, mouvement précurseur de la vulgarisation. Ces sessions ont largement contribué à l'éveil et à la réflexion pour les jeunes paysans, leur donnant une ouverture sur le monde extérieur, alors qu'auparavant ils vivaient dans une sorte d'autarcie, repliés sur eux-mêmes.

Qu'elle était la situation des agriculteurs à ce moment-là ?

Voici une analyse reflétant bien la majorité des cas, tirée d'une monographie sur la région de Loudéac, écrite par un stagiaire dans ces années-là.

"La cellule de base est la famille, qui vit sur l'exploitation. L'alimentation provient des produits de la ferme, une large part d'auto-consommation, et la vente du surplus constitue le revenu.

La cohabitation est courante; on rencontre très souvent trois générations dans la même maison.

Le temps compte peu. On travaille tant qu'il fait jour, et l'hiver on prolonge même "à la veillée", par exemple à la saison des "piteries" (fabrication du cidre).

Témoignage de A. POUSSET, Ingénieur du CETA de Loudéac de 1953 à 1956

Curieusement, lors de l'examen de sortie de l'ESA d'Angers, la question qui m'était posée concernait la Bretagne : état des lieux, utilisation des ressources naturelles locales, potentiel agronomique et socio-économique, perspectives d'avenir.

C'est pourquoi en 1953, je n'ai pas hésité à saisir l'occasion qui m'était offerte de mettre à profit les conclusions de mon étude, en acceptant la place d'ingénieur du CETA de LOUDEAC.

CETA : Centre d'Etudes Techniques Agricoles, et tout jeune technicien, je me voyais déjà embarqué dans un processus de modification de système de production agricole, en collaboration avec des agriculteurs soucieux avant tout d'accéder à la connaissance puis à la maîtrise de nouvelles techniques culturales.

DES OBJECTIFS NOUVEAUX.

Dès les premiers jours, consacrés à la prise de contact avec les membres du CETA, j'ai compris que les véritables motivations et objectifs n'étaient pas seulement techniques. Il m'est vite apparu que, pour ces agriculteurs qui n'étaient pas tous encore des "Agriculteurs de pointe", la technique ne devait être qu'un moyen de faire évoluer leurs conditions humaines. Au mot TECHNIQUE de CETA, il aurait fallu ajouter les termes socio-économique ou même, plus précisément économique-social, même si le technique était le passage obligé pour atteindre l'objectif réel.

Mes souvenirs de cette période, qui a fortement marqué toute ma vie professionnelle par la suite, sont encore très précis avec pourtant bientôt quarante années de recul.

À la sortie de la guerre, la Bretagne était pour moi malgré son potentiel technique et humain, un pays sous-développé et, sauf exceptions, pas même en voie de développement. La vulgarisation départementale en Côtes du Nord (1953) était réalisée par seulement deux ou trois ingénieurs de la DSA qui, malgré beaucoup de courage, ne touchaient qu'une clientèle très réduite. Ils avaient d'ailleurs participé à la mise en place des fameuses zones-témoin, avec le concours de l'APEP.

Une des principales difficultés de la zone-témoin, tout cela vu avec le recul, était le manque de volontarisme des agriculteurs "incorporés" dans le système : ils restaient très individualistes, relativement peu demandeurs d'améliorations techniques et d'évolution du groupe en tant que tel.

C'est là une des caractéristiques qui m'avait le plus frappé à mon arrivée à LOUDEAC, et lors d'une visite comparative du CETA et des zones-témoin voisines, le Professeur DUMONT en avait fait la même remarque : pour le CETA, c'était la volonté d'un groupe, volonté d'évolution technique et humaine, volonté surtout de mise en commun, sans détours, de tous les problèmes rencontrés, volonté de recherche de solutions, volonté enfin de ne plus subir passivement les contraintes du milieu naturel d'un pays encore pauvre.

MALGRE LA DIVERSITE DU GROUPE.

Les agriculteurs qui ont lancé le CETA de LOUDEAC en 1952 n'avaient pas eu la tâche facile, dans ce contexte d'après guerre. Les mouvements d'hommes, et d'idées donc, dus aux hostilités, la nécessité absolue de reconstruire un pays ruiné dans tous les domaines, avaient ouvert les yeux à certains, mais pas à tous, loin de là.

Les plus dynamiques ont donc cherché autour d'eux, dans la région de LOUDEAC à constituer un petit groupe d'études, un CETA comme il en existait déjà une douzaine en France, cantonnés pour la plupart dans les zones céréalières. Le CETA de LOUDEAC avait le numéro 14 sur le plan national, mais le numéro 1 en Bretagne.

La plupart des membres recrutés avaient appartenu à des mouvements de jeunesse ou assumé des responsabilités dans des organismes agricoles. Avec leur volonté de "faire quelque chose", c'était, au départ, leur seul point commun.

Pour le reste, on rencontrait une très grande diversité : dans les exploitations d'abord, dont les superficies variaient de 50 et même près de 100 hectares pour quelques uns à 15 ou 16 pour d'autres; dans l'âge, certains étant déjà grand père et d'autres tout jeune ménage; dans les orientations économiques, avec des dominantes de production céréalière, de plants de pommes de terre ou d'élevage; au niveau des équipements, puisque l'un possédait déjà une moissonneuse batteuse avant la guerre (à traction animale !) et d'autres pas encore de tracteur; dans les conditions de vie et d'habitat qui tranchaient fortement d'une ferme à une autre... et sur bien d'autres points encore.

Toute cette équipe avait pris conscience du retard de la Bretagne sur d'autres régions. Elle avait compris les marges de progrès permises par les conditions de milieu. Désireuse de progresser, elle a ainsi créé le premier CETA.

UN CHANGEMENT DES MENTALITES.

C'est l'état d'esprit de ses membres qui a permis la réussite du CETA de LOUDEAC. Ce travail de groupe s'est réalisé sans arrière-pensée de compétition, mais dans un but de développement mettant en commun échecs et réussites, en analysant les causes et les remèdes éventuels, chacun apportant sa pierre à la construction.

Ce fait était à l'époque assez extraordinaire quand on connaît le tempérament naturellement individualiste et fermé qui caractérisait les agriculteurs.

J'ai d'ailleurs sur ce point des souvenirs assez cuisants du reproche fait aux membres du CETA d'avoir inventé l'individualisme à 15, tant ce petit cercle était apparemment fermé sur son seul groupe. Il est vrai que les réunions et rapports du CETA restaient confidentiels et propriété de ses membres. Seuls la FNCETA et la DSA en étaient destinataires.

En réalité, mentalité nouvelle dans le milieu agricole, le financement du groupe était en grande partie assuré par les cotisations de ses membres, même si le Ministère de l'Agriculture qui avait confié au CETA une " Action Fourragère ", participait aussi aux dépenses. Il était donc normal qu'ils en soient les premiers bénéficiaires.

De plus, sur le plan technique, les innovations proposées quelquefois imprudemment par l'ingénieur du CETA n'étaient pas sans risques, et il aurait été dangereux de divulguer à tous des conclusions parfois un peu hâtives et insuffisamment contrôlées sur des résultats d'expérimentations en cours.

Car c'était là aussi un changement des mentalités que d'accepter les conseils d'un jeune ingénieur, théoricien fraîchement sorti de l'école, ou d'adopter de nouvelles techniques proposées par les centres de recherche de l'INRA. Tous les agriculteurs de la région ne passaient pas facilement du blé Goldendrop au Capelle ni de 30 à 100 unités d'azote à l'hectare.

Le goût du risque, ou même sa simple acceptation, n'était pas à cette époque une des qualités premières de l'agriculteur. Et pourtant, l'application des nouveautés en matière de prairies temporaires, devenues la gloire du CETA de LOUDEAC, comportait des risques, comme par exemple les premiers semis de ray grass d'Italie effectués en sol nu sur 50 ares à SAINT CARADEC et qui se sont révélés être de la fétuque élevée !

Je me souviens aussi, dans le même ordre d'idées, d'un des membres du CETA me téléphonant en catastrophe : il venait de retourner 12 hectares de prairies naturelles sur les 16 qu'il possédait, et je devais lui assurer de l'herbe pour son troupeau de vaches armoricaines... dans les 2 mois ! Quelque temps plus tard, il m'a affirmé n'avoir dormi que d'un oeil pendant quelques semaines. Mais la collaboration technicien-agriculteur était telle que j'ai dû lui avouer pour ma part, n'avoir pas dormi du tout.

Goût du risque, curiosité, esprit de recherche, besoin de découvrir, le tout en travail d'équipe, c'est peut-être banal aujourd'hui, ça ne l'était pas il y a quarante ans.

LES RELATIONS EXTERIEURES.

Grâce à cette ouverture d'esprit, des contacts avec l'extérieur ont pu être établis durablement : la recherche, l'enseignement, les établissements de semences ou de fertilisation ...

L'action fourragère du Ministère a attiré à LOUDEAC les personnalités et organismes concernés par les plantes fourragères. Ceux de l'INRA, M. REBISCHUNG, qui démarrait la sélection des graminées fourragères à Versailles, MM. HEDIN et KERQUELEN, spécialisés dans la flore prairiale, ont largement participé à nos travaux.

Dans l'enseignement supérieur, le Professeur René DUMONT, auteur avec M. CHAZAL de la révolution fourragère en Lyonnais s'est intéressé aux apports du CETA dans la maîtrise et l'amélioration des prairies de la région et fait connaître les résultats de ses travaux. De leur côté, MM. MOULE et MALASSIS, de l'ENSA de Rennes, ont trouvé au CETA des partenaires pour la mise en place d'essais locaux auxquels ils apportaient, fait nouveau, une connotation économique avec calculs de prix de revient.

Le GNIS, Groupement National Interprofessionnel des Semences, avec M. DESROCHES, a trouvé lui aussi au CETA son premier interlocuteur breton en matière de semences fourragères sélectionnées, pendant que les fournisseurs d'engrais étudiaient avec nous les conditions d'alimentation de plantes fourragères conduites de plus en plus intensivement. Et nous avons vu avec plaisir ces organismes abandonner quelque peu leur casquette commerciale au profit de la technique.

Je crois pouvoir dire que ces relations ont beaucoup apporté au CETA, mais pouvoir dire aussi que c'est grâce au CETA que ces organismes, publics ou privés, ont un peu découvert le potentiel de la région et de ses hommes. Cette découverte a été un facteur de développement incontestable.

LES CONSEQUENCES.

Les premières opérations ont été purement techniques, tant sur le plan productions fourragères que sur céréales, par simple application des données non encore vulgarisées, mais connues. Il s'est agi d'abord de création de prairies temporaires, préparation de sol, dates de semis sous couvert ou en sol nu, ou d'application sur blé du fractionnement de l'azote tel que préconisé par la méthode COIC.

Pour l'herbe, les techniques ont vite abouti à une forte augmentation de la productivité des prairies, débouchant sur un aspect technico-économique de modifications d'assolements dans certains cas (c'est au CETA qu'ont été faits les premiers semis de maïs grain, en essais établis avec le concours du Maïs Angevin) ou d'accroissement du troupeau dans d'autres.

Les conséquences économiques sont apparues par la suite, entraînant même des changements de races bovines. Je me rappelle encore les difficultés rencontrées lorsqu'il a été question d'introduire des vaches hollandaises dans certains secteurs du département où la normande passait encore pour une étrangère, face à l'armoricaine qui, sur le plan économique et sauf dans les meilleurs élevages, justifiait difficilement les dépenses de l'intensification fourragère.

Puis tout cela est devenu économique-social, avec un double aspect, d'abord d'organisation du travail, puis d'amélioration du cadre de vie (le technicien du CETA a quelque fois dû se transformer en métreur, sinon en architecte).

En liaison directe avec le service comptabilité de la FNCEA, les premières comptabilités -simplifiées- ont été mises en place pour contrôler les conséquences économiques et financières de l'évolution technique.

LE CETA DE LOUDEAC : MOTEUR DU DEVELOPPEMENT.

Si le terme de moteur est assimilé à celui d'entraînement, il faudrait plutôt parler de réveil-matin.

Ces hommes, animés de la pleine volonté d'améliorer leurs conditions de vie, n'ont entrevu la solution que par le moyen de l'évolution technique de leurs exploitations. Il s'agissait pour eux, dans la concertation du CETA, d'utiliser au mieux les ressources existantes, tant agronomiques qu'humaines, et de réveiller ce potentiel sous-employé.

Manquant, pour beaucoup, de formation agronomique, ils ont décidé de s'adjoindre un technicien, étouffant par là même le vieil adage qui dit que rien ne vaut la pratique. Sans fausse modestie, je me dis que le résultat n'a pas été si mauvais, puisque ce sont les mêmes hommes qui ont estimé utile de créer la Maison Familiale de SAINT ETIENNE DU GUE DE L'ISLE, pour donner une formation à leurs enfants.

Mais le réveil ne s'est pas fait sans douleur et le principe même du CETA et de son organisation ont souvent été critiqués, par jalousie peut-être, par ignorance sûrement.

Et pourtant, l'expérience a été rapidement suivie, par la création de deux puis quatre autres CETA, et c'est vraiment là que le CETA de LOUDEAC a commencé à jouer ce rôle de moteur du développement. Et quand 10 à 12 ans plus tard, en 1965, le ministre PISANI a confié à la profession agricole la charge de la vulgarisation, le pli était pris, on pouvait faire confiance aux techniciens.

Mais avant cela, les différents travaux du CETA avaient débouché sur la création du Centre de Gestion de SAINT BRIEUC. Enfin, les membres, mais alors plus individuellement, ont souvent pris des responsabilités dans les organismes et les organisations agricoles.

CONCLUSION.

Oui, le CETA de LOUDEAC a certainement joué un rôle moteur dans l'évolution de l'agriculture et peut-être même de l'industrie agro-alimentaire du secteur, mais plus indirectement. Il a été en tous cas le pionnier du développement régional. C'est lui qui a organisé les premières journées de Motoculture de LOUDEAC et permis ainsi de mieux se faire connaître.

J'ai personnellement eu la chance d'en être le premier technicien, et probablement parce que j'ai participé aux premiers " défrichements " de cette évolution, on m'a même traité de bull dozer, alors que j'ai, je crois, travaillé avec plus de finesse et de souplesse tout de même.

Il ne s'agissait pas de faire revivre le passé. Mais il est important cependant de ne pas oublier dans quelles conditions l'évolution agricole de la région de LOUDEAC a fait ses premiers pas, et c'est ce que j'ai voulu me rappeler.

Et puisqu'on m'a demandé d'écrire quelques uns de mes souvenirs, je retiendrai d'abord celui de la parfaite entente et amicale collaboration qui s'était rapidement installée entre nous tous. Bien sûr, grâce à son environnement et ses valeurs humaines, la région aurait certainement connu une telle évolution, mais peut-être moins vite. Elle aurait pris le train en marche, il vaut mieux en être la locomotive.

Et c'est finalement avec une certaine fierté que j'ai pu dire il y a une quinzaine d'années au cours d'une réunion du CDDA de la Sarthe où je siégeais en tant que président du CETA du Mans : " j'ai connu la Bretagne avec 20 ans de retard sur l'agriculture sarthoise, elle a maintenant 20 ans d'avance."



FEDERATION NATIONALE
DES
CENTRES D'ETUDES TECHNIQUES AGRICOLES
F.N.C.E.T.A.

Tél. : TR100 06-54
* 46-01
(appel matin)
C.C.P. Paris 8135-26

8, RUE D'ATHENES, PARIS-IX^e

Paris, le 22 février 1955

V/Raf.

N/Raf.

Objet :

Monsieur V. MOISAN
Keranna en Plumieux
(C du N)

Monsieur le Président,

A la suite d'une réponse favorable de Monsieur Le GORANNET, je vous confirme que la réunion de constitution du Centre d'Etudes Techniques Agricoles aura lieu à St Brieux à la Chambre d'Agriculture à 19 h 30, le Vendredi 25 février.

Pourriez-vous venir avec un des membres de votre C.E.T.A. qui s'intéresse plus particulièrement aux problèmes de comptabilité afin d'étudier avec Monsieur MOREAU, Directeur du Centre National de Comptabilité, l'organisation pratique de votre centre ainsi qu'avec les différents représentants des organisations professionnelles de votre département qui ont bien voulu venir à cette réunion.

S'il ne vous est pas possible de venir, pourriez-vous déléguer un membre de votre C.E.T.A. qui pourrait prendre à votre place différentes décisions, afin que le Centre puisse se mettre en route dès les premiers jours de Mars.

Je vous prie de trouver ci-joint un exemplaire des statuts types de centre afin de vous permettre de l'étudier avant la réunion.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Ingénieur de la F.N.C.E.T.A.

D. OMBREDANNE

P.J. 1 ex des statuts

LG/DR
DIRECTION
DES
SERVICES AGRICOLES
DES
COTES-DU-NORD

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
Saint-Brieuc, le 15 Février 1955

9, RUE DU 71^e D'INFANTERIE
SAINT-BRIEUC

L'Ingénieur en Chef,
Directeur des Services Agricoles

BOITE POSTALE 162
TÉLÉPHONE 0-31

à Monsieur le Président
du C. E. T. A. de Loudéac
Ker Anna en
PLUMIEUX

RÉFÉRENCE A RAPPELER
N° 965 /55
Cc. 64

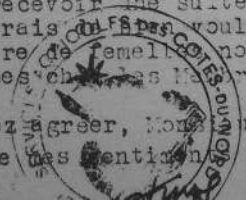
Objet : Utilisation de semence de taureaux normands.

Monsieur le Président,

Comme suite à la demande qu'avait fait M. POUSSET, Ingénieur de votre C.E.T..., en accord avec vous-même, j'ai l'honneur de vous informer qu'après avis de la Commission de la monte du Comité Consultatif de l'Élevage qui s'est réunie le 25 Janvier dernier, je viens d'être informé, par les Services intéressés du Ministère de l'Agriculture, que vous étiez autorisé, pour le C.E.T. de Loudéac à utiliser, par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 13 Avril 1953, réglementant le monte publique des taureaux dans les COTES-DU-NORD, et à titre expérimental de la semence de taureaux normands fournie par le Centre de CREHEN.

Je suis très heureux que cette expérience ait pu recevoir une suite favorable, et je vous demanderais si vous ne voudriez pas tenir au courant du nombre de femelles normandes qui seront inséminées chez les Normandes de votre C.E.T.A.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments très distingués.



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE
16, RUE CLAUDE-BERNARD, PARIS-5^e
TÉL. Gobelins 06-09

Rene Dumont

Cher M^r Morvan

Les résultats fournis de parcelle tant Juy
permet de me donner de suite état de semis
longue mélange grains et détails sur la
parcelle à 700 uf, une page environ, pour
ajouter à brochure ligari qui va faire
paraître la France Agricole. Très pressé,
j'attends les épreuves pour ajouter des

Transmis votre lettre à Charlot, adjoint
du prof^r Leroy, pour C^o technique élevage. Il
vous prie de défendre votre thèse. Il faut
aussi l'avis de Kérel, de mardi. Les de ma
part.

Je joint ma livre fourages pour agric. technol.
(cette brochure) la théorie. Le livre pratique pour
les paysans, paraît en avril à la France Agricole
comme commandé à moi.

Très cordialement votre

R. Dumont

Loudéac le 5 Janvier 1964

Cher Ami,

Le C.E.T.A. de Loudéac est un groupement de quinze cultivateurs de la région, qui ont senti le besoin de s'unir et de se réunir, pour mettre en commun les essais, expériences et connaissances Techniques de leurs exploitations. Ils se font aider dans ce sens par un Ingénieur dont ils ont le charge totale, mais il s'agit, d'après le plus ancien C.E.T.A. que pour la formule soit efficace, il ne faut pas dépasser le nombre d'une quinzaine.

Ne voulant pas travailler en vase clos, d'autant plus que nous avons une action Technique à rendre, subventionnée partiellement par les Organismes Officiels, nous estimons que, dans votre intérêt, nous devons divulguer les résultats de nos recherches et travaux. Le meilleur moyen de vous faire connaître ces derniers, est de vous communiquer tous nos rapports, soit environ une douzaine par an.

Faire fonctionner efficacement le C.E.T.A. et entreprendre différents essais et expériences, n'est pas sans occasionner des frais assez élevés à ceux qui le constituent. D'un commun accord, nous avons fixé cette contribution, pour les membres du C.E.T.A. à 300 francs par hectare. Chacun, de plus se charge, à ses frais, d'expériences toujours coûteuses, relatives aux problèmes qui vous intéressent.

Les compte-rendus de nos réunions groupent toutes les études et les résultats des essais entrepris. Ils présentent une réelle valeur, tout l'aboutissement de travaux d'agriculteurs de la région, et sont d'un intérêt local certain, qu'aucune revue ou journal d'ordre général ne peut fournir.

Vous trouverez ci-joint un spécimen de notre activité. Sans répondre de votre part au 10 Février, nous estimons que vous êtes intéressés par les bulletins, et nous vous inscrivons comme membre éboudé du C.E.T.A. de Loudéac.

Nous vous signalons qu'en tant qu'abonné, vous serez convoqué à une réunion annuelle (au minimum) où sera effectuée la synthèse des travaux réalisés au cours.

Le prix de l'abonnement est fixé à 3.000 francs par an. Grâce à ces bulletins, vous vous tiendrez toujours au courant de l'évolution très rapide des Techniques actuelles, et de leur application pratique dans la région, ce qui vous permettra de mettre de votre côté, le maximum de chances de réussite.

Espérant que vous serez intéressé par ces rapports, nous vous prions de croire, Cher Ami, à nos sentiments les meilleurs.

Le C.E.T.A. de Loudéac.

Toute correspondance est à adresser à :

M. Alain POUSSSET,
Ingénieur - C.E.T.A.,
26, rue de Godéac.

LOUDEAC.

PLUVALLOUX, le 14 Mai 1951

Cher ami,

Il nous est nécessaire d'améliorer nos méthodes de culture et d'élevage, en tout cas d'évoluer pour augmenter la productivité de nos exploitations. Seuls, nous faisons des efforts ou des expériences isolés, quelquefois sans conclusions pratiques, souvent inutiles ou sans résultats. Cela se traduit donc par des dépenses ou un manque à gagner évident.

Ne pensez-vous pas que nous pourrions nous entendre à une quinzaine dans une région pour mettre nos recherches et nos expériences en commun ? Conseillés en même temps par des techniciens que nous pourrions choisir, nous arriverions vite à acquérir ou à parfaire nos connaissances en matière de culture ou d'élevage, ce qui diminuerait notre travail et augmenterait notre production.

En nous associant ainsi nous aurons créé un C.E.T.A. (Centre d'Etudes Techniques Agricoles.)

Beaucoup de camarades à qui j'en ai parlé sont enthousiasmés par ce moyen de nous perfectionner dans notre métier. Plusieurs C.E.T.A. fonctionnent en France à la très grande satisfaction de ceux qui y adhèrent. Nous serons, je crois, le premier C.E.T.A. de Bretagne.

Dans le programme d'un C.E.T.A. figurent notamment la recherche des productions les mieux adaptées à la vocation du terrain et au besoin du marché ; l'étude de toutes les améliorations susceptibles de procurer une augmentation des rendements ; et la détermination de l'emploi rationnel et économique du matériel agricole, tant en ce qui concerne les travaux des champs que ceux de l'intérieur de la ferme et de la maison d'habitation.

J'ai écrit à l'Union Nationale des C.E.T.A. Elle nous envoie un technicien pour nous aider à mettre notre C.E.T.A. debout.

C'est pourquoi je vous invite à une réunion que nous aurons à la Mairie de LOUDEAC, le . . . à 15 h . . .

Tout cultivateur convoqué, absent ou non excusé sera considéré comme n'étant pas intéressé par un C.E.T.A.

En comptant absolument sur votre présence, je vous prie de croire, mon cher ami, à mes meilleurs sentiments.

Victor BOISAN
PLUVALLOUX.

CHAPITRE V: La vulgarisation agricole

Le Centre de vulgarisation des cantons
de La Chèze - Loudéac

par François Amiaux

Quelques souvenirs

par Jean Coutard

Le groupement de productivité de Plouguenast
par Robert Rouillé

La journée est normalement coupée de nombreux repas. La notion de temps a peu d'importance.

Le cultivateur est très hospitalier et accueillant, de contact plutôt facile. Réceptif à ce qu'il entend, il garde dans sa tête son opinion sur le sujet. Plutôt méfiant sur les nouveautés, il vit à l'heure solaire et a horreur de l'urgence.

C'est dans cette situation que la jeune génération issue de la JAC veut faire sortir l'agriculture de son isolement, de son sous-développement, par une amélioration des conditions de travail, une meilleure qualité de vie et donc l'épanouissement de l'homme.

Elle est consciente qu'il faut commencer par faire évoluer les mentalités... et les structures d'exploitation pour les moderniser. On parle de remembrement des terres; on se heurte là à l'attachement des cultivateurs à leurs champs; c'est une révolution des esprits à faire passer.

Les premières communes à se lancer dans ces opérations, connaissent des difficultés à faire passer l'idée. De vives oppositions se font jour, la contestation de certains propriétaires trouble les esprits. Il a fallu la persévérance et la persuasion des Maires de l'époque : Ambroise Pichard à Saint Etienne, André Glon à Hemonstoir, Joseph Robin à Saint Barnabé, pour convaincre leurs administrés du bien-fondé de cette action : échanger les parcelles, démolir les talus, faire de nouvelles routes, le paysage change totalement...

Dans la région de Loudéac, une équipe d'agriculteurs se rendant compte que le moyen d'assimiler les nouvelles techniques et de progresser est de travailler en groupe mettent en commun leur expérience, heureuse ou malheureuse...

LE CETA DE LOUDEAC EST NE...

Très vite le recrutement d'un ingénieur agricole les conseillant, coordonnant les recherches et les applications, conforte la structure. Mais, leur réflexion ne s'arrête pas à leurs propres problèmes : pour faire avancer la région sur la voie du progrès, il faut former les jeunes qui se destinent au métier; ceux-ci sont attentifs aux résultats obtenus dans les exploitations du CETA, et ne demandent qu'à comprendre.

L'idée de la création d'une Maison Familiale à Saint Etienne se dessine. Les démarches sont entreprises et... elle ouvre ses portes en octobre 1953.

La rapidité de la mise en place de ces deux structures dénote bien le dynamisme des pionniers de cette époque, mais leur lucidité les amène très vite à s'apercevoir qu'il manque un maillon à la chaîne.

Le CETA est limité à un petit groupe d'agriculteurs; Les élèves de la Maison Familiale font part à leurs parents des visites faites aux exploitations du CETA, mais on ressent à la base, une demande des agriculteurs, un besoin de conseils pour progresser en utilisant de nouvelles techniques.

L'hiver 1954-1955 est mis à profit pour approfondir la réflexion, et le 13 février 1955, le Centre de Vulgarisation Agricole de Saint Etienne est officiellement créé.

De 1952 à 1955, quel chemin parcouru !

Le mouvement enclenché est l'oeuvre d'un groupe d'hommes déterminés à faire progresser le milieu : l'équipe du CETA composée d'agriculteurs dynamiques de la région de La Chèze et Loudéac, et aussi d'un prêtre novateur, l'Abbé Emile Radenac, Recteur de Saint Etienne, qui ont voulu réagir contre la résignation des ruraux et faire renaître l'espoir.

Fondé pour répondre à un besoin ressenti et exprimé, le CVA a pour objectif d'apporter à tous ses membres, la notion des bases indispensables au progrès technique et diffuser les nouvelles méthodes.

Pour cela, il est constitué de petits groupes où l'expression est plus facile, responsabilisant chaque adhérent dans le cycle de réunions d'octobre à avril, par le rôle de rapporteur du problème étudié.

C'est dans cet esprit que se tiennent les premières réunions dès le printemps 1955. Elles ont lieu chez les adhérents du groupe constitué, à tour de rôle.

Un sujet principal est toujours prévu, correspondant à l'époque des travaux ou l'état de la végétation. Chaque réunion débute par une visite des bâtiments d'exploitation ou un tour des champs.

Cette réflexion entre voisins a lieu avec le concours d'un technicien (le Directeur de la Maison Familiale, Monsieur Paul Travers), qui amène les éléments de comparaison, suscite la discussion pour permettre aux participants de prendre eux-mêmes les décisions qui s'imposent.

Cette expérience de vulgarisation répond bien à l'idée des promoteurs, à savoir : la prise en main par les agriculteurs eux-mêmes de leur destin, pour devenir des hommes compétents et responsables.

Tout d'abord, le fait de réunir des voisins pour discuter d'un problème d'élevage, de culture ou de bâtiment a été une victoire sur l'individualisme : "chacun a sa recette, mais la garde jalousement"...

Les réunions de CVA ont très vite mis en confiance les individus entre-eux, comprenant que lorsque quinze personnes travaillent ensemble, chacune d'elles perd un secret, mais s'enrichit de quatorze expériences.

Cet état d'esprit a été aussi le prélude à la création de CUMA dès ces années là et qui se sont multipliées par la suite.

DES FAITS

Il est bon de rappeler quelques anecdotes pour évaluer la situation de départ du CVA.

Les visites de champs de céréales aux mois de janvier et février étaient de véritables leçons de chose :

- découverte du plateau de tallage
- des mauvaises herbes avec leur nom "scientifique" qu'il fallait rapprocher des noms usuels.

La Parelle *le Rumex* ; **La Pimprenelle** *Le Fumeterre*
Le Bau *Le Chenopode* ; **Le Meuleu** ... *Le Chrysanthème des moissons*; et bien d'autres !

Les nouveaux produits de traitement ne peuvent être utilisés qu'en parfaite connaissance de cause.

De même, l'utilisation des engrais faisait l'objet d'une remise en cause, notamment l'application de la méthode Coïc sur blé. Pensez-donc ! Trois épandages d'azote : un au tallage, un à la montaison, passe encore, mais, un à l'épiaison, ça devenait sacrilège !...

Et tout cela, en épandage manuel, on avait du mal à mettre 100 kgs à l'hectare... et c'était de l'ammonitrate à 20 % !

La culture de l'herbe a aussi été une découverte. L'exploitation du Ray-Grass d'Italie - qui était considéré comme une mauvaise herbe dans le trèfle incarnat - a été un progrès considérable dans

l'alimentation des vaches laitières. Après une implantation correcte, il a fallu apprendre à l'exploiter. Ce fut la vulgarisation de la clôture électrique, cet outil fabuleux qui remplaçait à la fois le chien et le "PATOU" !!!

Plus tard, une autre utilisation de la clôture électrique, considérée comme révolutionnaire, fut le pâturage des choux.

Quel chemin parcouru entre la charretée journalière, coupée à la faucille, distribuée à l'étable, et les vaches consommant directement aux champs, le long d'un fil, sans rien gaspiller !

Ce fut l'occasion pour le conseiller d'organiser des voyages d'études, avec déplacement en car, pour juger "de visu" cette méthode révolutionnaire d'exploiter les choux.

Dès janvier 1956, l'étude de l'alimentation de la vache laitière, la valeur des rations, des concentrés, des minéraux était à l'ordre du jour des réunions.

Chaque réunion faisait l'objet d'un rapport; on mettait l'accent sur la nécessité de se servir de la bascule et du crayon, ce qui signifiait travailler plus "avec la tête" qu'auparavant.

A l'Assemblée Générale du 18 mars 1956, soit un an après la création, il est fait état de 8 groupes de 10 à 12 membres, de la tenue de 50 réunions, de visites des champs du CETA sous la conduite de Monsieur Poussel, ingénieur du CETA, de multiples sujets traités et de la mise en place de 15 enquêtes de gestion lancées par Monsieur Malassis, Professeur à l'ENSA (Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture) de Rennes.

La Vulgarisation était bien lancée, et le Président Théophile Guilmoto n'eut aucune difficulté ce jour-là, à faire accepter une augmentation des cotisations, les adhérents prenant conscience de la nécessité de résoudre ensemble leurs problèmes.

L'amélioration de la productivité fit poser rapidement la question de la rentabilité et amena à s'occuper de problèmes économiques. L'exemple de l'utilisation dans l'alimentation des porcs, de compléments azotés, de betteraves danoises riches en matière sèche amenant une amélioration de la qualité des viandes dont ne profitaient pas les producteurs, car le commerce était fait au poids vif.

Pour mieux valoriser cette qualité, l'idée de mettre en place une structure coopérative permettant de suivre le produit jusqu'à l'abattoir vit la naissance de la COOP VIANDE. Ce fut là aussi une révolution des mentalités. Jusque là, les porcs étaient achetés par des marchands, pesés à la ferme, et réglés au kilo vif. La vente à la qualité était un acte de confiance envers la Coopérative, qui enlevait les porcs, sans les peser, les faisait abattre, les classait, et payait ensuite au producteur suivant la qualité.

Ce fut aussi, dans les années 60-62, l'arrivée des premières génisses frisonnes venant de Hollande, commandées dans le cadre du CETA. Ce fut l'évènement en gare de Loudéac, au mois de juin : 28 génisses hollandaises, prêtes à véler - certaines n'avaient pas attendu, 2 veaux étaient nés dans le train !

Ces génisses furent réparties chez les éleveurs qui avaient "osé" passer commande; attribuées par tirage au sort, elles valaient de 215 000 à 232 000 francs de l'époque.

Que dire aussi de l'amélioration de l'habitat, du confort apporté par l'eau sous pression, les premiers chauffe-eau au gaz, soulageant les femmes dans leurs tâches.

Les bâtiments d'exploitations connurent aussi une évolution spectaculaire. Les premières stabulations libres intriguaient beaucoup de monde. Comment laisser en liberté sous un hangar, des vaches bien encornées et habituées à leurs chaînes dans

l'étable classique ? On allait assister à des carnages ! Même les services officiels, Directions des Services Agricoles, Génie Rural, étaient opposés à ce système.

La démonstration les obligea à se rendre à l'évidence : ça marchait !

Le modèle loudéacien servit d'exemple et de rampe de lancement à d'autres groupes de vulgarisation. C'est ainsi qu'en 1961, le GVA de Rohan se mit en place dans le même style, avec recrutement d'un conseiller Pierre Simonneaux, stagiaire au CVA de Loudéac avec Pierre Corre à cette époque.

Ces quelques années, de 55 à 62, furent des années exaltantes pour la région de Loudéac et le point de départ d'une évolution formidable pour l'agriculture. L'expérience originale vécue par les initiateurs, les résultats techniques et économiques obtenus furent des points très positifs. Mais la prise de conscience des agriculteurs de prendre en main leur destin, est certainement la plus grande victoire de cette époque, et porte encore effet aujourd'hui.

Le CVA des années 60 a été une véritable école de formation à la responsabilité, constituant une pépinière d'hommes qu'on a retrouvée, au fil des années, élus dans les organisations professionnelles, qu'elles soient techniques ou économiques

François Amiaux

Jean Coutard

Mes impressions en arrivant au canton de La Chèze et quelques souvenirs

A la maison, où j'étais toujours invité à prendre un verre, l'accueil était très chaleureux; La plupart du temps l'unique pièce servait de salle à manger et de chambre à coucher pour trois générations.

Je remarquais la propreté et la richesse des meubles bretons posés tout autour de la pièce sur un socle de parquet, bien ciré, pas plus large que l'aplomb du meuble; Le sol du milieu de la pièce était quelquefois cimenté mais le plus souvent en terre battue.

Tout à côté, derrière ces meubles, quelquefois une cloison en planches mal jointes, quelquefois pas; C'était l'écurie où vivaient les animaux. Dans la région on avait l'habitude d'appeler écurie ce que chez nous on appelait étable. Il arrivait que les odeurs et les relents des bêtes vinsent parfumer toute la maisonnée.

QUELQUES SOUVENIRS

Un souvenir en passant : On m'avait sollicité pour une visite dans une ferme; Lors de cette visite, le vétérinaire était là pour véler une vache. Quand cette opération fut terminée, le fermier nous invitait à la maison pour prendre un verre. De la cour, je ne devinais pas où se trouvait la maison, toutes les fenêtres des bâtiments étaient grillagées et, c'est plus par curiosité que par l'envie de boire que j'acceptais de prendre un verre.

Entrant dans la pièce, je découvrais sur ma gauche, 4 chevaux attachés au mur, et sur ma droite, les harnais suspendus derrière

un bahut. Au milieu de cette pièce faisant quart de tour à droite, devant moi une grande cheminée avec en son milieu, la chaudière pour cuire la pâtée des cochons; Sur ma gauche trois lits en ligne et sur ma droite une table et un fourneau. Les harnais étaient suspendus derrière le buffet.

Dans ces habitations, cohabitaient trois générations (grands-parents, enfants, petits enfants). C'étaient souvent les grands-parents, de plus de 70 ans, qui étaient encore les exploitants en titre, ayant sous leurs ordres les enfants et petits enfants, conduisant ainsi avec beaucoup d'autorité les affaires de la ferme. C'est vrai que le salaire différé était inconnu et que la soupe et le gîte, comme seul salaire, avait l'air de satisfaire tout le monde. La tradition était respectée, l'autorité des anciens aussi; Rien à dire, l'entente au vu de l'environnement était sauvegardée. Il fallait quand même sous-entendre et reconnaître que les enfants rongeaient leur frein comme on dit !!

Cette cohabitation gênait beaucoup les actions de développement, surtout quand les enfants voulaient aller de l'avant et entreprendre des investissements, même lorsqu'ils étaient à leur compte; Il arrivait que les rapports familiaux devinssent plus difficiles et le refrain "*de mon temps on faisait comme ceci ou comme ça*" n'était pas rare.

Encore quelques souvenirs :

Dans une ferme, les enfants voulaient depuis longtemps construire une stabulation libre pour les vaches, mais, les parents propriétaires s'y opposaient. Un jour, les enfants me faisant part de leur absence me demandaient de convaincre leur père. Je me présentais donc à l'exploitation et fut très bien reçu par le père. Au cours de l'entretien, l'histoire du hangar que lui-même avait fait, revint sur le tapis. C'était le premier hangar fait sur la commune à l'époque. Je connaissais bien cette histoire, quand tout d'un coup je l'interrompais dans ses dires pour le féliciter

d'avoir été à la pointe du progrès et lui dit : "Pouvez-vous me dire que votre fils est le premier aujourd'hui !! Tout autour de chez vous, vos voisins ont des stabulations ! ..."

Le lendemain matin, coup de fil, il fallait tout de suite faire les plans pour une stabulation libre.

Autre opposition : Il n'était pas rare non plus que des aîeux s'opposent à leurs enfants, lorsque ceux-ci voulaient faire des emprunts, près de la Caisse de Crédit Agricole, pour financer un investissement . "On n'a jamais demandé d'argent à personne; Ce n'est pas vous qui allez vous endetter; Vous ne pourrez pas rembourser ! Tout le monde va le savoir !! etc, etc..."

La tutelle des anciens était pesante pour les jeunes dynamiques, qui voulaient, sans bousculer par trop les traditions, devenir des exploitants avertis, modernes, emboitant le pas du progrès qui avançait déjà très vite.

Au niveau des communes, une autre tutelle se faisait sentir; C'était celle des *notables*, le notaire, le docteur, l'instituteur, le recteur, etc ... les gens qui étaient instruits comme on disait ou qui avaient un rôle administratif et dont on aurait besoin à un moment ou un autre.

Il fallait encore distinguer les "*familles de droits*". Ces vieilles familles installées depuis plusieurs générations dans la commune, qui possédaient quelques biens au soleil. Elles faisaient autorité et avaient des responsabilités à la commune ou dans les organisations. C'étaient des gens de bons "*conseils*". Par ailleurs, il y avait, les "*familles de devoir*" souvent locataires de leur ferme sans grand moyen ni envergure.

Partout l'autorité et la hiérarchie étaient respectées, je dirais même honorées, les gens vivaient en bonne convivialité et d'estime, d'entraide et de voisinage, sans problème, du moins apparent.

Dans ce contexte harmonieux et bien ordonné, porté par le vent du progrès dont les effets faisaient ressentir à tous le besoin de se moderniser afin d'être dans le coup pour ne pas rester en rade, ce qui aux yeux des autres aurait entâché leur fierté de Breton. Les actions de développement ne pouvaient que réussir. On n'était plus à l'époque ou c'était "*la famille qui faisait vivre l'exploitation*" mais le contraire, c'était "*l'exploitation qui devait faire vivre la famille*". Ces besoins devenaient de plus en plus importants au regard des investissements à faire, des méthodes d'exploitation à rénover, de l'éducation et de l'instruction des enfants à entreprendre.

Pour beaucoup, c'était un bouleversement radical, surtout pour les gens sans grands moyens intellectuels ou financiers, leurs façons de faire étaient durement remises en cause, j'en étais bien conscient et à plusieurs reprises, j'ai été confronté au contre-coup du développement, parfois très brutal, qui atteignait les gens au plus profond d'eux-mêmes. Tout le monde ne pouvait pas suivre.

Malgré cela, si j'ai pu tant soit peu contribuer au développement de cette région, c'est bien grâce au dynamisme et à la collaboration de tous, et j'ose le dire : **J'ai toujours aimé le milieu paysan dans lequel je suis né et j'ai grandi.**

Je dis merci à ces Bretons qui m'ont parfois un peu bousculé, je suis fier et heureux de leur réussite.

J. Coutard

LE GROUPEMENT DE PRODUCTIVITE DE PLOUGUENAST

L'agriculture sur le canton de Plouguenast était des plus traditionnelle. L'évolution était lente, très lente. Seuls, vers les années 1950, quelques sélectionneurs de plants de pommes de terre sortaient un peu du rang. Ils étaient pour Plouguenast, Plemy et Gausson rattachés au syndicat des producteurs de semences de pommes de terre du syndicat de Ploeuc. Alors que Langast et Plessala étaient rattachés au syndicat de Méné.

Les chefs d'exploitations étaient globalement peu instruits. Le Certificat d'Etudes Primaires pour les meilleurs et quelques cas isolés d'Etudes Secondaires. Quelques femmes suivaient les cours par correspondance qui étaient diffusés par le syndicat de l'Enseignement agricole et ménager du Finistère et des Côtes du Nord "Cours de Landerneau" disait-on sur le terrain. Ces cours étaient souvent guidés par les Vicaires des paroisses. Si pour les trois premières années de cours, l'on dénombrait 250 à 300 élèves par département entre garçons pour les cours agricoles et filles pour les cours ménagers, le nombre chutait à une cinquantaine en quatrième année et à une bonne vingtaine en cinquième année terminale qui donnait à l'élève soit le Certificat d'Etudes Agricoles soit le Certificat d'Etudes Ménagères. C'est à dire qu'il était difficile de motiver les jeunes.

Le livret était titré : **LE BLE QUI LEVE.**

Livret bien fait, bien adapté aux fermes de terrain, jugez-en par ces deux commandements du cultivateur.

Pour le Cultivateur routinier (à ne pas suivre).

Les vieux procédés tu suivras
par respect pour tes ascendants

En fait d'Etudes tu diras
je ne sais rien . C'est suffisant.

Ton fumier éparpillera
gâtant les fruits tuant les gens.

Puis suivaient les commandements de l'agriculteur
intelligent :

La routine tu laisseras
pour aller toujours de l'avant

A la science tu croiras
la feras apprendre à tes enfants

Tes graines sélectionneras
sans cuscute, ivraie, ni chiendent.

Ton fumier soigneras
selon les préceptes prudents

Culture intensive pratiqueras
avec engrais comme ingrédients

Pour tes outils, tu veilleras
qu'ils ne soient pas du vieux temps

Ordre et travail tu exigeras
de Tous fraternellement

Livres agricoles tu liras
pour plus amples renseignements.

Ces quelques vers voulaient bien dire qu'il était grand temps de
quitter les routines : "Qui n'avance pas recule" dit le proverbe.

Si pour faire de bons fagots point n'était besoin d'un C.E.P.,
exercer de façon fructueuse la profession agricole, requiert des
connaissances des plus étendues.

Ne faut-il pas être un peu :

- chimiste pour les engrais
- botaniste pour les végétaux
- vétérinaire pour les animaux
- mécanicien pour son matériel
- constructeur pour ses bâtiments
- comptable pour sa gestion
- chercheur à l'occasion

pour ne citer que les fonctions les plus éminentes.

Peu nombreux étaient les agriculteurs qui en 1950 pouvaient
dire qu'une plante était constituée de carbone, d'hydrogène,
d'oxygène; trois éléments dont l'agriculteur n'avait pas à se
préoccuper, mais qu'il était tout de même bon de connaître. Quant
aux autres éléments nutritifs, engrais, amendements, les
connaissances étaient des plus sommaires. Même si la formation
se faisait quelque peu par observation au contact de la nature,
c'était sans assise théorique, sans notion essentielle de base pour
comprendre les mécanismes de la vie végétale et animale.

Pourtant il existait bien des ouvrages agricoles valeureux.
Le Guenech De La Louvière par exemple, riche, pratique, assez
étendu, à la portée d'un CEP, pouvait apporter à quelqu'un un
minimum théorique. Mais pour l'époque, c'était un livre assez
coûteux. Peu de gens du milieu sentaient le besoin d'investir dans
un tel livre, même pour les jeunes. D'ailleurs on n'en voyait pas
l'intérêt immédiat et jusque là n'avait-t-on pas vécu sans aucune
théorie. Mais néanmoins les nouvelles données professionnelles
qui se faisaient jour, créaient chez certains jeunes chefs

d'exploitation une soif d'en connaître un peu plus. Aspiration aussi à un adoucissement de la pénibilité du travail. Dans la génération 1925-1945 les agriculteurs avaient fortement courbé l'échine par un travail quasi de forçat, la génération qui suivait voulait travailler plus avec sa tête si l'on peut dire ainsi. Dans certains secteurs ça bougeait déjà.

A Loudéac, la création d'un CETA (centre d'études techniques agricole) avait vu le jour et des retombées se faisaient sentir sur les commissions environnantes. Un même groupe s'était constitué sur Lamballe. C'est d'ailleurs du CETA de Lamballe que va partir une initiative sur la région de Plouguenast. On pensait aussi CETA, mais pour un bon nombre de gars qui voulaient faire quelque chose la formule CETA ne convenait pas. Le CETA avait le renom de ne toucher qu'une poignée de gens déjà plus assis sur le plan formation générale et la masse agricole semblait en être exclue.

On chercha alors une structure plus adaptée. On voulait élargir le champ d'action pour toucher d'avantage de gens. C'est avec cet état d'esprit que naîtra sur le secteur de Plouguenast :

Le Groupement de Productivité Agricole de la Vallée du Lié.

C'est au printemps 1957, que le Groupement agricole de la Vallée du Lié verra le jour. L'initiative en revient à un jeune agriculteur de Plemey qui avait des contacts avec quelques gars du CETA de Lamballe. On proposa d'envoyer quelqu'un sur le secteur.

Ce quelqu'un appelé Monsieur Desfrancs avait pour mission de propager sur le terrain la révolution fourragère que prônaient

les chercheurs Dumont et Chazar. Ainsi fut assise un après-midi à Plemey une équipe décidée d'acquérir des méthodes nouvelles. L'ère de la vulgarisation était lancée et Plouguenast et sa région entraient dans le courant. Le 31 mars 1957, sept cultivateurs de Plemey, six de Plouguenast, quatre de Langast et quatre de Gausson fondent le Groupement. L'équipe avait comme buts essentiels : l'amélioration du niveau de vie, par l'épanouissement des membres de la famille et du personnel qui s'y rattachait.

Donc développement culturel des adhérents, recherches, diffusion, mise en oeuvre de procédés techniques nouveaux et plus rationnels permettant une productivité et rentabilité accrues des exploitations agricoles. Alléger le travail de la femme dans l'exploitation, mais aussi dans son habitat par un apport de confort et de goût d'y vivre. La mécanisation des travaux des champs arrivait à grands pas, apportant du soulagement à l'exploitant.

L'électrification des campagnes était terminée et ceci permettait de moderniser les travaux de l'épouse de l'exploitant. Adaptation de moteurs aux écrémeuses, barattes, coupe racines, etc... Dans la maison d'habitation, l'arrivée des gazinières, des fers à repasser électriques, de la radio et autres menus outils, apportait un peu de bien être et une note optimiste porteur d'avenir.

Mais pour faire face à ces nouvelles dépenses, il fallait en parallèle une rentabilité accrue de l'exploitation. C'est à ce travail que le meneur d'équipes va s'employer dans le cadre de réunions tournantes dans le périmètre de chaque commune. Monsieur Desfrancs (le metteur en scène) assurera les toutes premières.

Le relais fut pris par un jeune professeur de l'École d'Agriculture de Quessoy : Jean Lucas. Un jeune homme talentueux qui voulait que ça bouge à la base. C'était d'un tel homme que le

Groupement avait besoin. Il avait la foi du milieu, le désir ardent de bousculer le négatif.

Lui, il savait déjà ce que le progrès pouvait apporter au monde agricole. Il fut heureux aussi de trouver sur le secteur des équipes très en éveil, très réceptives aux innovations. Plus de trente ans après il aime évoquer tout le plaisir qu'il éprouvait à venir faire des réunions de vulgarisation sur Plouguenast, Plemy et autres communes, tant l'ambiance était porteuse.

Les thèmes d'étude étaient, la culture de l'herbe, son exploitation rationnelle, la culture de l'orge, du blé, des betteraves danoises. L'alimentation du porc par la méthode danoise "dite méthode Lehmann". Ainsi pendant deux années Jean Lucas va apporter aux participants un ferment de dynamisme exaltant.

En 1959 la vulgarisation s'organise au département. La Chambre d'Agriculture structure ses services, et deux techniciens à plein temps seront à la disposition du Groupement. En 1961 les effectifs atteignent 149 membres. Le Groupement est sorti du canton en y intégrant des groupes nouveaux à St Ganéno et Trédeniel. Les techniciens sont aux services des adhérents en élaborant des plans de stabulations libres, plans de porcheries. Par rapport au groupe de départ N°1 d'autres se sont constitués, deux groupes à Plouguenast, deux à Plemy, un à Langast, un à Gausson.

Si les sujets abordés sont ceux déjà vus par les pionniers du départ, les réunions s'ouvrent en plus aux notions de rentabilité. Calcul des prix de revient, études de débouchés, mise en place de Groupements divers, créations de CUMA, des voyages d'études sont organisés. Des associations collectives sont mises en place, tels le syndicat d'élevage porcin de Plemy, le groupement d'amélioration du cheptel bovin de Plouguenast, le groupement de congélateurs collectifs à Plessala. Des associations familiales se

créent pour aider les familles. Ainsi émergea pendant une décennie, une effervescence d'idées constructives qui toucheront le milieu agricole par noyaux dispersés, ici ou là dans les communes. Pourtant un vent de fronde soufflera de temps à autre par les plus conservateurs, trouvant que cela va beaucoup trop vite. Cependant ce vent contraire ne freinera pas le Groupement de Productivité Agricole de Plouguenast, il sera des plus tenaces pour innover sans cesse.

1967, nouveau virage, les pionniers du départ pensent qu'il était temps de passer le relais. Ils décident de se saborder de leurs places de responsables.

Ils se disent : << les premières équipes ont foncé, avancé et contrairement à ce qu'ils espéraient au départ, la masse n'avait pas suivi>>. On jalouse ceux qui vont trop vite, et ceux qui ont attendu refusent de se joindre aux premiers, trouvant ceux-ci trop avancés pour eux.

Néanmoins le relais fut passé à de plus jeunes exploitants, qui deviennent dix ans après les dirigeants du Groupement. Certains d'ailleurs contestataires dix ans plutôt devenaient des convertis deuxième génération. Mais le grand souffle de 1957 ne trouvera pas le même support.

Est-ce dû aux hommes qui étant du deuxième bateau étaient moins progressistes que les premiers, ou que le travail des premiers avait permis déjà la vulgarisation par dessus le talus. Car bien que combattus, discutés, les premiers partis étaient malgré tout devenus des repères effaçant de fait les seconds. Quoi qu'il en soit les premiers avaient eu raison. C'était bien eux qui avaient fait tilt et bel et bien lancé la dynamique du Progrès.

A ce ralentissement de la dynamique progressiste, l'on peut mettre en cause l'arrivée de la TVA. La taxe à la valeur ajoutée du Ministre des finances en 1968. Celle-ci allait mobiliser les

techniciens de la Chambre d'Agriculture par de nombreuses réunions d'explications. Informations nécessaires sur la tenue des différents registres, la comptabilité matière, les différents taux applicables, etc...

L'ère de la gestion arrivait éclipsant sans le vouloir les réunions du technique pur des années précédentes. La TVA c'était de l'argent à manipuler, à ce jeu là l'on s'accroche. Evidemment ceux qui s'engageaient dans cette voie fiscale étaient bien les mêmes qui avaient déjà fait le saut dans les investissements du progrès cité précédemment.

Comme chaque chose a son temps, le rythme étant perdu pour la technique pure telle qu'elle se pratiquait. Il fut difficile d'assurer la relance. En plus de la TVA, mai 68 avait vu le jour, déstabilisant le monde enseignant, sapant sans le vouloir sans doute l'émulation progressiste de l'après libération. Même si le monde agricole paraissait ne pas avoir été touché, la jeunesse étudiante s'interrogeait et apportait un souffle qui n'était plus le même. Quelque chose avait changé. Vingt trois années séparaient déjà la date de l'explosion de la première bombe atomique. Mais la bombe qui ne sera pas pernicieuse pour le milieu agricole fut sans conteste la CUMA.

Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole ont été pour beaucoup des adeptes du système, une certaine forme de libération de l'exploitant. Moins accaparé par les gros travaux des champs, il devenait plus disponible pour s'occuper de sa famille, en soulageant épouse et enfants de travaux parfois pénibles pour ceux-ci. Nombreuses sont les femmes de ferme qui ont des souvenirs de travaux pénibles. Telles les plantations (non mécanisées de l'époque) de choux, betteraves, etc... La rentrée du foin en vrac à passer dans les greniers, les battages, le ramassage des pommes de terre, la cueillette des choux, la traite manuelle des vaches laitières. Tous ces travaux voyaient une participation active des femmes de ferme en ces temps-là.

La CUMA face à cette situation apportera un réel bien être.

L'exploitant moins pris par les labours, les transports du fumier, leur épandage à la main et autres travaux qui vont être réalisés par la CUMA, va pouvoir soulager les siens. Il peut s'adapter à des nouvelles techniques, éliminer par là même les travaux éreintants. Il pense aussi à développer des ateliers d'élevages plus modernes susceptibles d'apporter des revenus complémentaires. Il se consacre également à l'environnement de son habitat, habitat qui dans la région bretonne s'est vu rénové de A à Z.

Oui, la CUMA pour ceux qui savaient s'y adapter a beaucoup apporté. Elle permet la diminution de l'investissement sur le plan individuel. Sur le plan collectif la CUMA permet d'être en permanence à la pointe de l'équipement par l'arrivée de matériels toujours plus performants, car en CUMA le renouvellement du parc machines tourne très vite, (moins de cinq ans en moyenne).

La CUMA est une nouvelle forme de vulgarisation : le fait de se retrouver ensemble, soit pour acheter une nouvelle machine, où toutes les idées sont brassées en équipe devient par là même une instance de formation.

Les réunions mensuelles pour les règlements des travaux, permettent la critique bonne ou mauvaise de telle méthode de travail, ou l'adaptation des machines. Elles sont également des réunions d'échanges bénéfiques aux adhérents. Même si parfois, il peut y avoir affrontement entre des personnes, le bon sens l'emportera toujours, le négatif sera éliminé.

La pérennité d'une CUMA reposera sur l'état d'esprit des adhérents, mais aussi sur son Président, sur son chauffeur en chef. Si ces deux personnes n'ont pas le souci d'un service rationnel traitant tous les adhérents avec un même esprit

d'équité, il faut sans tarder penser à leur remplacement. Car la formule est bonne. Lorsque le service fait défaut, il faut s'en prendre aux responsables. Bien des CUMA ont capoté pour avoir eu des chefs à l'esprit trop individualiste, ou voulant être servis en priorité. Dans un tel contexte l'équipe n'est plus solidaire et très vite elle se désintègre.

Les CUMA se modifient au cours du temps. Au début les services de celles-ci étaient souvent complémentaires de ce qui existait sur l'exploitation. Elles deviennent à présent plus rationnelles, possèdent des équipements de train de culture à fort rendement, traitent dans un seul passage la préparation du sol et le semis. La profession d'agriculteur évolue, se modifie, amenant de ce fait les CUMA à se transformer ou s'adapter à de nouvelles activités. Souvent maintenant l'épouse d'exploitant a son travail en dehors de la ferme. L'exploitant se consacre à sa production avec plus d'assiduité, demande à la CUMA le soin de lui fournir un service complet pour les travaux des champs. Elle devient le bras droit de l'exploitant encore plus efficient qu'il y a trente ans.

Robert Rouillé

CHAPITRE VI :

LA VULGARISATION FEMININE

LA VULGARISATION FEMININE

Ce chapitre est l'oeuvre d'un groupe de 7 femmes réparties dans la zone concernée : Loudéac, La Chèze, Plouguenast, Uzel et les 3 communes St Gilles, St Gouéno et Laurenan. Elles ont ainsi apporté leur contribution en rédigeant des textes où elles ont noté leurs souvenirs de cette époque, apporté des documents, donné des impressions après 30-40 ans de recul, sans toutefois apporter de jugements sur les différents faits cités.

Pour une meilleure compréhension ce chapitre a été divisé en 4 points

- I - Situation de la femme dans nos campagnes entre 1935-1950 (Famille - enfants - habitat - travail - loisirs....)
- II - L'éveil des femmes à leurs responsabilités : JAC - CAPC (Cours Agricoles par correspondance) Sessions diverses, Journées Rurales, etc ...
- III - Après 1950. Le CETA et les Groupements de vulgarisation. Réaction des femmes. Prise de conscience de leur situation.
- IV - Leurs réalisations, ses résultats.

Chacun de ces points sera constitué par la partie concernée dans chaque témoignage.

Ces femmes ont préféré garder l'anonymat.

La vie des femmes dans nos campagnes entre 1935 et 1950

Voici le témoignage d'une femme du canton d'Uzel :

" Les femmes travaillaient dur et sans arrêt. Il fallait assurer les soins aux enfants surtout quand ils étaient petits, et aussi tenir la maison et préparer les repas. La traite des vaches nous incombait ainsi que la fabrication du beurre. Soigner les cochons, les veaux, la basse-cour était aussi notre travail.

La lessive au lavoir prenait beaucoup de temps. Le raccommodage se faisait en gardant les vaches le long des chemins ou dans les prés car il n'y avait pas de pâture. On profitait des veillées pour faire le repassage et continuer le raccommodage.

Les femmes suivaient les hommes aux champs. Cela était normal et nul ne s'en étonnait ? Si elles manifestaient quelques difficultés pour y aller elles étaient accusées d'être des fainéantes par leur entourage. Elles participaient à tous les travaux. Les enfants les accompagnaient quand ils n'étaient pas à dormir ou à l'école.

Après le repas du midi, en été, il était courant que les hommes fassent une sieste. Mais pendant ce temps la femme lavait la vaisselle avec de l'eau chauffée dans le foyer de la cheminée dont il fallait alimenter le feu sans arrêt.

Les plus grandes corvées étaient de faire les foins, le mettre en andains, le rateler après le chargement dans les charrettes. Parfois aussi le tasser dans les greniers dans la poussière et la chaleur suffocantes.

C'était aussi suivre la faucheuse qui coupait le blé; l'avoine pour enlever les javelles, faire des liens, "chaumer" (mettre debout) les gerbes.

Nous étions en groupe pour faire ce travail car l'entraide existait. Il y avait sûrement de la fatigue, mais aussi une joie de se trouver en groupe de jeunes.

Beaucoup de jeunes filles étaient servantes de fermes. La vie n'était pas toujours rose pour certaines. S'il y avait des moments creux dans la journée, elles devaient secouer des "trous de choux" (pieds et racines des choux) qui servaient à cuire les patates pour les cochons. Sans parler des nombreux fagots qu'il fallait casser pour la semaine.

Il n'était pas rare de voir des femmes contraintes d'effectuer l'épandage du fumier à la fourche. C'était, avec la cueillette des choux et l'arrachage des betteraves le travail le plus pénible.

J'ai connu une femme lavandière, mère de 5 enfants, qui, 5 jours par semaine, était au lavoir à genoux, chauffait la lessiveuse, étendait le linge. Elle terminait à la nuit. Et tout cela pour nourrir ses enfants.

Oui les femmes travaillaient dur. C'était nos Mamans, nos tantes, nos soeurs et nous-mêmes.

Aspirant à plus de liberté, les jeunes filles avaient envie de quitter la ferme et la région. Leur rêve était de partir à Paris ou dans les bourgs comme bonnes à tout faire. A Paris, ça se passait assez bien, s'il y avait déjà de la famille ou des relations. Mais c'était parfois une grande déception en arrivant dans cette ville. Sans défense, sans formation quelle proie facile pour les profiteurs peu scrupuleux !

Elles souhaitaient aussi aller dans les bourgs "bonnes à tout faire", surtout quand c'était chez un docteur, un vétérinaire, chez

l'instituteur ou dans un commerce. C'était beau, c'était même une promotion. (Elle a une bonne place disaient les parents).

Pourtant ces derniers "poussaient" leurs filles à se marier à des agriculteurs et ainsi prendre une ferme. Si celle-ci était dans le voisinage, les parents pouvaient aider.

Mariées, les femmes avaient beaucoup d'enfants : naissances rapprochées, accouchement à la maison. Et cela dans une seule pièce la plupart du temps, et pas de repos ni avant ni après l'accouchement. En plus c'était bien souvent en cohabitation dans des habitats sans eau ni électricité.

C'étaient des femmes, pourtant jeunes, mais très vite vieilles, fatiguées, brisées et résignées. C'était normal à l'époque.

Malgré cela elles étaient accueillantes et sans individualisme. Elles ne rechignaient pas pour organiser et faire de nombreux repas de famille et aussi ceux qui étaient imposés par les travaux d'entraide : foin, battages, pileries, etc..."

Une femme du canton de Loudéac écrit :

" Faut-il dire qu'au temps où nous étions jeunes, nous avions envie nous aussi d'être propres. Mais il fallait presque de l'héroïsme. Le dimanche matin, par exemple, c'était la cohue. Nous disposions de deux cuvettes souvent occupées. La table de toilette c'était le rebord de la fenêtre, avec la glace pendue à la crémone car il fallait que les hommes se rasent. Un certain courage était nécessaire pour chauffer une casserole d'eau sur le feu de bois et pour se trouver un petit coin dans "l'a-bas" (local de débarras) pour une toilette intime et il fallait se donner le tour. A part quelques exceptions, l'unique pièce se composait d'une grande cuisine au sol en terre battue. C'était un luxe s'il y avait une cuisinière à bois. Elles sont apparues aussitôt après la

guerre, toutes noires et de qualité médiocre. Les meubles, lits, armoires se succédaient en une rangée, montés sur un plancher pour éviter le pourrissement. Si la famille était nombreuse et la maison pas trop grande, il y avait même un lit près de la table de cuisine où dormaient les jeunes. S'il se trouvait quelqu'étranger à la maison, devinez l'aisance à se déshabiller et à se coucher en public.

D'une façon générale les filles avaient la priorité pour rester dans la salle commune. Ce n'était pas rare que des jeunes gens aient un lit-clos muni d'une paillasse en balle d'avoine (pas question de sommier ou matelas) relégué dans ce qui servait "d'abreuverie" (local de préparation de nourriture aux animaux) avec toutes les bonnes odeurs ou dans un grenier. S'il restait un coin de vieilles maisons, on aménageait sommairement quelque chose pour les garçons, voire dans l'écurie des chevaux car l'hiver il faisait bon. Les jeunes ne s'en plaignaient pas trop, ils y gagnaient en indépendance vis à vis des parents.

L'armoire des parents était la chasse gardée de la maison. Aussi tout le monde, en général, mettait son linge dans la même armoire où les affaires étaient rangées mais où tous pouvaient fouiller à leur guise. On y trouvait de tout : les vêtements du dimanche, le linge de la maison et aussi tout ce que vous aviez de personnel (courrier, lectures, photos, etc...)

L'électricité n'existait pas sauf dans les bourgs vers 1930. De toutes façons, par mesure d'économie, il ne fallait qu'une lampe. Aussi la vie se déroulait dans la pièce commune. Si quelqu'un voulait lire ou écrire, c'était parmi tout le monde. Parlez-moi d'épanouissement personnel.

La grande partie des jeunes ménages vivaient en cohabitation, ce qui pouvait présenter un avantage, les grands parents aidant la jeune mère. Mais de quelle dose de patience fallait-il faire preuve pour supporter de vivre à 3 générations !

Les bouleversements techniques mis au point, plus tard, par le CETA et dont l'efficacité avait été largement démontré, inquiétaient toute la frange conservatrice de nos villages. Nous nous sentions mal compris et constamment critiqués par certains voisins.

En 1953 l'été fut très pluvieux, la moisson risquait de se perdre. Aussi mon mari avait fait appel à un entrepreneur de moissonneuse-batteuse pour sauver la récolte; mais nous étions contraints de battre un dimanche si nous voulions profiter de la machine. Le Curé de la paroisse nous avait alors menacé de ne pas baptiser notre enfant. "

Témoignage d'une personne du canton de la Chêze :

"Dans tous les bourgs de nos campagnes il y avait une école, parfois deux, publique et privée. Le maître directeur d'école remplissait souvent les fonctions de secrétaire de mairie, notamment dans les petites communes. Très rarement l'école était mixte. Le "Monsieur" faisait l'école aux garçons, et la "Dame" aux filles.

L'école privée était dirigée par un prêtre, parfois deux qui étaient vicaires à la paroisse, pour les garçons. Les religieuses avaient la direction de l'école des filles et tenaient la cantine qui ne consistait souvent qu'à servir aux enfants une soupe. Ceux-ci apportaient dans leur musette un morceau de pain avec du beurre, d'autres une tranche de lard, sans oublier, bien sûr, la petite bouteille de cidre. Quand il n'y avait pas de cantine, les parents profitaient d'une relation dans le bourg pour demander de servir une soupe à leur ou leurs enfants, moyennant évidemment rétribution. Repas frugal : soupe quelquefois bien claire, suivie d'un morceau de pain de seigle couvert d'une tranche de lard mais toujours avec du cidre, voilà notre gamin "paré" pour l'après-midi.

Evidemment hors-d'oeuvre et desserts étaient inconnus. Les familles les plus aisées s'arrangeaient pour faire servir à leurs adolescents un repas plus substantiel.

Les enfants allaient à l'école à pied. Jusque 5 Km, et parfois plus pour certains, étaient à parcourir matin et soir et par tous les temps. Les imperméables étaient rares avant guerre. Aussi quand il pleuvait, beaucoup se munissaient d'un sac à patates pour se protéger, protection bien insuffisante. Et la distance était telle qu'on avait le temps d'être trempés et avec de l'eau dans les sabots on restait ainsi mouillés toute la journée. On devine les rhumes et angines qui suivaient, perturbant la scolarité.

Les sabots étaient lourds, surtout fraîchement cloutés. Souvent on avait les chevilles en sang à force de se cogner, un pied contre l'autre dans les ornières. La croute n'a pas le temps de se former sur la plaie qu'un autre choc la fait sauter. Et quand il fallait décoller le bas de la plaie, le soir, on faisait la grimace.

On savait alors lutter contre le froid, on en avait l'habitude. Claquer des dents nous aidait à le digérer. Et comme on appréciait la chaleur du feu de cheminée, puisqu'il n'y avait pas un autre chauffage. Mais le plus gênant c'était les engelures qui vous donnaient des mains comme des patates, violettes et boursoufflées. Pas facile alors d'écrire. Et si l'instituteur, pour vous corriger, vous tapait avec une règle sur les doigts, quelle douleur !

Cette marche à pied soir et matin présentait l'avantage d'un bon exercice de plein air. Même par temps de gel on n'avait pas froid en arrivant à l'école. Pas besoin de passe-montagne, ni de cache-nez, ni foulard, l'organisme réagissait très bien contre le froid. On craignait davantage la pluie.

L'hiver on ne voyait jamais le jour chez nous, on partait de nuit le matin, on arrivait de nuit, le soir. L'été par contre on se

payait de bonnes distractions . On flanait sur la route, s'arrêtant à regarder beaucoup de choses : les fleurs, les oeufs de grenouilles et les tétards qui foisonnaient dans les eaux stagnantes. Les garçons dénichaient les nids de pie, ensuite on bandait les yeux à quelqu'un et il lui fallait ajuster sa gaule pour casser les oeufs posés par terre.

Cependant il ne fallait pas trop tarder car les parents avaient besoin de nous à la maison pour de menus travaux, ou planter des betteraves ou pour notre grande occupation : garder les vaches. Si notre retard était trop important il était aussitôt sanctionné.

Le diplôme envisagé à l'école était le certificat d'études primaires que l'on passait à 12-14 ans selon les capacités. Je pense qu'un tiers des élèves à peu près y arrivait. On était très fier quand on pouvait l'avoir car pour une grande partie c'était la fin de la scolarité. Alors on devenait presque un adulte et on restait soit chez ses parents pour les aider soit placés dans des fermes où il y avait besoin de main-d'oeuvre.

Quelques uns (moins de 10 %) étaient envoyés en pension pour préparer le certificat d'études supérieur en deux années (il fut supprimé par la suite). Ceux qui avaient des possibilités financières (il n'y avait pas de bourses) ou intellectuelles "poussaient" vers le brevet élémentaire. Mais c'était rare avant guerre, encore plus ceux qui allaient à l'Ecole d'Agriculture.

L'éducation des enfants se faisait dans la famille. Les grands-parents apportaient leur contribution et suppléaient aux parents absorbés par leurs travaux. Mais ceux-ci s'imposaient toujours avec autorité au fur et à mesure que les enfants grandissaient, ce qui obligeait ces derniers à une certaine rigueur de vie et créait ainsi une distance de relation entre parents et enfants. Il y avait des tabous comme l'on dit actuellement.

La rigueur était également de mise à table. Le pain était sacré. Tout gaspillage était aussitôt puni. Chacun devait trouver son compte avec ce qui était sur la table.

Dans beaucoup de familles chrétiennes, par tradition, on se raccrochait aux préceptes et à l'enseignement de l'Eglise. On observait rigoureusement les pratiques, (Messes, Vêpres, vigiles le vendredi, pas de travail le dimanche). Les assemblées dominicales favorisaient les rencontres de jeunes car il n'y avait pas beaucoup de sorties ni de distractions.

Les réunions de familles étaient fréquentes dans les villages surtout dans celles où il y avait beaucoup de jeunes.

En 1945, on fêta la fin de la guerre et le retour des prisonniers. Ce fut alors la grande liberté. Les fêtes étaient organisées partout ainsi que les bals du dimanche. Alors l'éducation ne resta plus au niveau de la famille et les jeunes échappèrent plus ou moins à leurs parents."

Un autre témoignage du canton de La Chèze complète ce qui a été écrit précédemment :

" Aînée d'une famille d'agriculteurs modestes, très tôt je fus mise en face des réalités de la vie. Bien vite je participe au travail, il y en avait toujours à ma mesure.

Avant 12 ans ma scolarité fut terminée. Mes parents m'avaient vaguement promis de m'envoyer au Cours Ménager à Loudéac mais, par la suite, il n'en fut plus question. Je m'étais rendue sans doute trop utile. Heureusement à 14 ans j'ai été sollicitée pour suivre les C.A.C (Cours Agricoles Par Correspondance) de l'Office Central de Landerneau qui me furent

très bénéfiques. Dans le milieu agricole seul le travail comptait: les tâches ménagères, surtout garder les vaches, aider aux soins des bêtes.

Pour les femmes le travail était trop pénible, et ne leur valait aucune considération. Comme loisirs rien n'était organisé, on se rencontrait entre jeunes sans but, à part les rencontres de familles ou entre voisins. Les hommes sortaient le plus souvent. Cependant les femmes fréquentaient les foires, surtout les foires aux cochons. Elles étaient pour elles des lieux de rencontres exceptionnelles. Les foires de Plémet et de la Trinité Porhoët étaient très fréquentées. On y allait en carriole mais aussi à pied. Souvent le porcelet acheté, mis dans un sac était emporté, balancé sur leur dos. Les " Pardons " aussi, l'été, étaient des lieux de rencontre.

Enfants on a été élevé dans la rigueur. Seule comptait la loi du travail et de l'économie. Les parents exerçaient leur rôle d'éducation avec beaucoup d'autorité. Je raconte l'anecdote suivante pour illustrer cette affirmation :

<< Tous les ans un commerçant nous rendait visite, je ne sais pourquoi, et nous apportait, à chaque fois, quelques succulents gâteaux de pâtisserie, chose particulièrement rare dans nos campagnes. Etalés sur la table familiale ils étaient l'objet de beaucoup de convoitise et, la salive à la bouche, il m'était difficile d'en détacher les yeux. Mais il n'était pas question d'en demander un, encore moins, évidemment, d'en prendre un sans autorisation, la sanction eut été immédiate et vigoureuse. Il fallait attendre le bon vouloir de mes parents, mais alors, comme il était bon le gâteau ! >>

Nous habitions près du bourg qui était important. Je crois que c'était une chance car cela m'avait permis de fréquenter les

jeunes de milieux différents qui généralement ne se fréquentaient pas. Les gens du bourg se croyaient supérieurs à ceux de la campagne qui avaient de leur côté, un complexe d'infériorité. Beaucoup d'enfants des familles aisées du bourg étaient partis dans les villes voisines pour quelques études, ce qui accentuait les différences donc les difficultés de communication.

Il fallait constater que les jeunes les plus ambitieux partaient en ville et que c'était une promotion pour une fille de se marier avec un gars du bourg ou un fonctionnaire. A ce propos une autre anecdote :

<<Une jeune fille issue d'une ferme épouse un artisan-commerçant d'un bourg. Elle était persuadée avoir gravi un important échelon dans la hiérarchie sociale. Tous les dimanches, avant la grand-messe, elle reçoit la visite d'une de ses anciennes voisines venue lui apporter la motte de beurre et les quelques oeufs nécessaires à son ménage. Elle trouvait normal d'être ainsi servie à domicile et pourquoi, en même temps, ne pas "chipoter" sur les prix de la marchandise ? Or voici la guerre. Le beurre et les oeufs deviennent très recherchés. Notre fermière, débordée de travail et constamment sollicitée laisse entendre à notre ménagère du bourg qu'il lui fallait dorénavant se déplacer. Elle en fut très vexée et considérait comme une humiliation d'être contrainte de se rendre à la ferme >>.

Une amie me confiait qu'elle n'aurait jamais voulu vivre comme sa mère, c'est-à-dire soumise, sans répit, toute la journée et dans des conditions parfois repoussantes en particulier avec les bêtes. Evidemment, dans ces conditions, il n'était pas question de coquetterie pour ces femmes acceptant avec fatalisme leur existence.

Je considère que cette époque de notre vie aurait pu être beaucoup mieux valorisée. Tout cela me faisait réfléchir et aussi m'angoissait. Partir, oui. Mais la ville ne m'attirait pas vraiment.

J'ai souvent imaginé que les belles vitrines pouvaient masquer bien des détresses malgré ce que voulait faire paraître les exilés en vacances au pays.

De plus la guerre créa des situations anormales, déséquilibra les familles et la bonne marche du travail. Les jeunes gens et les maris étaient partis au combat, les femmes restaient seules dans les fermes. Alors tout loisir et donc possibilité de rassemblement devenait déplacé. On vivait replié sur soi.

Oui, existence dure. Je me rappelle le fait suivant :

<< Un soir dans un village voisin, après avoir arraché et chargé des betteraves toute la journée, nous revenions à la nuit tombée par un sentier surplombant un chemin creux. A cette époque ces chemins n'étaient que profondes ornières et boue en hiver. L'attelage composé de deux chevaux trainait avec peine un chargement de betteraves. Le charretier lui-même ne pouvait que surveiller et haranguer son attelage du haut du sentier. A un moment, on n'a plus entendu le bruit particulier de la charrette. Il nous a fallu aussitôt descendre dans le chemin et constater que le cheval était tombé sous les brancards enfoncé dans la boue. La solution était de décharger les betteraves et, tous ensemble, aider le cheval à se redresser. Et tout cela dans la boue jusqu'aux genoux, sans bottes évidemment, et dans l'obscurité. Heureusement à l'époque on était habitué à travailler sans lumière. Soulagement, la bête n'était pas blessée. On a donc rechargé les betteraves et l'attelage est reparti >>

A ce propos il faut dire que voir souffrir nos bêtes surtout les chevaux, compagnons de valeur, nous rendait tristes. Et s'il arrivait, par malheur, d'en perdre un, on était véritablement affligés. Des pleurs alors coulaient en cachette.

Il arrivait à nos mères et grand'mères, sachant la fragilité de notre situation, devant une mortalité trop fréquente du bétail,

ou des intempéries mettant en péril la récolte, de se lamenter avec fatalisme avec l'expression : << Mon Dieu, mon Dieu, qu'est-ce qu'on va devenir ? >>

N'était-ce pas là le souvenir ancré au fond de leur mémoire, des famines, des incendies, des maladies, ou tout simplement la malchance, autant de calamités d'autrefois dont les familles, sans aucune protection sociale, étaient trop souvent les victimes. Ruinées, ces familles étaient réduites à la misère voire à la mendicité, dans tous les cas, déshonorées.

Nos mères et nos grand'mères, par suite des relations entre les familles importantes, et contraintes de porter les deuils, s'habillaient définitivement en noir trop tôt. Une amie revenue de Paris, me confia un jour combien elles trouvaient tristes ces assemblées de femmes en habits trop sombres. Pour elles, s'habiller en clair, pouvait paraître déplacé.

Il y avait beaucoup de pudeur dans nos campagnes, les misères étaient cachées. L'honneur de la famille était sacré. Dans une société très hiérarchisée il fallait garder son rang traditionnel.

Certaines femmes, accablées par le travail et les soucis, trouvaient une consolation à la portée de la main : l'alcool, sous forme de cidre ou de liqueur de fabrication "maison". L'alcool, c'était bien connu, guérissait beaucoup de maux (Les prunelles sauvages en liqueur guérissaient les maux de tête, etc..) Pourquoi alors ne pas s'en servir pour guérir le moral et oublier les soucis? Elles s'y adonnaient en cachette. Si le mari ne buvait pas, il cachait le défaut de sa femme. Mais la tentation était forte pour lui d'en faire autant. C'était alors la décadence complète pour la famille.

La plus grande atteinte à l'honneur était la fille-mère. La pauvre malheureuse connaîtra une longue vie d'humiliations, une lutte de tous les instants pour subsister avec son enfant. Je

connais une fille qui fut ainsi chassée par son père, s'enfuit à Paris où elle mourut quelques temps après dans des conditions que nous n'avons pas connues. "

L'éveil des femmes à leurs responsabilités

Suite du premier témoignage :

"J'étais très attirée par la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne). Dans le canton existait un groupe de militantes. En relation avec des filles de même affinité, il m'a été facile de m'y intégrer.

Mes parents avaient un peu peur de ce mouvement. Ils croyaient ainsi nous perdre et également que l'on perde notre temps. Dans les communes de Merléac et du Quillio, nous formions des groupes très soudés. Quand j'y pense maintenant cela fait "tic" au cœur.

Notre but c'était, avec la foi, faire évoluer le monde paysan qui était important à l'époque. Donc nous former pour forger notre idéal de jeunes.

Idéal qui était plein d'enthousiasme et entraîner les autres avec nous. Nous lisions "Militante jaciste", "Jeune rurale" et des livres de formation. Dans nos réunions d'équipes nous réfléchissions sur la trilogie : Voir, Juger, Agir. Nous participions aux Journées Rurales comprenant du technique (couture, cuisine, hygiène).

Nous organisions les Fêtes de la Terre, de la Moisson, Messe du paysan avec des intervenants. Il fallait donc organiser les jeux, les danses, apprendre des chants.

1948 fut une année très riche, l'exposition de la Maison Rurale, organisée par la JAC fut une démonstration de grande importance. Notre région d'Uzel devait assurer une permanence : le trajet Uzel-Loudéac se faisait à vélo, on logeait à l'école Ste Anne, c'était déjà partir de chez nous. Agencement des pièces, coin-cuisine, salles de séjour étaient conseillés plutôt qu'une salle à manger qui ne servait jamais. On y voyait placards, coin-toilette, W.C, chambre des parents à part, chambre des enfants.

Quel bouleversement de notre habitat traditionnel ! Cette démonstration nous a été très bénéfique. Elle nous a fait réfléchir afin de trouver des solutions pour notre habitat, nous qui regardions avec envie les filles de la ville.

Notre foyer s'est construit par les rencontres de la JAC."

Autre témoignage :

"L'exposition de la Maison Rurale organisée par la JAC provoqua un grand bouleversement en 1948. Certaines, parmi nous, furent sollicitées comme guide à cette exposition. Très vite nous avons appris la leçon et nous la révisions presque comme des automates. Mais qu'allions-nous changer en rentrant chez nous ? Ce fut lent. Nos parents étaient venus voir et en ressentait le bien-fondé mais ils manquaient de finances. Et, en certains cas, pourquoi tout bousculer puisque les jeunes allaient se marier et partir ? Ceux qui resteraient en cohabitation, et c'était monnaie courante, en prendraient l'initiative."

En 1950, le congrès de la JAC à Paris fut un évènement considérable. Le 14 mai on abattit les tabous représentés par des marionnettes qui tombaient une à une sur la pelouse du Parc des Princes. Tous les congressistes chantaient : « Plus de routines, nous allons vers un âge nouveau, plus beau ». C'est dire

l'importance de la JAC dans le départ de la modernisation. Ce qui nous a le plus bridé au départ, c'était notre ignorance en tout, ne pas savoir, ne pas comprendre car en ces moments-là notre niveau scolaire n'était pas très élevé."

Autre témoignage d'une femme de Loudéac :

"La mauvaise santé de ma mère oblige mes parents à me retirer de l'école avec la promesse de m'envoyer aux Cours Ménagers de la Providence, ce qui n'était pas très courant à l'époque.

En 1942, sous l'ancienne clinique, on nous apprenait la morale, l'économie, l'alimentation familiale, la couture, la cuisine, l'hygiène, la puériculture.

Que de bons souvenirs : apprendre à coudre à la machine, à faire un corsage, à réussir un gâteau. On se sentait revalorisée, même s'il y avait des échecs. Il fallait vaincre la déception et recommencer. On nous disait : un échec est nécessaire, un deuxième peut être utile, la 3^{ème} fois si on réussit on est quelqu'un !

Mais cela bousculait les habitudes de nos parents. Il nous fallait une cuisinière, or il n'y avait qu'un foyer traditionnel. Une machine à coudre était nécessaire : tout cela venait peu à peu, après maintes relances. J'avais l'âge d'apprendre et tout m'intéressait. Ce fut pour moi le déclic d'une avancée.

Dans la foulée, toujours dans la salle de la Providence avec la JAC, ont commencé les Journées Rurales. Plusieurs sujets étaient traités dont l'hygiène et la santé par une religieuse infirmière. Je me rappelle une de ses interventions : << Les gens arrivent sales à la clinique, ce qui complique les soins >>

Mais elle comprenait bien que le métier ne permettait pas d'être toujours propres."

Un autre témoignage :

" La JAC bienvenue à ce moment de ma vie .

C'est pendant la guerre que je fis la connaissance de la JACF. Je peux dire ce que fut une éclaircie, une espérance. Beaucoup de jeunes furent touchés par ce mouvement. L'exode des forces vives se ralentit. Découvrant une religion ouverte sur nos vies, nous prenions conscience de notre dignité, de notre potentiel, de nos responsabilités. Nous avions la volonté de prouver que l'agriculteur (trice) est une personne avec sa fierté. Nous chantions :

<< Sois fier paysan, ton oeuvre est féconde ! >>

Nous prenions des responsabilités dans les structures de la JAC : préparation des réunions, participations et animations des différentes manifestations : journées rurales, semaines rurales, sessions d'études, Fêtes de la Terre, de la Moisson.

Des jeunes sont restés à la terre, ont émergé et sont devenus des dirigeants. Notre enthousiasme de jeunes jusqu'alors inemployé, pouvait enfin se structurer parce qu'ayant désormais des objectifs bien définis et accessibles. "

Après 1950 . Le C.E.T.A. Réaction des femmes

Un témoignage :

"Les anciennes jacistes, mariées et devenues épouses de chefs d'exploitations, aimaient se retrouver pour parler ensemble

de leurs problèmes familiaux, professionnels pour essayer de dégager des idées, l'époque était au changement.

Les réunions étaient moins nombreuses étant donné les charges de chacun des foyers mais, même moins formelles, elles étaient pour nous occasion de réflexions efficaces.

Cependant, nos responsabilités familiales, le travail contraignant, ne nous laissaient pas suffisamment de temps libre pour nous former, nous informer afin de rechercher les moyens d'améliorer nos conditions de vie et de travail.

Par contre les hommes pouvaient mieux s'informer sur le plan professionnel, grâce aux quelques organisations existantes (syndicats, etc..) ou à l'occasion de comices agricoles ou foires ou encore lors de l'exercice de leurs responsabilités d'élus locaux. Tous ces moyens de rencontres, beaucoup plus fréquentes pour nos maris, sans oublier les simples assemblées familiales qui étaient également l'occasion d'aborder les problèmes professionnels et économiques, ont permis à ces agriculteurs de constituer en 1952 le CETA (Centre d'Etudes Techniques Agricoles) suivi ensuite des Centres de Vulgarisation et des Maisons Familiales.

Nous étions heureuses de constater que nos maris obtenaient des succès croissants grâce à leur travail en groupe dans la formule CETA. Mais au bout de quelques années (trois ou quatre) nous ne pouvions plus partager leur enthousiasme.

Au niveau du foyer, un déséquilibre risquait de s'installer entre le chef d'exploitation absorbé par les réunions et ses essais en élevage ou en agronomie, employant un langage technique que nous ne comprenions plus, et sa femme, prisonnière du travail quotidien qu'elle exécutait sans comprendre. Les femmes ne pouvaient plus partager le même enthousiasme, elles devaient assumer le côté négatif, parer aux absences, faire face aux critiques parfois acerbes de l'entourage (voisins et même

parents sous le même toit) qui ne comprenaient pas ces nouveaux comportements.

D'autre part nos maris, incités à intensifier les productions, grevaient les budgets et, en général, le professionnel avait priorité sur le familial, cela risquait de provoquer des discussions dans le ménage.

Même dans le vocabulaire un décalage s'installait : que voulait dire une U.F. (Unité Fourrage), un U.T.H. (Unité Travailleur Homme), une U.G.B. (Unité Gros Bétail), etc ... ?

Ce décalage provoquait un sentiment de frustration et nous n'acceptions pas d'être réduites au rôle d'exécutantes. Nous ne pouvions pas accepter les conditions que nos mères avaient supportées.

Les hommes sont devenus conscients de cet état de choses. Ce désaccord homme-femme pouvait très bien remettre en cause toute la transformation si bien amorcée par le CETA.

Réalisant ce grave danger, J. Pluinage, technicien du CETA ne ménagea pas ses conseils clairvoyants. Devant ces difficultés les hommes proposèrent alors aux femmes de les accompagner à leurs réunions. Mais très vite cette solution s'avéra inefficace, hommes et femmes ne pouvaient s'absenter ensemble de leurs exploitations et de leurs charges familiales et surtout les problèmes féminins étaient bien spécifiques.

Puis, les femmes, naturellement, se sentant plus à l'aise entre elles, ont désiré constituer leurs propres groupements, toujours avec les encouragements de leurs maris."

Constitution d'un CETMA (Centre d'Etudes Techniques et Ménagères)

Au cours de l'hiver 58-59 Madame Moisan, Mademoiselle Theris, assistante sociale rurale de la région et Mademoiselle Pichard, Directrice de la Maison Familiale d'Apprentissage Rurale de la Hersonnière, entreprennent d'obtenir le concours d'une technicienne mais ne parviennent que partiellement à convaincre les dirigeants professionnels départementaux de l'importance de cette action. Grâce au financement assuré par l'IOSTA (Institut pour l'Organisation Scientifique du Travail en Agriculture) Mademoiselle Fernagu amorce son travail durant l'hiver 59-60.

Elle rassemble une quinzaine de femmes à St Etienne et Plumieux. Un autre groupe se constitue dans le Mené à St Gilles, St Gouéno, Plessala. Les premières adhérentes sont partout les épouses des cultivateurs, membres des Groupements de Vulgarisation. Mais très rapidement le recrutement s'élargit et, à l'étonnement général des promotrices, atteint de nombreuses femmes jugées inaccessibles au progrès.

En septembre 1960, la technicienne étant désormais intégrée à la Chambre d'Agriculture, la vulgarisation féminine va se restructurer. Le groupement féminin de vulgarisation agricole et ménagère du Mené se constitue en 1960. En 1964 il réunit 254 membres cotisants répartis en 5 groupes : 52 à Collinée, 47 à Plessala (bas), 75 à Plessala (haut), 45 à St Gouéno, 35 à St Gilles. Ses activités atteignent environ 300 femmes dans le Mené.

Le second noyau d'action, à St Etienne et environ, s'est organisé différemment. Par décision prise à bulletins secrets, les dirigeantes ont dû opter entre deux formules. Huit femmes (5 de St Etienne - 2 du Cambout et 1 de Plumieux) ont fondé le CETMA de la Vallée du Lié le 27 septembre 1960. Les autres ont préféré le CVAM (Centre de Vulgarisation Agricole et Ménagère) de la

Vallée du Lié qui rassemble en octobre 1964, 58 cultivatrices (21 de St Etienne, 20 du Cambout et 17 de Plumieux), mais atteint parfois plus de 70 participantes. Des liens étroits unissent ces deux associations que différencie, seulement, une volonté de recherche approfondie chez le CETMA.

Le 29 septembre 1960 se fonde également le CVAM de Loudéac composé de 10 femmes de Loudéac, La Motte Trévé, St Caradec, St Barnabé et momentanément animé par une religieuse enseignant au cours ménager de la Providence à Loudéac. 73 femmes y adhèrent en 1964 mais environ 110 personnes participent à la plupart des réunions.

Les CVAM de Loudéac et de la Vallée du Lié ainsi que le CETMA bénéficient des services d'une technicienne résidant à Loudéac, alors que le CVAM du Mené reste animé par Mademoiselle Fernagu chargée de la vulgarisation féminine à la Chambre d'Agriculture des Côtes du Nord.

Les résultats

Un témoignage :

"Vers les années 50-55 l'éducation des enfants ne fut plus uniquement l'affaire des familles. Les enfants étaient scolarisés de plus en plus jeunes et échappaient à leur milieu familial. C'est pourquoi après les années 60 les parents s'inquiétèrent de l'avenir des enfants.

En CETMA nous avons étudié cette transformation. Au cours d'une réunion un expert de la question nous disait : "dans une société en pleine évolution, l'un des principaux problèmes est celui de la formation totale de l'individu, formation qui envisage

son instruction, c'est-à-dire l'accession à la connaissance. Formation qui envisage aussi le développement d'un certain nombre de qualités individuelles <<esprit d'observation, d'analyse, de synthèse, ouverture, raisonnement, jugement>>.

On disait dans ces moments-là : <<la formation totale de l'individu doit tendre à lui donner une tête bien faite plutôt qu'une tête bien pleine>>.

On a découvert que l'éducation ne doit pas être un dressage. L'éducation doit aboutir à faire de l'enfant un être libre, capable de faire des choix, de formuler un jugement, d'avoir un comportement personnel. Or la liberté doit être soutenue, aidée. C'est à cela que servent les parents, les éducateurs, les maîtres.

Nous nous trouvions devant des difficultés notamment, l'émancipation précoce de nos enfants, la passivité de leur entourage qui ne prenait pas conscience de ses responsabilités et qui disait : <<Ce n'était pas comme ça de notre temps>>.

La vitesse de l'évolution nous inquiétait. Heureusement nous avons nos groupements de vulgarisation et le CETMA où, ensemble, on voyait plus clair. Il ne fallait plus dire à nos enfants : tu feras comme cela; l'éducation et la morale de notre temps où on menait une vie austère étaient terminées. Mais cependant la société de consommation, de loisirs et de progrès scientifiques peut-elle se dispenser de sacrifices que nous considérons comme nécessaire à la vie et qui était à la base de notre morale?"

Autre témoignage :

"La vulgarisation féminine des années 60 m'a beaucoup apporté : j'ai eu la chance avec une amie de ma commune de pouvoir profiter d'une session de l'I.F.O.C.A.P. (Institut de Formation de Cadres Paysans) à Draveil (Région Parisienne) en 1963 de 10 jours ainsi qu'une session à Binic de 3 jours. Elles nous

ont permis de connaître et de discuter avec des agricultrices de régions différentes des nôtres.

Ce qui m'a épanoui aussi ce sont les voyages d'études que nous organisons avec les communes voisines dans la région de Lamballe et dans le Finistère. Nous y voyions des fermes bien aménagées, les habitats et des cours bien entretenues. Le midi nous prenions le repas ensemble, cela nous permettait de discuter car nous avions toutes les mêmes problèmes . "

Autre témoignage :

"Les femmes avaient donc leur CETMA et leur GVAM. Mademoiselle Fernagu arriva comme technicienne. Elle avait un tempérament très près des gens et pouvait ainsi contacter facilement toutes les femmes. D'autant plus qu'il existait un grand désir d'avancer et aussi une certaine crainte devant une évolution aussi rapide.

Les réunions se tenaient chez les adhérentes. On a ainsi traité d'alimentation, la manière d'acheter (qualité-prix), la transformation et l'aménagement des maisons d'habitation, le rangement et l'embellissement des cours de fermes, le matériel ménager, etc...

A ce moment apparurent les premières machines à laver le linge et les cuisinières électriques. La réfrigération et la congélation étaient aussi abordées, ainsi que la comptabilité et l'organisation du travail.

Les femmes toujours surchargées ont beaucoup apprécié l'utilisation du gaz en bouteilles. Au lieu du traditionnel feu, exigeant en temps, le gaz était rapide, propre, très intéressant en outre pour chauffer les biberons.

Nos responsabilités de mères de famille nous amenèrent aussi à donner une grande importance à l'éducation et à l'instruction de nos enfants.

On étudiait aussi la rentabilité de l'élevage bovin, l'intérêt du contrôle laitier. Ce qui provoqua l'importation de la vache frisonne de Hollande et du Nord de la France, importation bien organisée parce que nous étions bien groupées pour l'achat.

Déjà la machine à traire existait quelque peu. Elle va se répandre très vite. Les stabulations libres vont rapidement apparaître équipées de salle de traite. Puis le maïs deviendra la base d'alimentation des vaches l'hiver, ce qui va soulager beaucoup notre travail en évitant, les choux, betteraves et rutabagas.

Avec l'assistante sociale Mademoiselle Thérès des cours de secourisme eurent lieu à St Etienne durant l'hiver 58-59. On apprit à composer une pharmacie familiale, à donner les premiers soins à un accidenté et à faire les gestes qui sauvent en cas d'accident. Au cours des années 60 un congélateur collectif fut créé à St Etienne à l'initiative des groupements de vulgarisation.

A partir de 1960 commença l'ère des moissonneuses - batteuses et des CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole).

Le CETMA participait à beaucoup de réunions avec d'autres CETMA nouvellement créés en Bretagne : Pontivy, St Briec, Rennes étaient des lieux de réunions. Certaines, qui pouvaient se faire remplacer ont pu faire les stages d'IFOCAP, mais la plupart d'entre nous, chargées de famille, n'ont pu s'absenter ainsi de leur famille.

Il faut souligner aussi les voyages organisés dans les années 60 à travers la France, voyages inespérés pour nous quelques

années auparavant et qui contribuèrent à donner un autre sens à notre vie de paysanne.

Je me souviens très bien également de la découverte des Florales de Nantes au début des années 60, précédée de la visite des Usines Huard à Chateaubriand. Autant de sorties qui maintenant semblent banales, mais qui, à l'époque concernée, étaient sensationnelles pour nous."

Un autre témoignage :

" Nos réunions de GVAM abordèrent beaucoup de sujets très variés qui nous passionnaient car ils correspondaient à ce que nous voulions connaître. Le classement des papiers, la plantation d'arbustes d'ornement, le camouflage des vieux bâtiments à l'époque où l'esthétique importait peu dans nos campagnes, étaient très instructifs. Et aussi l'organisation du travail avec M.T. Bécouarn, dans des réunions très stimulantes.

Nous avons étudié l'intégration en agriculture, la façon de bien étudier un contrat avec la vigilance et l'attention nécessaires.

De plus en plus nous nous intéressions à la comptabilité. Dès l'application de la TVA à l'agriculture, en 1968, la comptabilité devenait obligatoire pour ceux qui devaient opter pour le régime TVA. Alors les Fédérations du GVAM organisèrent des sessions de formation avec le Centre de Gestion, où nous avons pu nous former à la tenue des comptabilités.

Nous participions aussi à quelques sessions pour parler en public, apprendre à faire la synthèse d'une causerie, prendre des notes, présenter l'intervenant et le remercier à la fin de son exposé. Dans des déplacements en car on visitait des aménagements d'habitat, des cours embellies et les aménagements d'élevage.

La congélation aussi était à l'ordre du jour, collective ou individuelle.

Ces activités des groupements de vulgarisation ont fait évoluer les femmes de chez nous : La Chèze, Loudéac, Uzel, Plouguenast. Chaque femme avait ainsi la possibilité de mieux réussir sa vie en s'épanouissant dans des responsabilités, en se prenant elle-même en charge.

Cette période correspondait au passage de la vente de crème à la vente de lait. La paie n'était plus faite en espèces mais par chèque. Il fallait donc aménager notre budget de ménagère, se familiariser avec le chèque. Tout cela perturbait nos trésoreries traditionnelles.

Fin des années 50 et début des années 60 beaucoup d'entre nous obtiennent le permis de conduire, ce qui nous a permis une certaine autonomie : aller à la banque, conduire les enfants à leurs activités d'école, faire nos courses, rentrer dans les organisations.

La mise en place des congélateurs collectifs eut des conséquences auxquelles nous ne nous attendions pas. Ce fut l'occasion d'étudier l'équilibre des menus, de les varier, d'introduire de nouveaux légumes ainsi que de nouveaux modes de préparation, (carottes rapées par exemple).

Une réunion sur le potager familial mis l'accent sur la possibilité d'utiliser au mieux les légumes : haricots verts, concombres, radis, tomates, artichauts, légumes alors rares dans nos potagers, et aussi, la possibilité d'avoir des salades toute l'année.

Le congélateur nous incita également à consommer davantage de poissons. A un prix très intéressant la "Caissette

Lorientaise" nous livrait des caisses de poissons que nous partageons entre nous.

Il fallut aussi compléter ces congélateurs collectifs par l'achat de réfrigérateurs individuels. Nous nous associèrent pour une commande unique de plusieurs appareils ce qui nous valu d'importantes remises.

Sur ce plan, nous étions harcelées par des démarcheurs de matériel, cherchant à nous vendre n'importe quel appareil. Nous n'étions plus complexées, nous pouvions discuter prix et qualité avec eux.

La création du CVMA eut des effets très heureux sur nos conditions de travail. Une étude réalisée à ce sujet par la Chambre d'Agriculture avec la participation des Groupements de Vulgarisation en 1966, présente comme conclusion essentielle : <<Pour libérer la femme il faut organiser le travail des hommes>> Ainsi grâce à la mécanisation des travaux des champs et leur exécution par la CUMA, les hommes disposèrent de plus en plus de temps pour aider aux travaux exigés par les animaux.

L'amélioration considérable de la production laitière par une meilleure alimentation et le changement de cheptel, la vente de lait au lieu de la crème augmentaient les revenus de cette production. Alors les hommes prêtèrent une attention plus grande à la traite et acceptèrent de l'effectuer, ce n'était plus un déshonneur pour eux comme dans le passé.

Mais auparavant ils achetèrent des trayeuses mécaniques, et s'équipèrent très souvent de salles de traite. Ce qui amena les femmes à faire cette constatation peu réjouissante : <<Nous avons assumé seules, autrefois, la traite dans des conditions pénibles et sales. Maintenant que ce travail est devenu agréable ce sont les hommes qui s'en occupent ! >>.

D'une façon générale nos maris découvrant l'importance de l'alimentation des animaux et de la traite, ainsi que l'embellissement des abords de l'exploitation, n'hésitèrent pas à participer à ces travaux, considérés autrefois comme secondaires. La mécanisation de l'exploitation et l'importance grandissante de l'élevage en furent les raisons. Mais il ne faut pas passer sous silence les nombreuses conversations que nos techniciennes engagèrent avec nos maris pour les éveiller à leurs responsabilités aux travaux d'intérieur des femmes.

L'agricultrice ainsi libérée, au moins partiellement, pouvait mieux se consacrer à sa famille, à l'entretien de son foyer, à l'amélioration de son cadre de vie, aux soins de ses enfants...."

Un autre témoignage :

"En 1935 fut mis en place dans le Secteur de Merdrignac le 2^{ème} service social rural de France (après Bonnétable, dans la Sarthe). L'assistante sociale de l'époque, Mademoiselle Guérin, intervenait auprès des femmes qui étaient dans la misère : maladie, alcoolisme, illétrisme, manque d'hygiène, etc... A la demande du Docteur Potier elle organise des soins à domicile, des consultations de nourrissons.

Aussi les militantes de la JACF trouvent dans ce service social un terrain d'action où elles peuvent s'engager. Des cours ménagers se mettent en place. Ensuite une bibliothèque fut créée, ainsi que des groupes de théâtre qui n'existaient pas auparavant.

Le service social fonctionnait grâce à la prise en charge par la Mutualité Sociale Agricole.

En 1956 il organise à St Gilles et St Gouéno des cours de soins aux malades au foyer et des cours de puériculture sont dispensés aux jeunes filles de 20 ans.

En 1955 Mademoiselle Pasquier vient nous offrir le petit château de la Hersonnière qu'elle désire mettre à la disposition des jeunes du canton. On apprend alors qu'il existe à Plémet une Association loi 1901 dont le but est de former des jeunes filles selon la méthode des Maisons Familiales. Les cours sont déjà mis en place mais il manque un local convenable. C'est alors que s'est mise en place à la Hersonnière la Maison Familiale d'apprentissage rural pour accueillir les jeunes filles du canton de Merdrignac, Collinée, La Chèze et Loudéac. Une équipe de parents d'élèves présidée par E. Penhard de Plémet et composée de L. Martin, D. Rocaboy et T. Houée se retrouvaient avec Mademoiselle Le Guenanf, directrice.

Dans nos sessions d'études nous abordions également la formation culturelle : je me rappelle que Madame Pluvinage nous intéressa vivement aux vieilles civilisations des Andes et du Pérou. Nous avions des exposés sur la musique, la peinture, l'architecture. Un reportage sur les grottes de Lascaux m'avait vivement intéressée.

Un dernier témoignage :

"Ces femmes qui, par la JAC, ont découvert leur dignité et leurs possibilités ont déjà pu mettre en oeuvre leurs projets, grâce aux groupements de vulgarisation. Elles vont elles-mêmes prendre en main leurs propres problèmes et les résoudre, non pas individuellement, mais en groupes, ce qui constituait une force d'attraction non négligeable vis à vis de l'entourage.

Ainsi la femme de 1965 n'était plus celle de 1935, la plupart soumises et résignées, sans en être parfois conscientes. Elle a obtenu la juste considération à laquelle elle a droit dans son environnement, dans la Société.

Une meilleure organisation et une simplification du travail lui a permis de disposer de quelques temps libres consacrés à des voyages d'études, à la lecture, à sa propre formation, etc... et davantage de temps aux enfants.

La multitude des réunions, des rencontres a étendu ses relations, constitué de solides amitiés et de précieuses ouvertures au monde. L'isolement d'autrefois n'existait plus, on aimait se retrouver et entreprendre ensemble si cela était nécessaire. On aimait aussi partager avec les autres nos découvertes, faire part de nos impressions afin d'en faire profiter l'entourage. Nous étions bien conscientes de notre solidarité.

Par la pratique de la comptabilité et de la gestion auxquelles nous nous intéressions, nous sommes devenues des interlocutrices du Centre de Gestion, des Banques, etc... et nous étions également bien conscientes de nos responsabilités financières.

Et nous avons continué d'accepter, quand cela était nécessaire, des responsabilités sur des terrains les plus divers tout le long de notre vie.

Après 35-40 ans, pendant des rencontres, grâce aux recueils de nombreux témoignages, grâce aussi aux réunions nécessitées par la rédaction de ce chapitre, nous avons reçu beaucoup de confidences. Combien de femmes n'ont-elles pas affirmé que cette période d'évolution les avait complètement transformées ? Nous avons au plus profond de nous-mêmes le désir de "faire quelque chose", de sortir de nos difficultés, de nous épanouir, de donner un sens à notre vie de femme et de mère. La JACF et les CETA et Groupements de Vulgarisation qui en étaient le prolongement, nous ont permis d'acquérir les qualités humaines, la formation, les connaissances et surtout la foi dans l'avenir pour sortir définitivement de nos conditions difficiles du passé. "

Une des femmes qui ont rédigé ce chapitre a désiré ajouter ce couplet d'un chant si souvent entendu à l'époque concernée :

Le soleil fera fuir les nuages,
 Nous verrons le printemps reflourir,
 Quand l'espoir montre ainsi son visage
 Pourquoi trembler en parlant d'avenir ?
 Debout, amis, debout !
 Autour des clochers de France
 Le monde a besoin d'espérance
 Le monde a besoin de nous !

CONCLUSION

Ainsi s'est exprimé ce groupe de femmes, assez bien réparties dans la zone concernée. La radicale transformation de leurs conditions de vie pendant ces 15 années, n'a pas présenté l'aspect spectaculaire de l'avancée technique de leurs maris. La compétence de ceux-ci était visible par tous parce que étalée dans les champs, les bâtiments de fermes, les élevages, le matériel... L'amélioration réalisée par les femmes se traduisait essentiellement par une éducation améliorée des enfants, une maison plus agréable, un peu plus de loisirs, une vie de famille plus réussie. Autant d'éléments qu'on ne peut mesurer par des chiffres, qui ne figurent pas dans les bilans, qui échappent aux règles de la productivité, mais qui ont été indispensables pour la transformation du milieu. Celle-ci ne pouvait être que le résultat de l'action en couple, du foyer, disait-on autrefois. Encore une fois, les succès de cette époque auraient été tout autre si nos épouses n'avaient elles-mêmes pris en main les moyens de leur promotion...

Malgré cette promotion, la condition de la femme à la ferme reste actuellement diversement appréciée. Si le servage d'autrefois n'existe plus, sa pénibilité n'a pas complètement disparue. Aussi n'est-il pas étonnant de voir de jeunes agriculteurs célibataires.

Ce groupe de femmes a accepté de décrire leur évolution durant ces 15 années, au cours de plusieurs réunions qu'elles se sont imposées. Elles ont rappelé leurs souvenirs toujours vivants dans d'abondantes et vigoureuses interventions, sorti des documents précieusement conservés relatifs au CETMA, aux CEVAM, au MFR. Elles ont dit et, mieux, elles ont écrit.

Certes le chapitre peut sembler répétitif. Que le lecteur veuille bien les excuser. Il a été difficile pour elles de l'éviter complètement, tant le désir d'être complètes et objectives les habitait.

J'ai assisté à la dernière réunion où elles ont mis un point final à leur texte personnel. Ce n'est pas sans émotion que j'ai entendu ces mères de famille, maintenant grand'mères de nombreux petits enfants, qui ont trimé dur dans leur vie, elles en portent encore les marques physiques, faire preuve de tant d'enthousiasme en se rappelant les différentes péripéties de leur action. Et, après l'habituel café, accompagné de quelques gâteaux, je ne m'étonnais pas qu'elles entonnent en chœur les anciens chants de la JAC qui ont fait si bien vibrer leur jeunesse !

Oui, chez elles aussi, la marque de cette JAC a été indélébile!

"Joie, simplicité, constant souci des autres, indéfectible espérance" ...

Elles ont pensé qu'il était utile de joindre à leur témoignage les quelques documents ci-après, illustrant bien leur travail de groupe.

V.M.

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU GROUPEMENT CANTONAL DE LA
VALLEE DU LIE

Lieu : Madame CONAN au bourg du CAMBOUT
Date : 1er Septembre 1961 à 15 Heures
Présentes : Mesdames MOISAN, TABOT, GANE, M^{lle} LE MOULEC
de Plumieux
Mesdames LEO, LEMAY, CADIO, DERO de St-Etienne
Mesdames GEFFRELOT, ROLLAND, MOISAN, M^{lle} BEUREL
du Cambout.

Technicienne : Mademoiselle FERNACU
Mademoiselle LE VAILLANT

Ordre du jour :

- Compte-Rendu des Réunions de l'année 1960-1961
- Etablissement du Nouveau Programme 1961-1962
- Etude des Problèmes :
 - date des réunions
 - convocations
 - cotisations

1 - Compte Rendu des Réunions 1960-1961

PLUMIEUX

- le 10 Janvier : le Porc Maigre - 15 à 17 personnes
Salle de la Mairie
- le 8 Février : Aménagement de la Cuisine - 23 personnes
chez Madame CHEUREL aux Evignacs
Se pose le problème : Bâtir maison neuve
ou aménagement de l'ancienne
- le 22 Mars : Le jardin - 14 personnes
chez Madame LE METAYER à Launay
- le 12 Mai : Voyage : Région de Guingamp
Visite de laiterie, porcherie, aménagement
de cuisine

CAMBOUT

- le 18 Octobre : Alimentation - 7 personnes
chez Madame ROLLAND
Le beau temps et le travail des betteraves
ont empêché une assistance plus nombreuse
- le 7 Décembre : Engraissement du Porc - 22 personnes
chez Madame Fernand PICHARD à Tréhorrel
- le 10 Janvier : La lessive par la Maison LEVER - 25 Personnes
- le 27 Janvier : Les tissus - 22 personnes
chez Madame BUREL à Kerjoseph
- le 15 Février : Utilisation du lait, préparation yaourt
chez Madame Théophile CHEUREL
- le 28 Mars : Les peintures - 22 personnes
chez Madame GLAIS, la Folie, Route de Plumieux
- le 24 Avril : Voyage : Région de Châtellaudren
Visites de l'Ecole de Coat-an-Doeh - porcherie
anglaise - aménagement de cuisine

SAINTE-ETIENNE-DU-GUE-DE-L'ISLE

- le 9 Novembre : les peintures
Mairie
- le 28 Décembre : Le Porc Charcutier - 25 Personnes
Mairie
- le 10 Janvier : Démonstration de Lessive par la Maison LEVER
au Cambout - 15 personnes
- le 1 Février : Comment avoir des légumes toute l'année
Comment choisir un aliment du commerce
Mairie
- le 15 Mars : Elevage des veaux - 25 personnes
Chez Madame LE MAY, La Ville Caro

- le 7 Avril : La traite - 35 personnes
chez Madame LMO - le Petit Bocmé
- le 17 Mai : Voyage d'Etude : Région de Lamballe
30 personnes
Visites de porcheries - aménagement
intérieur de maison

II - Etablissement du Nouveau Programme 1961-1962

Réunions prévues pour l'année

- 1ère Réunion - Octobre : Les Conserves de viandes : porc, poule, lapin
- 2ème " - Novembre : La Comptabilité Ménagère à la ferme
Recettes - Dépenses
- 3ème " - Décembre : Alimentation de la truie et du porcelet
- 4ème " - Janvier : Les maladies du porcelet
- 5ème " - Février : Qu'entend-t-on par une alimentation
équilibrée
- 6ème " - Mars : Le lapin

III - Problèmes posés par la réorganisation de la Vulgarisation

1 - Date de réunion

De façon à s'organiser pour se rendre facilement libre pour la réunion, il nous a paru intéressant de la prévoir à jour fixe chaque mois pour chaque commune.

- le Cambout a retenu le 3e Vendredi de chaque mois
- Plumieux le 4e Vendredi
- Saint-Etienne le 3e Jeudi

2 - Les Convocations

Faut-il continuer à envoyer des convocations à tout le monde ?

C'est effectivement une charge. Mais la Vulgarisation s'adressé à toutes les femmes de la commune. Il peut se faire qu'une femme qui ne soit pas venue aux 1ères réunions ait envie de venir à la 3e ou à la 4e ; elle ne viendra que si elle a reçu une convocation, et elle viendra beaucoup plus facilement, si elle vient avec une voisine. Il semble donc que si l'on veut étendre la Vulgarisation, des responsables de quartier actives (remettant les convocations, encourageant les hésitantes) aient une action efficace.

- 3 - La cotisation : quel sera son montant cette année.
Il a paru opportun de l'uniformiser à la même somme pour tout le canton. Cette somme a été fixée à 4 N.F. (400 F.)

Cette somme ne va-t-elle pas arrêter celles qui savent qu'elles n'auront la possibilité de ne venir qu'une ou deux fois. Faut-il laisser à celles-là la possibilité de verser 1 N.F. à chaque réunion comme cela se fait ailleurs dans le département.

- 4 - Mais un bon départ est essentiel, pour le faciliter au maximum nous avons décidé :

- de faire paraître à plusieurs reprises dans la presse locale un article précisant le sujet des réunions, la date, les différentes possibilités laissées aux adhérentes de participer aux frais occasionnés par les réunions.
- de remettre une carte d'adhérente aux personnes désirant suivre les réunions de vulgarisation et ayant versé leur cotisation
- de faire ronéotyper un tract reprenant ce qui aura déjà paru dans la presse et de le distribuer à toutes les femmes de la commune.
- pour rendre plus efficace le départ de cette nouvelle campagne, une réunion de responsables de quartier est conseillée, ce serait l'occasion de leur remettre tract et carnet de carte d'adhérente.

A l'issue de la réunion, Madame Victor MOISAN qui avait accepté la présidence du Groupement en Septembre 1960 pour 1 an, a demandé à se retirer. Madame TABOT, la remplace, toutefois, Madame MOISAN continue à faire partie du Bureau au titre de Vice-Présidente.

-i-i-i-i-

ELECTRICITÉ DE FRANCE GAZ DE FRANCE

SERVICES NATIONAUX

CENTRE DE DISTRIBUTION MIXTE
DE SAINT-BRIEUC
Bureaux et Caisse : 4, Rue Sainte-Barbe
Tél. 15-48 à Saint-Brieuc

ST-BRIEUC, le 24 Septembre 1959.

Toute la correspondance doit être adressée à
ELECTRICITÉ DE FRANCE
GAZ DE FRANCE
4, Rue Sainte-Barbe - Saint-Brieuc

C. C. Postal 9419-21 Rennes
E. C. Seine n° 55 B & 131 - E. C. Seine n° 54 B 10.745
SRC/ROD/LL.

N/Réf:
V/Réf:
OBJET:

Madame Moisan
Ker Anna
Plumieux
(côté du nord)

Madame,

Il nous a été agréable, au cours de l'année 1958-1959, de participer à diverses reprises à vos journées de démonstration organisées dans le cadre du Mouvement Familial Rural, dont vous êtes la responsable pour votre commune.

Nous envisageons de renouveler, pour l'année 1959-1960, cette participation et dans ce but nous vous demandons de nous indiquer par un très prochain courrier si vous avez prévu une journée consacrée à l'électricité ménagère et quelles seraient les dates susceptibles de vous intéresser.

Nous vous rappelons que nous pouvons organiser sur notre camion publicitaire une démonstration de cuisine, de machine à laver, de réfrigérateur ainsi que l'étude des besoins en eau chaude pour une habitation. Les ménagères pourront discuter avec notre Conseillère Ménagère des dépenses entraînées par l'achat et l'utilisation d'un appareil électrique et il pourra être ainsi fait un échange d'expériences très profitables. Elles pourront se renseigner utilement sur la gamme de tarifs mis à leur disposition.

Nous serions très heureux de connaître votre avis personnel ainsi que celui des personnes que nous n'avons pu toucher.

Dans l'attente du plaisir de vous lire,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Chef de Centre,

M. Moisan

GROUPEMENT DE VULGARISATION AGRICOLE ET MENAGERE DE LA VALLEE DU LIE

(Canton de la Chêze - St-Barnabé)

Lieu : Mairie de PLUMIEUX

Date : Mercredi 12 Septembre 1962

Présentes : 13

LE CAMBOUT : Mmes ROLLAND, Désiré MOISAN, Melle BEUREL
PLUMIEUX : Mmes TABOT, GAÛNE, CHEREL, Victor MOISAN, LE MOULEC
GUILLEMIN

St-ETIENNE DU GUE DE L'ISLE : Mmes LEO, DERO, CADIO, LE MAY

Excusées : Mmes ROLLAND, MICHARD

Technicienne : Melle FERNAGU

Ordre du jour :

Réunion du Conseil d'Administration du groupement :

- 1° - Révision des activités de l'année dernière
- 2° - Précisions apportées au statut de la vulgarisation
- 3° - Budget de 1962 - Répartition de l'argent perçu
- 4° - Fédération Départementale
- 5° - Programme de l'année qui vient
- sujets de réunions, cotisations, convocations.

I - REVISION DE L'ANNEE DERNIERE

Les sujets ont-ils intéressé ?

- Les conserves - ont beaucoup intéressé dans toutes les communes, en effet le nombre de participantes était important. Il semble qu'il faille y revenir cette année pour repréciser les détails, étendre la démonstration au lapin, poule, légumes, fruits.
- La Comptabilité - sujet plus ardu, malgré cela il a compté beaucoup de participantes : au Cambout 16, à St-Etienne 16, à Plumieux 12. Parmi celles-là toutes n'ont pas fait leur comptabilité. Malgré tout certaines se sont arrêtées au moment des travaux d'été.
- L'alimentation de la truie - le porcelet : l'intérêt a été variable. Il a moins intéressé St-Etienne, peu de femmes élevent des truies et des porcelets.
- Le lapin - peu d'intérêt pour le sujet, marqué par le peu de participantes à la réunion. Parmi celles-là, la plupart ne voyaient pas l'élevage du lapin comme pouvant être d'un rapport appréciable.
- L'alimentation équilibrée - le sujet a beaucoup intéressé les femmes. Mais il semble qu'il devrait être repris sous une autre forme.

La Cotisation

Ne semble pas avoir créé de difficultés, la plupart des femmes ont pris une carte d'adhérente.

Les Convocations

Toutes les femmes de la commune sont-elles effectivement touchées ? Il reste encore des villages difficiles à pénétrer, aucune femme ne s'intéressait à la vulgarisation.

II - MODIFICATION DES STATUTS DE LA VULGARISATION

Madame DERO a présenté les précisions apportées au statut de la vulgarisation en Avril 1962, elle a particulièrement insisté sur les points suivants :

- Les agréments accordés seront revus chaque année si le groupement ne se conforme pas aux directives reçues
- Le groupement peut avoir uniquement comme adhérentes, que des productrices agricoles (exploitantes et salariées). Il doit être créé à des fins strictement professionnelles et s'interdire toute activité politique, confessionnelle et commerciale.

- La zone d'action doit être bien déterminée, correspondant au canton, 2 groupements ne peuvent exister sur une même zone.
- Le groupement doit regrouper au minimum 50 adhérentes
- La cotisation par adhérente ne peut descendre au-dessous de 5 NF.
- Le groupement doit disposer d'une conseillère agréée, au minimum à 1/4 de temps.

III - LE BUDGET

Madame GEFFRELOT explique l'utilisation de l'argent versé par chaque commune au canton :

- Frais de timbres, papier, téléphone
- Déplacement des responsables aux réunions départementales
- Achat de classeurs pour la Secrétaire et la Trésorière
- Par la suite, cotisation du canton à la Fédération Départementale.

IV - LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

Madame MOISAN refait l'historique du développement de la vulgarisation féminine dans le département. Une Fédération regroupant tous les groupements qui le désirent, sera constituée à Saint-Brieuc le Mardi 18 Septembre. Cette Fédération aidera en particulier en participant à la formation des responsables et permettra ainsi une prise des responsabilités de la vulgarisation par les intéressés.

V - PREVISIONS DE L'ANNEE A VENIR

Programme : pour choisir ce programme :

- 1) Nous sommes partis de ce qui avait été fait l'an dernier pour y donner une suite ou réapprofondir le sujet. Dans ce sens on a choisi :
 - les conserves de fruits, légumes, poules, lapins (ou porc selon ce qui a été fait l'an dernier)
 - la comptabilité :
 - Nouvelle méthode adoptée pour toute la France
 - Discussion de points précis qui ont embarrassé les unes et les autres
 - Comment organiser les menus d'une semaine pour que notre alimentation soit équilibrée et la cuisine rapidement faite
- 2) Nous avons voulu choisir sur le plan agricole la même orientation que les hommes. Durant ces 2 années-ci, ils vont étudier les bovins les veaux cette année, la vache laitière l'an prochain, nous avons retenu :
 - le veau d'élevage

3) Il a semblé que beaucoup de femmes soient intéressées par la puériculture, mais toutes les femmes d'un groupement communal ne le seraient pas, aussi ces réunions seraient faites au plan cantonal. Il sera demandé à Melle TERRIS si elle veut bien les assurer, 3 étaient prévues.

Dates proposées

Les Conserves : semaine du 23 au 30 Septembre
Mercredi 26 à Plumieux
Jeudi 27 au Cambout
Vendredi 28 à St-Etienne

Mi-Octobre : Puériculture

Comptabilité : 13 au 18 Novembre

Mi-Décembre : Puériculture

Le veau d'élevage : 10 au 17 Janvier

Mi-Février : Puériculture

Menus : 10 au 17 Mars

Cotisation - Le montant de la carte est fixé à 4 NF, bien que le décret d'Avril 1962 demande que la cotisation soit au minimum de 5 NF, mais cette carte donne droit à participer seulement aux réunions communales. Une participation supplémentaire de 1 NF sera demandée à chaque réunion de puériculture aux participantes.

Les dames qui préfèrent ne pas prendre de carte peuvent verser 1 NF de participation à chaque réunion communale.

Convocations - Pour avertir les dames du Cambout, St-Etienne et Plumieux de la reprise de la reprise des réunions de vulgarisation, une circulaire indiquant le programme, le montant de la cotisation, les dates probables de réunions et servant en même temps de convocation à la première réunion sera rédigée, photocopiée et distribuée à toutes les dames de chaque commune. Madame GEFFRELOT s'est chargée de rédiger la circulaire.

VI - ELECTIONS A L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE

L'Assemblée Générale est formée de représentantes de chaque canton, le nombre de représentantes est de 2 pour les groupements ayant de 50 à 80 adhérentes. Notre groupement ayant 15 adhérentes nous rentrons dans ce cas. La Présidente cantonale est déléguée de droit. Une autre représentante doit être élue à bulletin secret. Madame DERO a été élue. le Mardi 18 elle ira avec Madame MOISAN représenter le canton. Ensuite 2 suppléantes ont été élues :

Madame TABOT suppléante de Madame MOISAN
Madame GEFFRELOT " Madame DERO

Ces déléguées sont élues pour 4 ans.

QUESTIONS DIVERSES

Une session de 12 jours du 12 au 24 Novembre 1962 est organisée à PARIS par l'I.F.O.C.A.F. Elle s'adresse aux femmes productrices agricoles ayant une responsabilité dans les organismes agricoles, pour leur permettre de mieux la remplir. Trois responsables pensent pouvoir la suivre.

N.B. - En dernière heure Mademoiselle TERRIS accepte de assurer les réunions de puériculture, et mieux de les faire dans chaque commune. Ce qui portera le nombre de réunions communales à 7. Pour éviter toute complication une cotisation de 5 NF sera demandée aux adhérentes pour l'ensemble des réunions.

---:---:---:---:---:---

LA MEMOIRE DES FONDATIONS

CONCLUSIONS :

LA MEMOIRE DES FONDATIONS

LA MEMOIRE DES FONDATIONS

Seuls, les groupes ou les peuples qui ont trouvé dans l'intelligence de leur passé la signification de leur présent sont capables d'inventer leur avenir; les autres ne font que subir et copier.

Ainsi les groupements agricoles de la région de Loudéac ravivent leur mémoire. En 1962 et 1963, j'avais eu la chance de conduire des enquêtes, avec des étudiants de l'ESA d'Angers et avec les jeunes du pays, sur ce milieu en pleine mutation. Ma thèse "Développement et coopération agricole en Bretagne Centrale" avait tenté de cerner cette nouvelle avancée de l'agriculture loudéacienne après un siècle de laborieuse évolution. Avec quelle joie, je retrouve aujourd'hui les braises encore brûlantes de cet immense défrichage, les témoignages émouvants d'une misère surmontée, sous l'impulsion aussi vigoureuse du même rassembleur d'énergies. La région de Loudéac a écrit, dans les années 1950-1965, une page glorieuse de l'agriculture bretonne; il était bon que les hommes et les femmes qui ont ouvert la brèche du progrès confient aux générations futures ce qui fut le souffle de leur espoir et la grandeur de leur combat. Qu' ils en soient félicités, remerciés; puissent d'autres groupes à travers la Bretagne entreprendre le même travail, afin de faire comprendre comment l'une des zones les plus retardées est devenue la première région agricole française.

De ces témoignages de militants et militantes, se dégagent quelques principes d'action vérifiés hier, valables pour aujourd'hui, essentiels pour demain. Qu'en retenir ? Le développement, c'est d'abord une affaire d'hommes et de femmes qui refusent une fatalité, murissent un projet et qui s'organisent pour le réaliser.

UNE FATALITE QUE L'ON REFUSE.

Les témoignages, beaucoup plus que les chiffres, expriment ce qu'était la vie dans les campagnes loudéaciennes : on se croirait dans un pays du Tiers Monde; pourtant, c'était chez nous il y a une trentaine d'années, le temps d'une génération. Un pas de géant avait été franchi depuis l'époque héroïque des défricheurs de landes, au milieu du 19^{ème} siècle, quand s'étaient effondrées le tissage et les petites industries rurales. Des progrès techniques évidents avaient été accomplis, mais la crise économique des années 1930 entraînait une stagnation des conditions de vie.

Pour nourrir toutes les bouches et employer tous les bras, les petites exploitations ne pouvaient que pratiquer la polyculture et l'élevage, dans une économie de subsistance parvenue aux limites de ses capacités; elles combinaient le peu de terre disponible, un faible capital et beaucoup de travail, pour donner des produits finis faiblement élaborés, dont l'essentiel était consommé sur place et le surplus échangé sur les marchés locaux. Cette petite production paysanne était dictée par un souci de sécurité et de promotion familiale, dominée par l'importance accordée à la terre patrimoniale, au travail courageux et bien fait. Tout un ensemble pesant, complexe de marchands et de notables assurait les médiations nécessaires entre ces unités émergent de l'autarcie et les rouages du monde moderne, en imposant leur tutelle économique, sociale et politique à cette clientèle paysanne qui sortait à peine de la misère, mais non de la dépendance.

Les campagnes de chez nous avaient conservé leurs structures familiales et villageoises, tout en s'ouvrant aux échanges et aux apports extérieurs. Mais que de différences entre Loudéac, la riche vallée de l'Oust et les landes du Mené ! Les alliances et les conflits de familles fondaient l'essentiel des relations sociales, où la distinction entre les gens des hameaux et les habitants du bourg ou du centre constituait un clivage

important; mais le travail, les échanges et les fêtes multipliaient les occasions de retrouvailles. Surtout les grandes divisions idéologiques marquaient la plupart des organisations professionnelles, des associations et des collectivités locales. A travers la rivalité entre la Droite cléricale et la Gauche laïque, deux conceptions du monde s'affrontaient : d'une part, la défense de la civilisation chrétienne, bretonne et rurale, où la référence à un absolu expliquait et justifiait un amalgame de croyances et de pratiques héritées de l'histoire, et d'autre part un refus de cette vision et la promotion d'une société progressiste, où l'explication scientifique a raison de tout, organise un monde désacralisé à partir du modèle urbain. Qui aurait pu imaginer qu'un système économique et social aussi cohérent allait basculer en quelques années ?

Les Syndicats Paysans de l'Ouest, les cours par correspondance, l'action des organisations professionnelles, surtout l'ouverture du pays par l'éducation et les échanges avaient commencé à lézarder cette société séculaire. Mais il faudra la rupture de la guerre et de la défaite, la réflexion dans les camps et les fermes d'une Allemagne plus développée, les débats dans les maquis de la Résistance et de la Libération pour ouvrir vraiment la brèche, déclencher un puissant mouvement de changement : plus rien ne sera comme avant; il faut reconstruire un pays ruiné ou plutôt reconstruire un monde nouveau. Mais ce changement de climat aurait connu des résultats lents et limités s'il n'avait été appelé, aspiré par une nouvelle génération de paysans épris de modernité. L'influence prépondérante du courant jaciste ne doit pas faire méconnaître d'autres apports : les cours des instituteurs itinérants, les champs d'essai, les initiatives des DSA, les villages et les zones témoin, les actions des coopératives, de firmes privées, de quelques leaders novateurs.

Mais la plupart des témoignages rassemblés soulignent le rôle éminent joué par la JAC. Celle-ci organise en 1948 la célèbre exposition itinérante "Maison Rurale", diffuse "Jeunes Forces

Rurales" et "Promesses", multiplie les "Fêtes de la Terre", les "Coupes de la Joie" et devient ainsi un grand mouvement d'éducation populaire ; les stages de culture générale de Lesneven, les sessions de formation préparent les futurs cadres du monde agricole. En mai 1950, 70000 jeunes ruraux envahissent le Parc des Princes et les rues de Paris : "Bécassine est morte"; une nouvelle génération est prête à prendre en main les destinées du monde rural avec un enthousiasme, une lucidité et un réalisme qui surprennent les plus réservés. Et cette jeunesse proclame bien haut ses refus et son espoir :

"Si nous nous dressons contre la dureté du travail et des conditions de vie auxquelles sont condamnés tant de jeunes paysans, tant de femmes et de filles de chez nous, c'est au nom de l'épanouissement total auquel tous les hommes doivent parvenir.

Si nous refusons cet état de prolétaires qui, dans l'agriculture et l'industrie, s'impose à ceux d'entre nous qui n'ont pas eu le privilège de naître riches, c'est parce que nous estimons que tout homme a droit à la sécurité, à l'initiative et aux responsabilités.

Si nous réclamons un enseignement et un apprentissage qui nous permettent de vivre au rythme de notre temps, c'est parce que la culture et la valeur professionnelle sont pour nous des exigences de la charité.

Si nous affirmons que certains modes traditionnels de propriété et de mise en valeur des biens doivent être révisés; si nous refusons un système économique et des structures sociales basées sur le profit personnel et l'égoïsme; si nous réclamons pour ceux qui, dans le pays, assurent des fonctions de base la place qui leur revient, ce n'est pas pour le plaisir de faire du bruit, ce n'est pas pour emboîter le pas derrière qui que ce soit; c'est au nom de la justice qui n'est que charité, c'est au nom d'une fraternité véritable dont le Christianisme nous a donné la hantise"

UN PROJET QUI A MURI

Toute révolution est d'abord culturelle; le retournement des mentalités a été aussi important que le retournement des prairies naturelles, qui représente pour la région de Loudéac une étape aussi décisive que le défrichement des landes cent ans plus tôt. Toute dynamique de développement est d'abord une inversion de sens, le passage de la fatalité à l'espoir, d'une identité dépressive à une identité prospective. Le "on n'y peut rien; ça toujours été comme ça" devient "ça ne peut plus continuer; il faut que ça change"; le "dernier des métiers" cède la place au "sois fier paysan" et le "trou perdu" deviendra le "village que j'aime". Il faut atteindre cette dignité et cette confiance affirmées, ces aspirations humaines fondamentales pour saisir la vigueur de l'élan modernisateur dans l'agriculture loudéacienne.

Face à la carence de l'enseignement et des organisations paternalistes existantes, la JAC offre à des jeunes une pédagogie originale subordonnée à un projet global sur l'homme et la société. Cette démarche spécifique, celle du "voir-juger-agir", part de l'action pour susciter l'action. Elle consiste à déchiffrer l'expérience quotidienne, à comprendre l'exploitation, le métier, le monde rural, le monde; elle confie à chacun une responsabilité à sa portée pour qu'il découvre dans les résistances rencontrées les solidarités, les enjeux, les prises possibles pour une action, les nécessités d'une analyse rigoureuse et d'un projet toujours "en fidélité au réel". Cette réalité ainsi connue est référée à une vision optimiste de la société et de son devenir. La JAC veut un monde paysan moderne, dans une société personnaliste et communautaire, qui affirme la primauté du travail sur le capital, de la responsabilité personnelle sur la bureaucratie étouffante, du service commun sur le profit individuel. Si elle condamne la routine et les contraintes du milieu, elle ne cherche pas la

fascination technique ni la performance individuelle, mais l'épanouissement personnel et familial, la promotion de la femme et du couple, le développement de l'agriculture et cette fierté de la mission du paysan qui est de nourrir l'humanité. Il faut se former, s'organiser pour être efficace dans son métier, heureux dans sa famille, utile à la société et solidaire du monde.

Le plus souvent, le passage des mouvements de jeunesse aux actions professionnelles s'est réalisé par le canal du CNJA et des CDJA, que la JAC investit de ses valeurs et de ses modèles, de ses méthodes et de ses réseaux, à partir de 1957. Là encore, la région de Loudéac a anticipé : plutôt que d'affronter ou d'infléchir les organisations existantes, le courant jaciste (et son prolongement adulte, le Mouvement Familial Rural) a directement suscité de nouvelles structures: le CETA et les Maisons Familiales. Entre la JAC et le CETA, nombreuses sont les analogies : des équipes restreintes de militants et de copains animés par une même volonté d'émancipation et de progrès; des méthodes précises d'analyse de la réalité confrontées à des apports extérieurs; un souci identique de passer à l'action novatrice par des essais limités et bien contrôlés. L'aumônier est remplacé par des ingénieurs de qualité, eux-mêmes militants passionnés; la foi humaniste et chrétienne s'exprime dans la foi technicienne. Avec la ferveur des néophytes et des militants, ces hommes s'engagent dans le progrès, l'innovation; ils multiplient les essais, les voyages d'étude, les journées de démonstration. Les voisins peuvent bien ricaner devant ces audacieux : les rendements ne cessent de croître de manière spectaculaire; la vulgarisation "passe par dessus les talus". "Il faut bien qu'une minorité se dévoue pour entraîner le plus grand nombre".

Les témoignages ont bien décrit l'engrenage des innovations qui ont transformé l'agriculture locale. Tout commence donc par une analyse méthodique des potentialités des sols, du climat, des

atouts méconnus. Le retournement des prairies naturelles puis la rotation pré-terres, la "révolution de l'herbe" entraînent un accroissement considérable des productions fourragères et l'essai des nouvelles variétés. Pour consommer ces apports, il faut augmenter le cheptel, avant de s'orienter vers des races plus performantes, en abandonnant la vache armoricaine, fierté de la région, pour la vache normande et bientôt la frisonne. La clôture électrique, la mécanisation qui s'étend à l'ensemble des activités, de nouvelles techniques de production s'imposent rapidement, qui modifient le travail de l'homme mais alourdissent souvent les travaux féminins, ce qui appelle de nouvelles acquisitions (traite électrique, appareils d'élevage...). La révolution fourragère et la croissance de la production bovine rencontrent vite l'étrécissement des surfaces. Alors, les membres des groupements construisent les premiers poulaillers en papier goudron puis en dur, font l'apprentissage de l'élevage hors sol, de la conduite rationnelle des troupeaux. Quand surviennent les premières crises de surproduction, le savoir acquis est transféré vers les élevages porcins, avec l'appui des firmes d'aliments. Le progrès avait commencé par quelques parcelles, s'était étendu à la plupart des cultures; il introduit les élevages hors sol, de nouvelles races bovines quand le ramassage du lait (1962) atteint le cœur de l'économie agricole : toute l'exploitation s'en trouve transformée.

On peut regretter que les militantes de la vulgarisation féminine n'aient pas davantage exprimé leur action, qui aura pourtant été déterminante. Pour être diffus et souvent caché, le rôle des femmes n'en est que plus important dans le choix des investissements et des productions, dans l'orientation et la gestion des exploitations, dans l'évolution des mentalités. L'avancée technique des agriculteurs a déclenché la réaction positive des agricultrices qui, à leur tour, ont élargi le courant modernisateur dans ses thèmes et son audience. Les femmes s'organisent pour améliorer leurs conditions de vie et de travail particulièrement pénibles : elles s'intéressent aux aspects

techniques des élevages dont elles ont la charge; elles s'initient rapidement à la gestion, à mesure que les emprunts et les mouvements financiers s'amplifient. Surtout, les préoccupations familiales sont au cœur de leurs échanges : éducation des enfants, alimentation, hygiène et secourisme, organisation de leur travail, équilibre du foyer, ouverture à l'extérieur et à la modernité, souci d'améliorer le cadre de vie et de promouvoir l'ensemble du milieu.

DES RESEAUX QUI S'ORGANISENT

L'expérience loudéacienne illustre parfaitement comment le développement se propage par des réseaux qui se structurent à travers affrontements et compromis, jusqu'à entraîner l'ensemble d'un milieu. Fondé en avril 1952 par V. Moisan et ses amis, le CETA est vraiment le creuset d'où partent innovations et initiatives. Alors que d'autres groupements se sont repliés dans une percée solitaire, le CETA s'est vite doté de relais pour étendre son action. De concert avec l'Abbé Radenac, autre pionnier remarquable, il contribue à la fondation de la Maison Familiale de St Etienne du Gué de l'Isle en septembre 1953 : il lui apporte le concours de son ingénieur, de ses références et de ses méthodes; celles-ci se propagent par des dizaines de jeunes grâce à l'alternance et au cahier d'exploitation qui associent directement les parents à la formation des élèves. St Etienne du Gué de l'Isle aura été le véritable berceau de l'agriculture moderne, comme le canton d'Uzel le fut au siècle dernier. L'exemple de St Etienne entraîne à son tour la création de la Maison Familiale d'Apprentissage Ménager de la Hersonnière en novembre 1954: le foyer de progrès élargit sa zone d'influence.. C'est également dans la mouvance du CETA et de la Maison Familiale que naît en

février 1955 le Centre de Vulgarisation Agricole de St Etienne qui s'adresse à un public plus nombreux. A leur tour, les commissions spécialisées du CETA se transformeront en CETA avicole à l'origine de la Coopération du Ridor (juillet 1959) et en CETA porcs, base de la Coop-viande en 1962. L'influence du CETA de Loudéac se combine avec celle du CETA de Lamballe pour susciter le Groupement de Productivité Agricole de la Vallée du Lié en mars 1957.

La vulgarisation féminine bénéficie elle aussi de l'appui du CETA et de la Maison Familiale de la Hersonnière : le CETMA de la Vallée du Lié, les Groupements de Vulgarisation Agricole et Ménagère du Lié, du Mené, de Loudéac en octobre 1960. Le CETA des Trois Croix relève des courants plus "laïques", pratique les mêmes méthodes mais ne connaît pas une influence aussi grande. Les divergences d'idées et les rivalités d'organismes n'empêchent cependant pas la formation du Groupement Régional des CETA de Loudéac en septembre 1960.

L'attention portée aux groupements agricoles est à replacer dans un contexte où jouent d'autres facteurs : une Bretagne qui bouge de partout, une politique vigoureuse de modernisation agricole, des campagnes qui s'ouvrent au monde.

C'est le rôle historique des pionniers de savoir traduire les attentes profondes de leur milieu, de capter les innovations et les opportunités venant de l'extérieur pour faire émerger et grandir un projet global, capable d'être diffusé, de se forger les objectifs et les moyens de sa réalisation. D'un tel élan, les héritages sont divers et les désillusions inévitables. Mais que serait aujourd'hui cette zone de la Bretagne intérieure si elle n'avait bénéficié d'une telle créativité ? Les acteurs de cette percée peuvent être fiers de leur oeuvre, même si la phase économique qui la prolonge est d'une autre complexité. Parce que

des groupements agricoles ont stimulé un grand besoin de production, des industries agro-alimentaires ont pu s'implanter et une urbanisation se développer : autant de pages qui restent à explorer, autant de nouveaux chantiers à ouvrir. La conviction qui animait ces fondateurs d'hier est encore celle des créateurs d'aujourd'hui et de partout : il n'y a de fatalité que celle que l'on ne remet pas en cause; l'avenir appartient à ceux qui savent s'ouvrir et partager, pour anticiper les évolutions, bien loin de les subir.

Paul Houée

**Station Economie et Sociologie Rurales
INRA Rennes**

POST - FACE

**CONNAITRE SON PASSE POUR MIEUX PREPARER
L'AVENIR**

Les dures conditions du milieu agricole (inconfort, pénibilité, enclavement, pauvreté) se sont améliorées voire bouleversées à la suite des années 50-65. Des hommes solidaires ont refusé la fatalité. Ils ont fourni des efforts constants et soutenus afin d'acquérir davantage de notoriété, une vie décente pour leur famille. Ils ont su façonner un entourage en amont et en aval dont l'agriculteur est le maillon moteur-principal.

Mais ce dernier n'est-il pas réduit maintenant à l'étranglement par ceux qui l'entourent ? Les intentions de départ ne sont-elles pas faussées ? Prêtons-y garde. Ne laissons pas s'envoler en fumée cet acquit si péniblement payé par nos prédécesseurs. Il est peut-être temps de reformuler notre avenir plus incertain que jamais. Pour cela il nous faut connaître la chronologie des événements passés, bénéficier de l'expérience des personnes concernées, analyser le tout en parallèle avec le présent.

Bien des jeunes n'ont pas conscience de la vie austère du passé : Le dur labeur vécu quotidiennement, les travaux physiques étant prédominant pour tous les membres de la famille. Les problèmes sont maintenant en partie résolus, mais d'autres dépendances apparaissent, celles des machines, des ordinateurs, des élevages demandant un suivi et une surveillance quotidienne. De ce fait l'agriculteur demeure trop souvent assoiffé de loisirs, tant la profession est contraignante. Ceci reste sans doute le

décalage avec les autres professions, il nous sera important de le combler. Le travail en commun et les soirées animées, entre voisins, dans les villages, évoqués dans les chapitres précédents, ne sont plus d'actualité. Seuls les rapprochements vers d'autres milieux sociaux et de possibles associations limiteront la solitude des agriculteurs et bien des incompréhensions.

Afin de méditer sur ces manques, adapter les solutions, la J.A.C. s'est montrée exemplaire. Son travail constructif s'est révélé efficace, basé sur 3 règles : réflexion, interrogation, intervention et mise en place de moyens clairs, honnêtes et mûrement réfléchis.

Reste donc à se poser la vraie question sur notre espace et notre vie rurale, multiplier nos atouts pour rester serein, jouer la solidarité. Notre marge de manoeuvre est limitée, les enjeux parfois différents de ceux de nos prédécesseurs. Dans un contexte de forte concurrence à l'intérieur de l'Europe, de surproduction suivie d'une pollution passée longtemps au second plan, des issues adéquates deviennent urgentes. L'endettement, les risques encourus dans le monde agricole s'accroissent. Nos aïeux se contentaient de peu pour vivre, aujourd'hui pour être reconnus par les autres catégories sociales et ne pas former un monde à part, il nous faut dégager un revenu suffisant.

On dit souvent que l'histoire est un éternel recommencement. En agriculture, on ne peut jamais revenir aux méthodes du passé. Cependant cette rétrospective est une mine d'enseignements. Chaque génération se doit d'inventer des chemins d'avenir.

Mais les agriculteurs seront-ils assez nombreux pour les tracer eux-mêmes ?

André Gestin

- Glossaire -

C.E.T.A.	Centre d'Etudes Techniques Agricoles
F.N.C.E.T.A.	Fédération Nationale de Centre d'Etudes Techniques Agricoles
C.V.A.-G.V.A.	Centre - Groupement de Vulgarisation Agricole
M.F.R.	Mouvement Familial Rural
M.F.- F.N.M.F.	Maison Familiale - Fédération Nationale des Maisons Familiales
D.S.A.	Direction des Services Agricoles (dans chaque département)
E.S.A.	Ecole Supérieure Agricole
U.F. - U.T.H.	Unité Fourragère - Unité Travailleur Homme
U.G.B.	Unité Gros Bétail
COPALL	Coopérative Laitière de Loudéac
I.N.R.A.	Institut National de la Recherche Agronomique
D.S.V.	Direction des Services Vétérinaires (dans chaque département)
C.N.R.Z.	Centre National de Recherche Zootechnique
I.O.S.T.A.	Institut pour l'Organisation Scientifique du Travail en Agriculture
I.FO.CA.P.	Institut pour la Formation des Cadres Paysans
E.N.S.A.	Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture
C.A.P.C.	Cours Agricole Par Correspondance
G.R.	Génie Rural
J.A.C.	Jeunesse Agricole Chrétienne.
C.U.M.A.	Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole



Une réunion C.V.A. de La Chèze - Loudéac à Saint - Barnabé.



Des membres du C.V.A. étudiant avec leur technicien le desherbage du blé.

L'ouvrage peut être commandé auprès de :

Presses universitaires de
l'Université de Rennes 2
6, Avenue Gaston Berger
35043 - Rennes cedex

ou

U.T.L. de Loudéac
rue du Méné
22760 - Loudéac

Prix : 100 F. + frais de port : 14 F.

Prix : 100 F. TTC